



TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Procédure de sauvegarde accélérée

DISTRIBUTION CASINO FRANCE

Société par actions simplifiée
1, cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Etienne
RCS Saint-Etienne 428 268 023
(la « Société » ou « DCF »)

Jugement d'ouverture :

25 octobre 2023 (RG n° 2023059168)

Juge-Commissaire :

M. Michel Teytu

Administrateurs Judiciaires :

SELARL Thevenot Partners, prise en la personne de
Maître Aurélia PERDEREAU
SELARL FHBX, prise en la personne de
Maître Hélène BOURBOULOUX
SCP Abitbol & Rousselet, prise en la personne de
Maître Frédéric ABITBOL

Mandataires Judiciaires :

SCP BTSG², prise en la personne de
Maître Marc SENECHAL
SELAFA MJA, prise en la personne de
Maître Valérie LELOUP-THOMAS
SELARL FIDES, prise en la personne de
Maître Bernard CORRE

PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

DISTRIBUTION CASINO FRANCE

(Articles L. 626-1 et suivants et L. 628-1 et suivants du Code de commerce)

Projet de plan de sauvegarde accélérée élaboré par le débiteur avec le concours des administrateurs judiciaires désignés par le Tribunal de commerce de Paris en date du 20 décembre 2023

TABLE DES MATIERES

DEFINITIONS	6
PARTIE 1. PRESENTATION GENERALE DU GROUPE CASINO ET DE DISTRIBUTION CASINO FRANCE.....	14
1.1HISTORIQUE ET ACTIVITES DU GROUPE CASINO	14
1.1.1L’activité France Retail	15
1.1.2L’activité LATAM Retail.....	16
1.1.3L’activité <i>e-commerce</i>	16
1.2PRESENTATION DE LA SOCIETE DCF ET DES PRINCIPALES AUTRES SOCIETES DU GROUPE CASINO 17	
1.2.1 Fiche juridique simplifiée de la Société.....	17
1.2.2 Actionnariat	18
1.2.3 Salariés.....	18
1.2.4 Principales autres sociétés du Groupe Casino	18
1.3PRINCIPAUX AGREGATS FINANCIERS DU GROUPE ET DE DCF ET STRUCTURE DE L’ENDETTEMENT	20
1.3.1Principaux agrégats financiers de DCF et du Groupe.....	20
1.3.2 Endettement et engagements hors bilan du Groupe Casino et de DCF	20
PARTIE 2. NATURE ET ORIGINE DES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE GROUPE CASINO ET DCF.....	22
2.1RAPPEL DES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE GROUPE CASINO ET DCF	22
2.1.1Résultats opérationnels de l’exercice 2022 du Groupe Casino.....	22
2.1.2 Les mesures mises en place pour réduire l’endettement et renforcer la situation financière du Groupe	23
2.1.3 Les réflexions engagées sur les opérations stratégiques.....	27
2.2LES PROCEDURES DE CONCILIATION.....	28

2.2.1 Ouverture des procédures de conciliation.....	28
2.2.2 Déroulé des procédures de conciliation.....	28
2.2.3 Mesures visant à préserver et améliorer la liquidité à court terme du Groupe Casino	30
2.2.4 Désignation judiciaire d'un expert indépendant chargé de l'évaluation des Sociétés	33
2.2.5 L'accord de principe du 27 juillet 2023 et le maintien des Financements Opérationnels Existants Groupe Casino.....	33
2.2.6 Le processus d'allocation des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino .	35
2.2.7 La conclusion d'un accord de principe avec le groupe <i>ad hoc</i> des bénéficiaires économiques (<i>beneficial owners</i>) d'Obligations HY Quatrim	36
2.2.8 Les discussions avec les créanciers non sécurisés	38
2.2.9 Prorogation de la durée de la Procédure de Conciliation.....	38
2.2.10 .. La signature de l'Accord de Lock-Up le 5 octobre 2023.....	39
2.2.11 .. Les opérations juridiques préalables à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée	40
2.2.12 .. Soutien des actionnaires directs et indirects de la Société sur le projet de Plan de Sauvegarde Accélérée.....	42
2.3 L'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE SAUVEGARDE ACCELEREE.....	42
2.3.1 Principales étapes de la procédure de sauvegarde accélérée	42
2.3.2 Mise à jour des prévisions financières du Groupe.....	43
2.3.3 Processus de cession des hypermarchés et supermarchés.....	44
PARTIE 3. PRESENTATION DU PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELÉRÉE .	46
3.1 OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LES PROJETS DE PLANS DE SAUVEGARDE ACCELEREE	46
3.1.1 Restructuration globale de l'endettement du Groupe Casino	46
3.1.2 Restructuration de l'endettement de DCF	49
3.2 VALORISATION DE L'ENTREPRISE.....	49
3.3 PASSIF AFFECTE PAR LE PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	52
3.3.1 Situation de l'actif et du passif au jour du Jugement d'Ouverture	52
3.3.2 Identification des parties affectées par le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée.....	53

3.3.3Parties non affectées par le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée.....	56
3.4CONSTITUTION ET COMPOSITION DES CLASSES DE PARTIES AFFECTEES	58
3.5VOLET FINANCIER DU PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	62
3.5.1Extinction des cautions personnelles octroyées par DCF en garantie du Crédit TLB et du Crédit RCF et mise en place d'une nouvelle caution sécurisée par DCF en garantie du TL Réinstallé (traitement de la classe n° 1 (créanciers sécurisés)).....	63
3.5.2Extinction de la caution personnelle octroyée par DCF en garantie du Crédit RCF et mise en place d'une nouvelle caution sécurisée en garantie du RCF Réinstallé au niveau de Monoprix (traitement de la classe n° 2 (créanciers sécurisés))	66
3.5.3Extinction de la caution personnelle octroyée par DCF en garantie des Obligations HY Quatrim (traitement de la classe n° 3 (créanciers chirographaires)).....	72
3.5.4Abandon des montants résiduels	73
3.5.5Réduction à zéro des Créances de Dette Parallèle à la Date de Restructuration Effective	73
3.5.6Extinction de l'Accord Inter-Créanciers Existant.....	73
3.5.7Nouvel Accord Inter-Créanciers.....	74
3.6VOLET INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE.....	74
3.6.1Evolution du projet industriel du Consortium	74
3.6.2 Plan d'affaires actualisé du Consortium	76
3.7VOLET SOCIAL DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE.....	79
3.7.1 Perspectives d'emploi au sein de la Société et du Groupe Casino	79
3.7.2Modalités d'information et de consultation des instances représentatives du personnel.....	80
PARTIE 4. DISPOSITIONS COMMUNES	81
4.1DUREE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	81
4.2CONDITIONS SUSPENSIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	81
4.3INTERDEPENDANCE DES PLANS DE SAUVEGARDE ACCELEREE ET DES PROTOCOLES DE CONCILIATION AU BENEFICE DES AUTRES SOCIETES DU GROUPE CASINO POUR LEUR ADOPTION ...	82
4.4PRIMAUTE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	82
4.5MEDIATION	83

4.6	EFFET <i>ERGA OMNES</i> ET INDIVISIBILITE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	83
4.7	SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA BONNE EXECUTION DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	84
4.7.1	Mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée	84
4.7.2	Désignation des commissaires à l'exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée.....	84
4.7.3	Règlement de Créanciers Affectés.....	85
4.7.4	Modification du Plan de Sauvegarde Accélérée.....	86
4.7.5	De certains évènements et certaines opérations intervenant à la Date de Restructuration Effective et pendant la durée des Plans de Sauvegarde Accélérée	86
4.7.6	Voies de recours et mise en œuvre du plan de Sauvegarde Accélérée	86
4.7.7	Résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée.....	87
4.8	ABSENCE DE SOLIDARITE	87
4.9	INALIENABILITE	87
4.10	PERSONNES TENUES D'EXECUTER LE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	88
	LISTE DES ANNEXES AU PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE	90

DEFINITIONS

Accord de Lock-Up	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.10
Accord de Principe	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.5
Accord Inter-Créanciers Existant	Désigne l'accord de subordination rédigé en langue anglaise (<i>Intercreditor Agreement</i>) en date du 20 novembre 2019 convenu initialement entre les titulaires des Obligations HY Quatrim, les Prêteurs RCF et les Prêteurs TLB, d'une part, et les sociétés Casino, Guichard-Perrachon, Casino Finance et Monoprix, d'autre part.
Administrateurs Judiciaires	A le sens qui lui est donné à l'article 2.3.1
Affilié	<p>Désigne, par rapport à une personne, toute autre personne qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par, ou est sous contrôle commun avec cette personne, étant précisé que « contrôle » désigne, par rapport à une entité, la capacité, directement ou indirectement, (i) d'exercer un contrôle sur les actions de cette société, qui confèrent à son détenteur plus de 50% des droits de vote à l'assemblée générale de cette entité ; ou (ii) de nommer et de révoquer la majorité du conseil d'administration (ou de l'organe équivalent) de cette société, les termes « contrôle, » « contrôlée » et « sous contrôle commun » devant être interprétés en conséquence, étant précisé qu'un fonds (ou toute autre structure d'investissement ayant le même mode de fonctionnement économique) est réputé contrôlé par sa société de gestion (ou son commandité dans le cas d'une société en commandite ou société de droit étranger similaire), que les fonds (ou autres structures d'investissement ayant le même mode de fonctionnement économique) gérés ou conseillés par la même société de gestion ou le même commandité seront réputés Affiliés de cette société de gestion ou de ce commandité, et que les sociétés de portefeuille d'un fonds d'investissement (ou toute autre structure d'investissement ayant le même mode de fonctionnement économique) ne sont pas considérées comme des Affiliés de la société de gestion ou du commandité de ce fonds d'investissement (ou autre structure).</p> <p>Le terme « Affilié » inclura (a) pour Natixis, tout membre du réseau Banque Populaire et Caisse d'Epargne et toute autre entité affiliée au sens des articles L. 512-11, L. 512-86 et L. 512-106 du Code monétaire et financier ; (b) pour CACIB, LCL et Crédit Agricole S.A., toute entité détenue directement ou indirectement par celles-ci et toute Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel ; (c) pour le Crédit Industriel et Commercial (CIC) (i) toute entité détenant directement ou indirectement une fraction des actions composant le capital social de la Caisse Centrale du Crédit</p>

	Mutuel ; (ii) toute entité détenue directement ou indirectement la Caisse Centrale du Crédit Mutuel ; et (iii) toute entité directement ou indirectement détenue par une entité détenant directement ou indirectement une fraction des actions composant le capital social de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel.
AMC	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.3.1
Avenant à l'Accord Inter-Créanciers Existant	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.11.1
Attestor	Désigne Attestor Limited, agissant en tant que gestionnaire d'investissement pour le compte de fonds et entités dont il assure la gestion (tel que décrit dans l'Accord de Lock-Up)
Banques Commerciales	Désigne ensemble BNP Paribas, Natixis, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, La Banque Postale, Crédit Lyonnais et Société Générale
Billet de Trésorerie	A le sens qui lui est donné au point vi de l'article 1.1.2 de l'Annexe 2
CACIB	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
Caution Quatrim DCF	Désigne la caution de droit de l'Etat de New York consentie par Distribution Casino France en garantie des Obligations HY Quatrim émises par Quatrim et dont les principaux termes sont rappelés au point iii de l'article 1.4.2 de l'Annexe 2
Caution RCF DCF	Désigne la caution de droit français consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF intégralement tiré par Casino Finance et dont les principaux termes sont rappelés au point i de l'article 1.4.2 de l'Annexe 2
Caution TLB DCF	Désigne la caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit TLB dont Casino, Guichard-Perrachon est débitrice et dont les principaux termes sont rappelés au point ii de l'article 1.4.2 de l'Annexe 2
CGP	A le sens qui lui est donné à l'article 1.2
Classes de Parties Affectées	A le sens qui lui est donné à l'article 3.4
Commissaires à l'Exécution du Plan	A le sens qui lui est donné à l'article 4.7.2
Conciliateurs	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.1
Consortium	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.5

CPF	A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Créance de Dette Parallèle	Désigne toute créance de « Parallel Debt » (tel que ce terme est défini à l'article 17.3 de l'Accord Inter-Créanciers Existant)
Créances Affectées	A le sens qui lui est donné à l'article 3.3.2
Créances Déléguées Monoprix	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.11.2
Créances Sécurisées CGP	Désigne les créances détenues au titre du Crédit TLB et de la Caution RCF CGP
Créanciers Défaillants	A le sens qui lui est donné à l'article 4.7.2
Créanciers Affectés	A le sens qui lui est donné à l'article 3.3.2
Créanciers Sécurisés	Désigne ensemble les Prêteurs RCF et les Prêteurs TLB
Crédit TLB	Désigne le prêt de droit anglais octroyé au bénéfice de Casino, Guichard-Perrachon au titre du contrat de crédits « Term Loan B » en date du 1er avril 2021 pour un montant de 1.425.000.000 euros identifié sous le numéro ISN LX193772 et dont les principaux termes sont rappelés au point i de l'article 1.1.1 de l'Annexe 2
Crédit RCF	Désigne le prêt revolving de droit français octroyé au bénéfice de Casino Finance, Casino, Guichard-Perrachon et Monoprix, intégralement tiré par Casino Finance, au titre d'un contrat de crédit « RCF » en date du 18 novembre 2019, modifié par divers avenants, pour un montant de 2.051.420.169 euros et dont les principaux termes sont rappelés au point i de l'article 1.3.1 de l'Annexe 2
Crédit RCF Monoprix Exploitation	A le sens qui lui est donné au point i de l'article 2.1 de l'Annexe 2
Date-Limite d'Accession	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.10
Date de Restructuration Effective	Désigne la date à laquelle l'ensemble des opérations de restructuration prévues dans l'ensemble des Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe auront été réalisées, en ce compris la réalisation des conditions suspensives insérées au contrat de RCF Réinstallé et au contrat de TL Réinstallé et, le cas échéant, suite à la désignation d'un mandataire de justice par le Tribunal de commerce de Paris aux fins de réaliser les actes nécessaires à la modification des statuts, des droits ou de la participation au capital social de CGP, dans les conditions fixées à l'article L. 626-32 du Code de commerce (à l'exception du regroupement d'actions et la seconde réduction de capital)

Découverts Casino Finance		A le sens qui lui est donné au point i de l'article 1.3.2 de l'Annexe 2
Découverts Cdiscount		A le sens qui lui est donné au point ii de l'article 2.3 de l'Annexe 2
Découvert CIC Distridyn		A le sens qui lui est donné à l'article 3.5 de l'Annexe 2
Découverts Distridyn		A le sens qui lui est donné à l'article 3.5 de l'Annexe 2
Découverts Existants		Désigne ensemble les Découverts Casino Finance, les Découverts Cdiscount, le Découvert Natixis Distridyn, le Découvert CIC Distridyn, les Découverts Distridyn, le Découvert FPLP, le Découvert Monoprix Exploitation et les Découverts Monoprix Holding
Découvert FPLP		A le sens qui lui est donné à l'article 3.3.1 de l'Annexe 2
Découvert Exploitation	Monoprix	A le sens qui lui est donné au point iii de l'article 2.1 de l'Annexe 2
Découverts Holding	Monoprix	A le sens qui lui est donné au point iii de l'article 2.2.1 de l'Annexe 2
Délégation		A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.11.2
Dérogação AMF		A le sens qui lui est donné à l'article 4.2
Distribution Franprix		A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Distridyn		A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Engagements de Crédit		Désigne ensemble le Crédit RCF Monoprix Exploitation, le Prêt BRED, le Prêt LCL et le PGE CDiscount
EPGC		A le sens qui lui est donné à l'article 2.1.3
ExtenC		A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Factoring DCF		A le sens qui lui est donné au point ii de l'article 1.4.1 de l'Annexe 2
Factoring Franprix	Distribution	A le sens qui lui est donné à l'article 3.2.1 de l'Annexe 2
Factoring Distridyn		A le sens qui lui est donné à l'article 3.5 de l'Annexe 2
Factoring Existant		Désigne ensemble le Factoring Cdiscount, Factoring DCF, le Factoring Distribution Franprix, le Factoring Distridyn, le Factoring ExtenC, le Factoring Geimex, le Factoring Maas, le Factoring Monoprix Exploitation, le Factoring Sédifrais.

Factoring Exploitation	Monoprix	A le sens qui lui est donné au point iii de l'article 2.1 de l'Annexe 2
Factoring Sédifrais		A le sens qui lui est donné au point i de l'article 3.1.1 de l'Annexe 2
Fimalac		A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.2
Financements Opérationnels Existants Groupe Casino		Désigne ensemble les Découverts Existants, les Engagements de Crédit, le Factoring Existant et le Reverse Factoring Existant
Fourniture des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino		A le sens qui lui est donné à l'article 3.1.1
FPLPH		A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Geimex		A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Groupe		A le sens qui lui est donné à l'article 1.1
Groupe Casino		A le sens qui lui est donné à l'article 1.1
Groupe Quatrim		A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.7
Groupe de Backstop		Désigne ensemble le Groupe Initial de Backstop et le Groupe Additionnel de Backstop
Groupe Additionnel de Backstop		Désigne ensemble Toro European CLO 2 DAC, Toro European CLO 3 DAC, Toro European CLO 7 DAC, Toro European CLO 8 DAC, Eicos Investment Group Limited, Sparta Global Opportunities Master Fund LP, ICG Alternative Investment Limited, Intermediate Capital Managers Limited, Boundary Creek Advisors LP, Whitebox GT Fund LP, Whitebox Multi-Strategy Partners LP, Whitebox Relative Value Partners LP, Hudson Bay Master Fund Ltd, ces entités agissant, selon le cas, pour elles-mêmes et/ou pour le compte de fonds, de comptes ou d'entités gérés ou conseillés par leurs soins
Groupe Initial de Backstop		Désigne ensemble Attestor, Davidson Kempner European Partners LP, Farallon Capital Europe LLP, Monarch Alternative Capital LLP, Sculptor Capital Investments LLC, ces entités agissant, selon le cas, pour elles-mêmes et/ou pour le compte de fonds, de comptes ou d'entités gérés ou conseillés par leurs soins
Juge-Commissaire		A le sens qui lui est donné à l'article 2.3.1
Jugement d'Ouverture		A le sens qui lui est donné à l'article 2.3.1
Lignes de Crédit Import HK		A le sens qui lui est donné à l'article 3.6 de l'Annexe 2

Ligne Shortfall	A le sens qui lui est donné à l'article 3.1.1
Liste des Créances Affectées	A le sens qui lui est donné à l'article 3.3.1
Mandataires Judiciaires	A le sens qui lui est donné à l'article 2.3.1
Monoprix	A le sens qui lui est donné à l'article 1.2.4
Nouveaux Opérationnels Casino	Désigne ensemble les nouveaux engagements de financement opérationnel mis à disposition à compter de la Date de Restructuration Effective par les Banques Commerciales ou leurs Affiliés au bénéfice des filiales directes ou indirectes de CGP dont les principaux termes et conditions figurent en Annexe 8
Nouvel Accord Créanciers	A le sens qui lui est donné à l'article 3.5.7
Obligations EMTN	Désigne ensemble les Obligations EMTN 2024, les Obligations EMTN 2025 et les Obligations EMTN 2026
Obligations EMTN 2024	Désigne les obligations dites « <i>Euro Medium Term Notes</i> » de droit français en date du 28 février 2014 pour un montant nominal de 900.000.000 euros arrivant à terme le 7 mars 2024 identifié sous le numéro ISIN FR0011765825 et dont les principaux termes sont rappelés au point iii de l'article 1.1.2 de l'Annexe 2
Obligations EMTN 2025	Désigne les obligations dites « <i>Euro Medium Term Notes</i> » de droit français en date du 4 décembre 2014 pour un montant nominal de 650.000.000 euros arrivant à terme le 7 février 2025 identifié sous le numéro ISIN FR0012369122 et dont les principaux termes sont rappelés au point au point iv de l'article 1.1.2 de l'Annexe 2
Obligations EMTN 2026	Désigne les obligations dites « <i>Euro Medium Term Notes</i> » de droit français en date du 1 ^{er} août 2014 pour un montant nominal de 900.000.000 euros arrivant à terme le 5 août 2026 identifié sous le numéro ISIN FR0012074284 et dont les principaux termes sont rappelés au point v de l'article 1.1.2 de l'Annexe 2
Obligations HY 2026	Désigne les obligations dites « <i>high yield</i> » de droit de l'Etat de New York en date du 22 décembre 2020 pour un montant nominal de 400.000.000 euros arrivant à terme le 15 janvier 2026 identifié sous le numéro ISIN XS2276596538 et dont les principaux termes sont rappelés au point i de l'article 1.1.2 de l'Annexe 2
Obligations HY 2027	Désigne les obligations dites « <i>high yield</i> » de droit de l'Etat de New York en date du 13 avril 2021 pour un montant nominal de 525.000.000 euros arrivant à terme le 15 avril 2027 identifié sous le numéro ISIN XS2328426445

	et dont les principaux termes sont rappelés au point ii de l'article 1.1.2 de l'Annexe 2
Obligations HY	Désigne ensemble les Obligations HY 2026 et les Obligations HY 2027
Obligations HY Quatrim	Désigne les obligations dites « <i>high yield</i> » de droit de l'Etat de New York en date du 20 novembre 2019 pour un montant nominal de 800.000.000 euros dont l'encours est de 552.775.000 euros identifié sous les numéros ISIN XS2010039118 et XS2010039118 et dont les principaux termes sont rappelés à l'article 1.6 de l'Annexe 2
Obligations HY Quatrim Réinstallées	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.7
Obligations RegeRa	A le sens qui lui est donné au point ii de l'article 2.1 de l'Annexe 2
Passif Public Groupe	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.3.1
Parties Affectées	Désigne les Créanciers Affectés
PGE CDiscount	A le sens qui lui est donné au point i de l'article 2.3 de l'Annexe 2
Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe	A le sens qui lui est donné à l'article 4.3
Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée ou Plan de Sauvegarde Accélérée	Désigne (i) au singulier et sauf mention contraire, le plan de sauvegarde accélérée de DCF ; et (ii) au pluriel, les plans de sauvegarde accélérée de CGP, Casino Finance, Monoprix, Quatrim, CPF et Ségisor
Protocoles de Conciliation Filiales	A le sens qui lui est donné à l'article 4.3
Porteurs TSSDI	A le sens qui lui est donné à l'article 1.1.3 de l'Annexe 2
Prêt BRED	A le sens qui lui est donné au point ii de l'article 2.2.1 de l'Annexe 2
Prêt LCL	A le sens qui lui est donné au point i de l'article 1.4.1 de l'Annexe 2
Prêteurs RCF	Désigne les prêteurs au titre du Crédit RCF
Prêteurs TLB	Désigne les prêteurs au titre du Crédit TLB
Procédures de Conciliation	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.1
Protocole Passif Public	Désigne le protocole d'accord conclu le 22 septembre 2023 entre CGP, DCF, Monoprix Holding et Monoprix Exploitation d'une part, et l'Etat d'autre part, en présence

des conciliateurs, et formalisant les termes de l'accord de suspension du Passif Public Groupe pour un montant maximum de 305.000.000 €

Rapport d'Evaluation	A le sens qui lui est donné à l'article 3.2
RCF Réinstallé	A le sens qui lui est donné à l'article 3.1.1
Reverse Factoring DCF	A le sens qui lui est donné au point ii de l'article 1.4.1 de l'Annexe 2
Reverse Factoring Existant	Désigne ensemble les Lignes de Crédit Export HK, le Reverse Factoring DCF et le Reverse Factoring Monoprix
Sociétés en Conciliation	A le sens qui lui est donné à l'article 2.2.1
SPV du Consortium	Désigne France Retail Holdings S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 2, place de Paris – Luxembourg (L-2314) (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B280443
TL Réinstallé	A le sens qui lui est donné à l'article 3.1.1
TSSDI 2005	Désigne ensemble (i) une première émission en date du 20 janvier 2005 de titres de dettes super-subordonnés à durée indéterminée de droit français d'un montant nominal total de 500.000.000 euros identifié sous le numéro ISIN FR0010154385 ; et (ii) une deuxième émission en date du 15 février 2005 de titres de dettes super-subordonnés à durée indéterminée de droit français d'un montant nominal total de 100.000.000 euros identifié sous le numéro ISIN FR0010154385 et dont les principaux termes sont rappelés à l'article 1.1.3 de l'Annexe 2
TSSDI 2013	Désigne une émission en date du 24 octobre 2013 de titres de dettes super-subordonnés à durée indéterminée de droit français d'un montant nominal total de 750.000.000 euros identifié sous le numéro ISIN FR0011606169 et dont les principaux termes sont rappelés à l'article 1.1.3 de l'Annexe 2
TSSDI	Désigne ensemble les TSSDI 2005 et les TSSDI 2013
Swaps	A le sens qui lui est donné à l'article 1.3.4 de l'Annexe 2

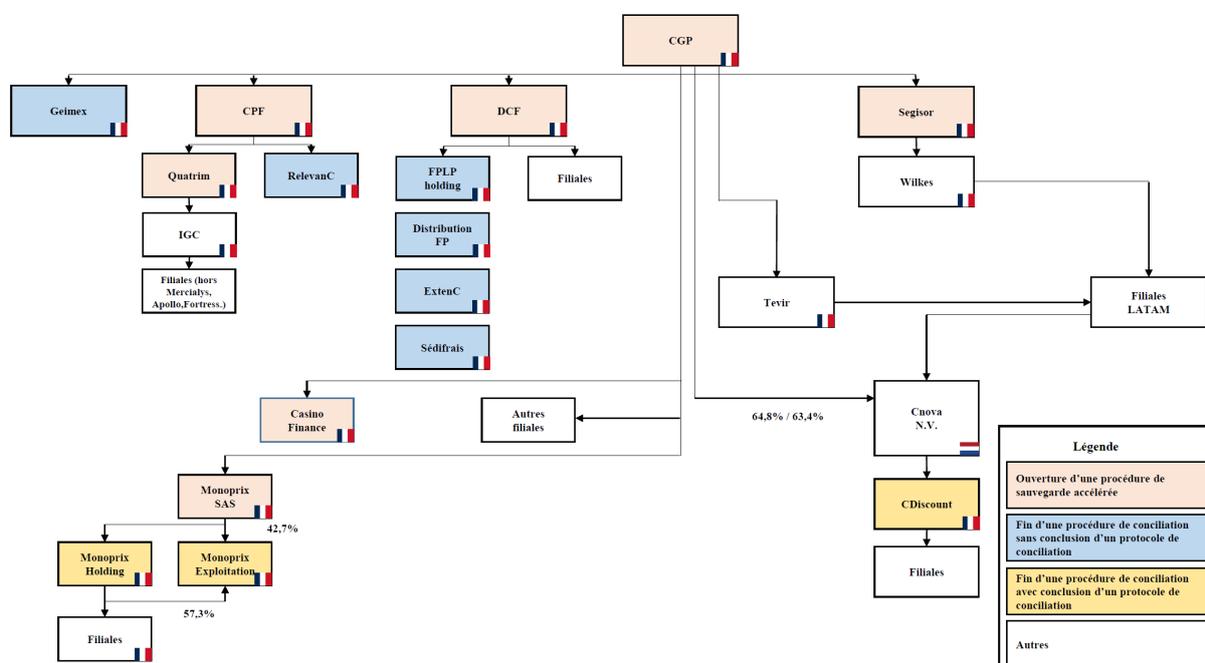
PARTIE 1. PRESENTATION GENERALE DU GROUPE CASINO ET DE DISTRIBUTION CASINO FRANCE

1.1 HISTORIQUE ET ACTIVITES DU GROUPE CASINO

Le Groupe Casino (ci-après le « Groupe » ou le « Groupe Casino »), créé en 1898, est l'un des *leaders* mondiaux du commerce alimentaire avec plus de 12.000 magasins (enseignes Casino, Franprix, Monoprix, Naturalia, etc.).

Depuis la fin des années 1990, le Groupe a acquis de nombreuses sociétés de distribution implantées en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et dans l'Océan Indien. En France, il a renforcé sa présence sur les formats de proximité et le *discount*.

L'organigramme simplifié du Groupe Casino est reproduit ci-après :



Le Groupe Casino a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 33,6 milliards d'euros pour un EBITDA consolidé de 2,5 milliards d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Sur le premier semestre 2023, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 11,0 milliards d'euros, en baisse de -0,1% en données comparables¹.

Au 30 juin 2023, le Groupe emploie indirectement plus de 130.000 collaborateurs à travers le monde.

L'activité du Groupe Casino se répartit autour de trois grands pôles :

¹ Comparé au premier semestre 2022 (la variation est de -1,3% à taux de change constant). Les données financières de 2022 ont été retraitées suite à la déconsolidation rétrospective d'Assai à partir du 1^{er} janvier 2023.

- l'activité France Retail (Monoprix, Franprix, Casino Supermarchés et Géant Casino, Proximité et autres) – 60,1% du chiffre d'affaires total sur le premier semestre 2023 ;
- l'activité LATAM Retail (enseignes alimentaires des groupes GPA, Assai, Éxito, Disco Uruguay et Libertad) – 34,4% du chiffre d'affaires total sur le premier semestre 2023 (c'est-à-dire avant cession de la participation dans Assai) ; et
- l'*e-commerce* grâce à sa filiale Cnova (Cdiscount) – 5,5% du chiffre d'affaires total sur le premier semestre 2023.

1.1.1 L'activité France Retail

Le chiffre d'affaires des activités France Retail s'est élevé à 6.590 millions d'euros sur le premier semestre 2023 et le résultat opérationnel courant à (284) millions d'euros. Le segment France Retail représentait 60,1% du chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2023.

Au 30 juin 2023, le Groupe gère en France un parc de 9.038 magasins qui couvre l'ensemble des formats du commerce alimentaire. Il exploite 68 hypermarchés Géant Casino/Casino Hyper Frais², 449 supermarchés Casino³, 855 magasins Monoprix (Monop', Naturalia, etc.)⁴, 1.155 magasins Franprix, 6.448 magasins de proximité et 63 magasins Leader Price⁵.

Ainsi, sur le premier semestre 2023 :

- les hypermarchés Géant Casino/Hyper Frais (68 magasins en France) ont généré un chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros ;
- les supermarchés Casino (449 magasins en France) ont généré un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros ;
- les magasins de proximité (6.448 magasins en France) ont généré un chiffre d'affaires de 896 millions d'euros ;
- les magasins sous enseigne Monoprix (855 magasins dont 271 franchisés /affiliés en France) ont généré un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros ;
- les magasins sous enseigne Franprix (1.155 magasins en France dont 831 franchisés) ont généré un chiffre d'affaires de 776 millions d'euros⁶.

Au 30 juin 2023, l'activité Retail en France est ainsi répartie entre (i) les enseignes urbaines et à services (Monoprix et supermarchés dont Casino Supermarché) à hauteur de 57% du chiffre d'affaires, (ii) les

² Hors affiliés internationaux.

³ Hors affiliés internationaux.

⁴ Hors affiliés internationaux.

⁵ Communiqué de presse du 27 juillet 2023 sur le chiffre d'affaires du premier semestre de l'année 2023.

⁶ Communiqué de presse du 27 juillet 2023 sur le chiffre d'affaires du premier semestre de l'année 2023..

hypermarchés (dont Géant) à hauteur de 18% du chiffres d'affaires et (iii) les enseignes de proximité (Franprix et Casino Proximités) à hauteur de 25% du chiffres d'affaires.

1.1.2 L'activité LATAM Retail

Au 30 juin 2023, le Groupe Casino est également présent en Amérique latine au Brésil, en Colombie, en Argentine et en Uruguay à travers 3.118 magasins. Il occupe des positions de *leadership* ou de *co-leadership* dans ces pays grâce à des enseignes bénéficiant d'une présence historique et d'une relation de proximité avec leurs clients.

Les filiales d'Amérique latine du Groupe se regroupent sous le segment LATAM Retail (enseignes alimentaires du groupe GPA, Éxito, Grupo Disco Uruguay et Libertad) qui représentaient 52,9% du chiffre d'affaires et 60,6% du résultat opérationnel courant du Groupe en 2022.

Au 30 juin 2023, le chiffre d'affaires des activités de distribution alimentaire en Amérique latine s'est élevé à 3.771 millions d'euros sur le premier semestre 2023, en hausse de +8,5% en comparable (hors essence et calendrier)⁷.

Les composantes majeures du Groupe Casino en Amérique du Sud sont :

- Éxito, qui exploite des magasins en Colombie, son marché domestique sur lequel il est *leader via* plusieurs enseignes (Carulla, Éxito, etc.), en Uruguay (Disco et Devoto) et en Argentine (Libertad) ;
- le groupe GPA, dans le giron du Groupe Casino depuis 1999, qui exploite essentiellement un réseau de magasins au Brésil sous différentes enseignes (Pão de Açúcar, Assai, Extra, etc.).

Depuis plusieurs années, les activités en Amérique Latine ont été réorganisées afin d'optimiser leur éventuelle cession et de permettre ainsi le désendettement du Groupe. Le Groupe détient désormais des participations dans deux actifs distincts : GPA (Brésil) et Éxito (Colombie).

1.1.3 L'activité e-commerce

Depuis le 31 octobre 2016, Cnova NV, filiale e-commerce du Groupe, est recentrée sur son activité française CDiscount qui gère un site de commerce en ligne. À fin décembre 2022, CGP détenait directement 64,84% du capital social de Cnova, le solde étant détenu par la société Companhia Brasileira de Distribuição (GPA, autre filiale du Groupe Casino), sous réserve de moins de 2% du capital social détenu par le flottant.

Le 27 novembre 2023, CGP a annoncé l'acquisition auprès de GPA de sa filiale détenant 34,0% du capital social de Cnova en contrepartie d'un prix d'acquisition de 10 millions d'euros, dont 80% à payer lors de la réalisation de la transaction et 20% à payer au plus tard le 30 juin 2024, portant la participation de CGP dans Cnova, directement ou à travers des filiales intégralement contrôlées, à 98,8%.

⁷ Retraité hors Assai : le Groupe Casino ayant cédé totalement sa participation au capital d'Assai, les résultats 2022 et les effets liés au 1^{er} semestre 2023 d'Assai (résultat au titre de la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2023 et résultats de cession) sont présentés en activité abandonnée en application d'IFRS 5

Au premier semestre 2023, le chiffre d'affaires de Cdiscount s'est élevé à 603 millions d'euros et le volume d'affaires (*gross merchandise volume*) à 1.380 millions d'euros.

1.2 PRESENTATION DE LA SOCIETE DCF ET DES PRINCIPALES AUTRES SOCIETES DU GROUPE CASINO

DCF est une société du Groupe Casino, dont la société faîtière est Casino, Guichard-Perrachon, société anonyme ayant son siège social sis 1, cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au RCS de Saint-Etienne sous le numéro 554 501 171 (« CGP »).

DCF est une sous-holding, qui détient (à plus de 50%) les sociétés Floréal, Casino Carburants, FPLPH, Codim 2, Bréal et Dilux. Elle exerce également une activité opérationnelle de vente de produits alimentaires et non alimentaires dans des magasins multiformats (hypermarchés, supermarchés et magasins de proximité) qu'elle exploite en propre ou en franchise en France, et en franchise uniquement à l'international.

Un extrait K-bis de DCF figure en Annexe 1.

1.2.1 Fiche juridique simplifiée de la Société

Raison sociale	DISTRIBUTION CASINO FRANCE
Forme sociale	Société par actions simplifiée
Siège social	1, cours Antoine Guichard – 42000 Saint-Etienne
RCS	428 268 023 (RCS Saint-Etienne)
Constitution – Durée	DCF a été constituée le 11 décembre 1999, et elle prendra fin le 31 décembre 2097 (sauf dissolution anticipée ou prorogation)
Capital social / Actionnariat	Le capital social de la société DCF s'élève à 106.801.329 euros et est composé de 106.801.329 actions émises et entièrement libérées.
Activité – Objet	<p>DCF est une société holding ayant pour objet en France et à l'étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vente de tous produits et articles alimentaires ou non, la vente de tout type de véhicules motorisés, le négoce et l'importation de métaux précieux, la création et l'exploitation de magasins pour la fourniture de tous produits alimentaires ou non ainsi que de tous services ; la restauration rapide sur place et la vente à emporter, la location de tous véhicules automobiles sans chauffeur, et l'activité d'intermédiation d'assurance, - et, d'une façon générale, toutes opérations, affaires ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières, et, plus particulièrement celles se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus relatés ou qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son commerce et son industrie, y compris notamment, mais non exclusivement, la recherche et le référencement de fournisseurs en France et à l'étranger, la négociation des conditions d'achats de tous produits, l'importation de produit ainsi que la réalisation de toutes prestations notamment dans les domaines de l'informatique et des systèmes d'information, et ce, tant en France que dans tous pays.

Président	Mme Magali Daubinet-Salen
Directeurs généraux	M. Sébastien Carrado ; M. Ludovic Degres ; M. Philippe Fradin ; M. Franck Fras
Date de clôture des comptes	31 décembre de chaque année
Commissaires aux comptes	DELOITTE & ASSOCIES, société anonyme ayant son siège social sis 185 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200), immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 028 041.

1.2.2 Actionnariat

Les actions et les droits de vote de DCF sont intégralement détenus par CGP.

1.2.3 Salariés

En 2023, le Groupe emploie un effectif total d'environ 54.000 salariés en France et 132.000 salariés dans le monde.

Au 10 octobre 2023, DCF emploie 18.344 salariés.

1.2.4 Principales autres sociétés du Groupe Casino

Outre DCF, les principales filiales de CGP sont :

- Monoprix, société par actions simplifiée au capital social de 79.248.128 €, dont le siège social est situé 14-16 rue Marc Bloch à Clichy (92110), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 552 018 020 (« **Monoprix** ») ;
- Monoprix Holding, société par actions simplifiée au capital social de 75.288.300 €, dont le siège social est situé 14 rue Marc Bloch à Clichy (92110), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 775 705 601 (« **Monoprix Holding** »), laquelle est intégralement détenue par Monoprix ;
- Monoprix Exploitation, société par actions simplifiée au capital social de 15.045.594 €, dont le siège social est situé 14-16 rue Marc Bloch à Clichy (92110), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 552 083 297 (« **Monoprix Exploitation** ») ;
- Casino Finance, société anonyme à conseil d'administration au capital social de 239.864.437 €, dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 538 812 405 (« **Casino Finance** ») ;
- Ségisor, société par actions simplifiée au capital social de 204.081.334 €, dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 423 944 677 (« **Ségisor** ») ;

- Casino Participations France, société par actions simplifiée au capital social de 2.274.025.819 €, dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 812 269 884 (« **CPF** ») ;
- Cdiscount, société anonyme à conseil d'administration au capital social de 6.642.912,78 €, dont le siège social est situé 120 Quai de Bacalan à Bordeaux (33300), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 424 059 822 (« **Cdiscount** »), détenue indirectement à hauteur de 98,8% par CGP, *via* Cnova NV ;
- Maas, société par actions simplifiée au capital social de 12.580.052 €, dont le siège social est situé 120 Quai de Bacalan à Bordeaux (33300), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 880 150 289 (« **Maas** »), détenue à 100% par Cdiscount ;
- Quatrim, société par actions simplifiée au capital social de 92.846.121 €, dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 833 032 121 (« **Quatrim** »), laquelle est indirectement détenue par CGP ;
- L'Immobilière Groupe Casino, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital social de 251.926.680 €, dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 428 269 856 (« **IGC** »), laquelle est intégralement détenue par Quatrim ;
- Geimex, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital social de 155000 €, dont le siège social est situé au 123 Quai Jules Guesde à Vitry-sur-Seine (94400), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 303 765 291 (« **Geimex** »), laquelle est intégralement détenue par CGP ;
- RelevanC, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital social de 252.631 €, dont le siège social est situé au 1 Cour Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 824 155 824 (« **RelevanC** »), laquelle est intégralement détenue par CPF ;
- Distridyn, société anonyme à conseil d'administration au capital social de 274.378 €, dont le siège social est situé au 18 Avenue Winston Churchill à Charenton-le-Pont (94220), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 325 366 334 (« **Distridyn** »), laquelle est détenue conjointement par CGP et la société Cora.

Pour sa part, DCF, détient les sociétés suivantes :

- Franprix Leader Price Holding, société par actions simplifiée au capital social de 1.409.942.412 €, dont le siège social est situé 123 quai Jules Guesde à Vitry-sur-Seine (94400), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 343 045 316 (« **FPLPH** ») ;
- Sédifrais, société en nom collectif au capital social de 105.000 €, dont le siège social est situé 6 rue Nungesser et Coli à Gonesse (95500), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro 341 500 858 (« **Sédifrais** ») ;
- DFP Distribution Franprix, société par actions simplifiée au capital social de 800.000 €, dont le siège social est situé 2 route du Plessis à Chennevières-sur-Marne (94430), immatriculée au registre du commerce sous le numéro 414 265 165 (« **Distribution Franprix** ») ;

- ExtenC, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 32.153 €, dont le siège social est situé Cours Antoine Guichard à Saint-Etienne (42000), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro 824 152 128 (« **ExtenC** »).

1.3 PRINCIPAUX AGREGATS FINANCIERS DU GROUPE ET DE DCF ET STRUCTURE DE L'ENDETTEMENT

1.3.1 Principaux agrégats financiers de DCF et du Groupe

À la date du 30 septembre 2023⁸, les principaux éléments financiers du Groupe, sur une base consolidée, étaient les suivants :

Chiffre d'affaires HT	13.447.000.000 €
EBITDA	413.000.000 €
Résultat opérationnel courant	(381.000.000) €
Résultat financier	(601.000.000) €
Résultat net	(2.497.000.000) €

Au 31 décembre 2022, les comptes de résultat de DCF figurent comme suit :

Chiffre d'affaires HT	7.056.700.000 €
Résultat d'exploitation	(86.600.000) €
Résultat net	(481.200.000) €

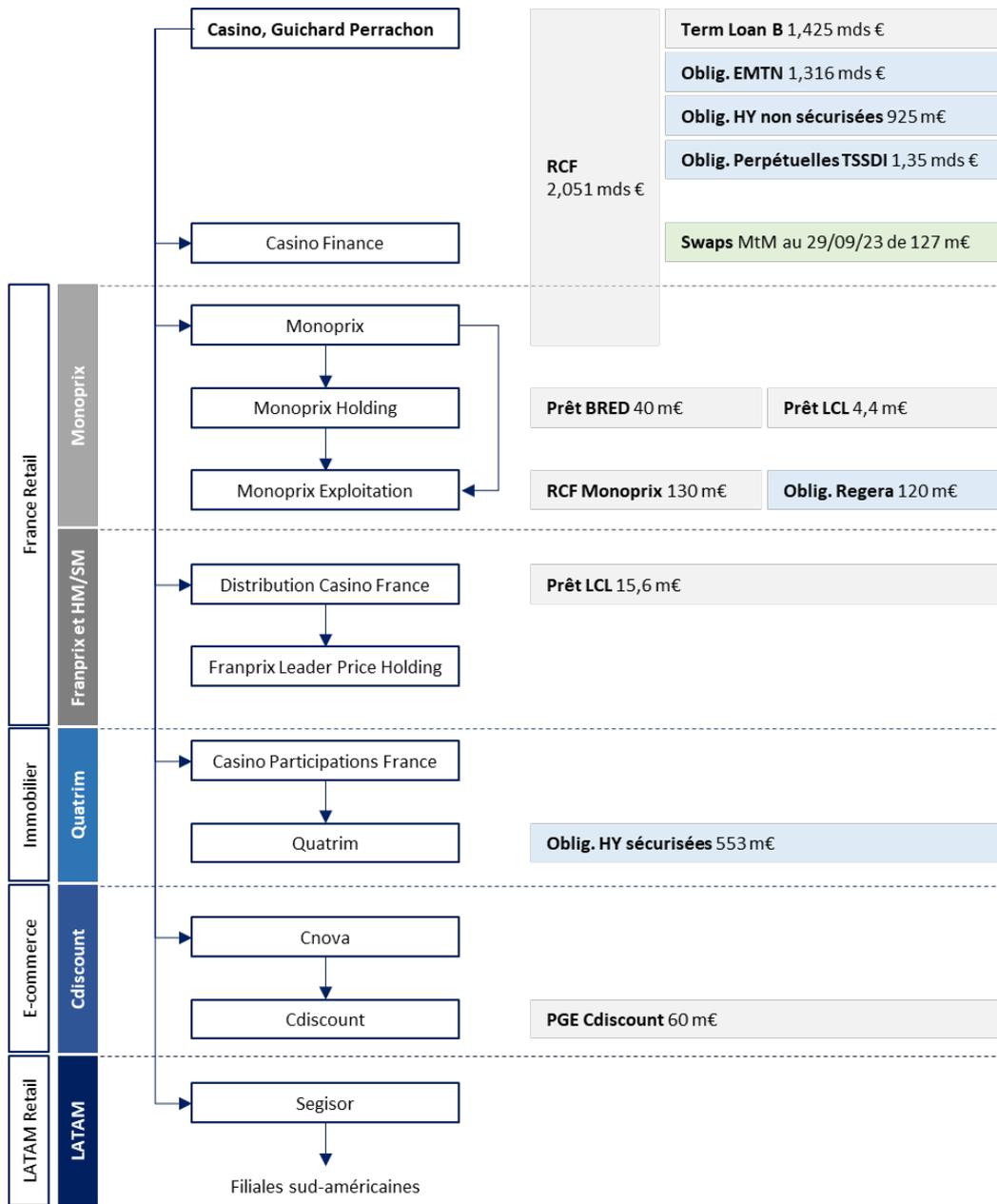
1.3.2 Endettement et engagements hors bilan du Groupe Casino et de DCF

La présentation de l'endettement financier et non financier de DCF, lequel fait partiellement l'objet du Plan de Sauvegarde Accélérée, ainsi que celui des autres sociétés du Groupe, figure en Annexe 2.

Au 30 juin 2023, l'endettement financier brut du Groupe Casino s'élevait à 8.184 millions d'euros⁹, dont environ 4.029 millions d'euros de dettes sécurisées et environ 4.155 millions d'euros de dettes non sécurisées et autres dettes, dont la présentation simplifiée se trouve ci-dessous :

⁸ Le chiffre d'affaires et l'EBITDA d'Assai et de Grupo Exito sont présentés en activités abandonnés

⁹ Source : rapport financier au 30 juin 2023.



PARTIE 2. NATURE ET ORIGINE DES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE GROUPE CASINO ET DCF

2.1 RAPPEL DES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE GROUPE CASINO ET DCF

2.1.1 Résultats opérationnels de l'exercice 2022 du Groupe Casino

Le 10 mars 2023, le Groupe Casino a présenté des résultats de l'exercice 2022 avec un excédent brut d'exploitation (EBITDA) du Groupe stable (-0,3%).

En M€	S2 2021	S2 2022	Var	Var TCC	2021	2022	Var	Var TCC
Chiffre d'affaires Groupe	16 069	17 707	+10,2%	+4,0%	30 549	33 610	+10,0%	+3,7%
dont France Retail	7 207	7 270	+0,9%	+0,9%	14 071	14 205	+1,0%	+1,0%
dont Cdiscount	1 083	825	-23,8%	-23,8%	2 031	1 620	-20,2%	-20,2%
dont Latam	7 778	9 611	+23,6%	+10,8%	14 448	17 785	+23,1%	+9,7%
EBITDA Groupe	1 423	1 439	+1,1%	-3,6%	2 516	2 508	-0,3%	-5,5%
dont France Retail	782	728	-6,8%	-7,0%	1 351	1 268	-6,2%	-6,5%
<i>marge (%)</i>	<i>10,8%</i>	<i>10,0%</i>	<i>-83 bp</i>	<i>-84 bp</i>	<i>9,6%</i>	<i>8,9%</i>	<i>-68 bp</i>	<i>-71 bp</i>
dont Enseignes de distribution	735	721	-1,9%	-1,9%	1 273	1 199	-5,9%	-5,9%
<i>marge (%)</i>	<i>10,2%</i>	<i>9,9%</i>	<i>-28 bp</i>	<i>-28 bp</i>	<i>9,1%</i>	<i>8,4%</i>	<i>-61 bp</i>	<i>-61 bp</i>
dont Cdiscount	57	39	-32,0%	-32,0%	105	54	-48,7%	-48,7%
<i>marge (%)</i>	<i>5,3%</i>	<i>4,7%</i>	<i>-56 bp</i>	<i>-56 bp</i>	<i>5,2%</i>	<i>3,3%</i>	<i>-184 bp</i>	<i>-184 bp</i>
dont Latam (hors crédits fiscaux) ³	563	672	+19,2%	+7,5%	1 032	1 186	+14,9%	+2,8%
<i>marge (%)</i>	<i>7,2%</i>	<i>7,0%</i>	<i>-25 bp</i>	<i>-21 bp</i>	<i>7,1%</i>	<i>6,7%</i>	<i>-48 bp</i>	<i>-45 bp</i>
ROC Groupe	746	737	-1,2%	-2,9%	1 186	1 117	-5,9%	-12,1%
dont France Retail	367	341	-7,1%	-7,5%	530	482	-9,1%	-10,0%
<i>marge (%)</i>	<i>5,1%</i>	<i>4,7%</i>	<i>-40 bp</i>	<i>-42 bp</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,4%</i>	<i>-37 bp</i>	<i>-41 bp</i>
dont Enseignes de distribution	336	335	-0,4%	-0,4%	479	421	-12,0%	-12,0%
<i>marge (%)</i>	<i>4,7%</i>	<i>4,6%</i>	<i>-6 bp</i>	<i>-6 bp</i>	<i>3,4%</i>	<i>3,0%</i>	<i>-44 bp</i>	<i>-44 bp</i>
dont Cdiscount	12	(10)	n.s.	n.s.	18	(42)	n.s.	n.s.
<i>marge (%)</i>	<i>1,1%</i>	<i>-1,2%</i>	<i>-231 bp</i>	<i>-231 bp</i>	<i>0,9%</i>	<i>-2,6%</i>	<i>-350 bp</i>	<i>-350 bp</i>
dont Latam (hors crédits fiscaux) ³	346	406	+17,3%	+14,1%	610	677	+10,9%	-0,5%
<i>marge (%)</i>	<i>4,4%</i>	<i>4,2%</i>	<i>-22 bp</i>	<i>+14 bp</i>	<i>4,2%</i>	<i>3,8%</i>	<i>-42 bp</i>	<i>-40 bp</i>

Les comptes 2021 ont été retraités suite à l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC portant sur les coûts d'implémentation, de configuration et de personnalisation des logiciels en mode SaaS.

Le Conseil d'administration s'est réuni le 9 mars 2023 pour arrêter les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2022. Les commissaires aux comptes ont effectué leurs procédures d'audit sur ces comptes et le rapport relatif à la certification des comptes est en cours d'émission.

L'exercice 2022 a été marqué par une forte inflation des prix des denrées alimentaires conduisant à une guerre des prix entre les distributeurs. Le Groupe Casino a dû faire face à un repli du chiffre d'affaires de ses hypermarchés et supermarchés en raison de pertes de parts de marché de ces magasins compte tenu d'une politique de prix supérieure à celle de ses concurrents. Le résultat opérationnel courant (ROC) France Retail ressort ainsi en retrait de 52 millions d'euros sur l'année.

Les résultats du quatrième trimestre 2022 n'ont pas été à la hauteur des attentes du Groupe et ont entraîné un niveau élevé des stocks à fin 2022. Aussi, le niveau de trésorerie brute du Groupe Casino en France s'est établi à 434 millions d'euros à fin 2022.

Par ailleurs, la génération de cash-flow opérationnel sur le périmètre France avant la mise en œuvre du plan de cession d'actifs pour l'année 2022 était négative à hauteur de -524 millions d'euros :

En M€		
<i>France (y compris Cdiscount & Segisor), hors GreenYellow</i>		
	2021	2022
EBITDA	1 393	1 284
<i>(-) loyers</i>	<i>(621)</i>	<i>(599)</i>
EBITDA après loyers payés	772	686
<i>(-) éléments exceptionnels</i>	<i>(207)</i>	<i>(235)</i>
<i>(-) autres éléments¹</i>	<i>(139)</i>	<i>(178)</i>
Capacité d'autofinancement après loyers	426	272
Impôts	(47)	(33)
CAPEX Nets	(412)	(368)
Cash flow libre avant variation du BFR	(32)	(129)
Variation du BFR	(78)	(395)
Cash flow libre avant plan de cession	(110)	(524)

Source : présentation des résultats annuels de 2022 – communiqué de presse du 10 mars 2023

Les mesures entreprises de baisse tarifaire engagées à la fin de l'année 2022 sur le périmètre des supermarchés et hypermarchés, dans un contexte de guerre des prix entre les distributeurs et qui étaient indispensables pour enrayer la baisse du trafic client, ont fortement dégradé la marge et les résultats opérationnels du Groupe, qui n'est pas parvenu à redresser son activité sur ce segment.

2.1.2 Les mesures mises en place pour réduire l'endettement et renforcer la situation financière du Groupe

2.1.2.1. Le plan de cession d'actifs en France mis en œuvre par le Groupe

Depuis 2018, le Groupe Casino a lancé un vaste programme de cession d'actifs en France afin de se concentrer sur les formats les plus porteurs.

Ce plan portait initialement sur 1.500.000.000 € d'actifs, puis a été porté à 2.500.000.000 € en mars 2019, et enfin complété par un plan de 2.000.000.000 € annoncé en août 2019 pour atteindre 4.500.000.000 €.

Au 31 décembre 2022, le total des cessions d'actifs signées ou sécurisées dans le cadre de ce programme s'élevait à 4.100.000.000 €.

En 2022, le groupe Casino a réalisé les cessions suivantes :

- le 31 janvier 2022, le Groupe Casino et Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont réalisé la cession de FLOA à BNP Paribas pour 200.000.000 € (annoncée en 2021, dont 192.000.000 € encaissés net de frais début 2022), le Groupe Casino disposant en outre d'un *earn-out* de 30 % sur la valeur future créée à horizon 2025 ;

- le 21 février 2022, le Groupe Casino a cédé 6,5 % du capital de Mercialys au travers d'un *total return swap* (TRS) pour 59.000.000 € ;
- le 4 avril 2022, le Groupe Casino a cédé le solde de sa participation portant sur 10,3 % du capital de Mercialys dans le cadre d'un nouveau TRS de maturité décembre 2022 pour 86.000.000 € ;
- le 18 octobre 2022, le Groupe Casino a finalisé la cession de GreenYellow à Ardian. Le produit de cession pour le Groupe Casino, déduction faite d'un montant réinvesti à hauteur de 150.000.000 € à la demande d'Ardian, s'élève à 617.000.000 € dont 30.000.000 € versés sur un compte séquestre qui seront libérés sous réserve du respect d'indicateurs opérationnels ;
- le Groupe Casino a enregistré 152.000.000 € de cessions diverses en 2022 (Sarenza, C'chezVous, immobilier) ; et
- le 30 novembre 2022, le Groupe Casino a cédé 10,44 % du capital d'Assai, pour un montant total de 490,8 millions d'euros¹⁰.

Par ailleurs, le Groupe Casino a sécurisé et constaté d'avance 12.000.000 € de complément de prix dans le cadre des *joint-ventures* constitués avec les fonds Apollo et Fortress en 2022, en plus des 118.000.000 € déjà sécurisés en 2021.

Ces deux joint-ventures ont été constitués en 2019 :

- avec des fonds gérés par des sociétés affiliées à Apollo Global Management en vue de la cession de 32 murs de magasins valorisés 470 millions d'euros, dont 374 millions à percevoir en 2019 pour le Groupe Casino et avec un complément possible d'un montant maximum de 110 millions d'euros ;
- avec des fonds gérés par la société Fortress en vue de la cession des murs de 26 hypermarchés et supermarchés valorisés 501 millions d'euros, dont 392 millions d'euros à percevoir en 2019 pour le Groupe Casino et avec un complément possible d'un montant maximum de 150 millions d'euros.

Le Groupe Casino a donc cédé pour environ 1.604 m€ de produits de cession d'actifs permettant de réduire la dette financière nette en France de 339.000.000 € *via* notamment le remboursement anticipé de l'intégralité de la dette bancaire souscrite par Ségisor auprès de CACIB en application du contrat de crédit conclu entre Ségisor et CACIB prévoyant un remboursement anticipé obligatoire partiel à hauteur des produits nets de cession perçus par Wilkes en cas de cession de titres GPA ou Sendas, d'une partie du prêt garanti par l'Etat souscrit par CDiscount et le rachat d'obligations souscrites par CGP.

La dette financière nette du Groupe Casino en France s'élevait à 4.506 m€ à fin 2022 contre 4.845 m€ à fin 2021.

¹⁰ En considérant un taux de change de 5,45 BRL par euro au jour de la cession.

2.1.2.2. L'opération de rachat d'obligations High Yield à échéance 2024 émises par Quatrim

Le 31 mars 2023, le Groupe Casino a annoncé la finalisation de l'offre de rachat lancée le 24 mars 2023 visant les Obligations HY Quatrim qui arrivaient à maturité au 15 janvier 2024.

Cette opération a donné lieu au rachat anticipé d'obligations apportées pour un montant nominal total de 100 millions d'euros à un prix de 94% (plus intérêts courus et non échus).

2.1.2.3. La réorganisation des activités du Groupe en Amérique latine

Afin d'accélérer son désendettement, le Groupe Casino a cédé en deux tranches la totalité de sa participation dans Assaï :

- le 17 mars 2023, 18,80 % du capital d'Assaï, pour un montant total de 723,2 millions d'euros¹¹ ;
et
- le 23 juin 2023, 11,70 % du capital d'Assaï, pour un montant total de 404 millions d'euros¹².

Par ailleurs et afin d'extérioriser la valeur de Grupo Éxito, le *spin-off* d'Éxito a été réalisé à la fin du mois d'août 2023.

Le 16 octobre 2023, le Groupe Casino a annoncé au marché la signature d'un accord préalable avec Grupo Calleja pour la vente de la totalité de la participation de Casino dans Grupo Éxito correspondant à 34,05% du capital social dans le cadre d'offres publiques d'achat lancées en Colombie et aux Etats-Unis en vue de l'acquisition de 100% des titres en circulation de Grupo Éxito, sous réserve de l'acquisition d'au moins 51% des titres.

La filiale brésilienne GPA, qui détient 13,31% des actions de Grupo Éxito, est également partie à cet accord.

Le prix qui sera offert correspond à 400 millions de dollars US (soit 380 millions d'euros à la date du 13 octobre 2023) pour la participation directe du Groupe Casino et 156 millions de dollars US (soit 148 millions d'euros à la date du 13 octobre 2023) pour la participation directe de GPA.

D'un point de vue opérationnel, GPA a lancé un plan de transformation de son modèle avec la cession de 70 supermarchés Extra à Assaï et la transformation de ses autres hypermarchés dans de nouveaux formats plus porteurs (Mercado Extra, Compre Bem et Pão de Açúcar).

2.1.2.4. La réorganisation des financements du Groupe

Depuis le mois de mars 2023, plusieurs opérations portant sur les différents financements du Groupe sont intervenues :

¹¹ En considérant un taux de change de 5,62 BRL par euro au jour de la cession.

¹² En considérant un taux de change de 5,22 BRL par euro au jour de la cession.

- le 31 mars 2023, Monoprix Exploitation a émis un emprunt obligataire intégralement souscrit par Fidera, garanti par DCF, Distribution Franprix, Sédifrais, Monoprix et Monoprix Holding, d'un montant total de 120.000.000 euros, arrivant à maturité le 30 mars 2024, avec des échéances intermédiaires de 30 millions d'euros chacune le 5 octobre 2023 et le 5 janvier 2024, visant à renforcer la liquidité du Groupe ;
- en mars 2023, le programme de financement sur stock mis en place par Cdiscount avec la société de financement Sienna est passé de 13 à 20 millions d'euros ;
- le 31 mars 2023, le programme d'affacturage souscrit par le Groupe auprès de LBPLF (filiale de La Banque Postale) pour un encours maximum de créances financées d'un montant de 90 millions d'euros a été résilié à l'initiative de LBPLF.

Toutefois, dans le cadre des procédures de conciliation ouvertes au bénéfice des sociétés du Groupe, LBPLF a accepté de surseoir, sous certaines conditions, aux effets de la dénonciation dudit financement. Ce financement a ainsi été maintenu jusqu'au 19 octobre 2023, date à laquelle un nouveau programme d'affacturage a été mis en place sur la base d'un encours maximum de créances financées d'un montant de 46 millions d'euros, correspondant à l'encours existant à l'ouverture des procédures de conciliation susvisées, et ce dans le cadre du maintien des Financements Opérationnels Groupe Existants (tel que ce terme est défini ci-après).

- le 25 avril 2023, Crédit Mutuel Factoring a notifié sa décision de résilier les contrats d'affacturage du programme 2 la liant à DCF et à Monoprix Exploitation, étant précisé que le programme 1 d'affacturage n'a pas fait l'objet d'une dénonciation.

Dans le cadre de la procédure de conciliation, Crédit Mutuel Factoring a accepté de (i) surseoir aux effets des résiliations à l'égard des entités concernées par le programme 2 (à savoir DCF et Monoprix Exploitation) ; (ii) maintenir les contrats d'affacturage dans la limite d'un financement global commun maximum de 210 millions d'euros, étant précisé que les financements d'affacturage consentis sur le programme 2 (à savoir DCF et Monoprix Exploitation) seraient strictement limités aux créances détenues sur les clients affiliés de ces cédants (des sociétés affiliées qui sont des franchisés, supermarchés, hypermarchés et magasins de proximité) et que les créances de coopération commerciale avec leurs fournisseurs seraient désormais exclues de ces contrats.

Crédit Mutuel Factoring a également réitéré l'exigence d'une assurance-crédit identique à celle existant sur le programme 1 à compter du 1^{er} septembre 2023.

- Le 24 novembre 2023, un avenant aux contrats d'affacturage pour la durée de la période de restructuration a été conclu entre Crédit Mutuel Factoring, Distribution Franprix, Sédifrais, AMC, DCF et Monoprix Exploitation.

2.1.2.5. La réorganisation juridique des activités en France

Fin 2022, le pôle Monoprix a été réorganisé de la manière suivante : Monoprix S.A.S. (i) a apporté au bénéfice de Monoprix Holding S.A.S. (anciennement dénommée LRMD S.A.S.) son activité d'animation du réseau de l'enseigne « Monoprix » ; et (ii) a apporté ou cédé (selon le cas) au bénéfice de Monoprix Holding S.A.S. l'ensemble des titres détenus dans le capital social de ses filiales, à l'exception de Monoprix Exploitation S.A.S.

2.1.2.6. Le renforcement des partenariats en 2022 et en 2023

Le 17 février 2022, le Groupe Casino et Ocado ont annoncé la signature d'un protocole d'accord visant à étendre leur partenariat privilégié en France. Ce protocole prévoit :

- la création d'une société commune devant fournir des services logistiques d'entrepôts automatisés équipés de la technologie d'Ocado à destination des acteurs de la distribution alimentaire en ligne en France ;
- l'intégration dans la plateforme de services Ocado de la solution *marketplace* d'Octopia, permettant aux partenaires internationaux d'Ocado de lancer leur propre *marketplace* ;
- le déploiement par le groupe Casino de la solution de préparation de commandes en magasin d'Ocado dans son parc de magasins Monoprix.

Casino a également conclu un accord stratégique pour organiser un partenariat avec l'enseigne Frichti (qui a cependant connu des difficultés en 2023).

En juin 2023, le Groupe Casino a également annoncé un futur partenariat avec le spécialiste des produits frais Prosol (exploitant de l'enseigne Grand Frais).

2.1.3 Les réflexions engagées sur les opérations stratégiques

Malgré les mesures mises en place pour réduire l'endettement, il est apparu que le groupe Casino ne serait pas en mesure de faire face aux échéances de sa dette financière et un remaniement de la structure du capital s'avérerait nécessaire, à travers notamment un désendettement massif du groupe, un rééchelonnement des échéances de dettes et un nouvel apport en fonds propres.

Le 9 mars 2023, TERACTION et le groupe Casino ont annoncé entrer en discussions exclusives autour de la création de deux entités distinctes : (i) une entité, contrôlée par Casino, qui regrouperait les activités de distribution en France, et (ii) une entité nouvelle, nommée TERACTION Ferme France, contrôlée par In Vivo, en charge de l'approvisionnement en produits agricoles, locaux et en circuit court permettant la promotion des territoires et une meilleure valorisation des productions agricoles.

Le 24 avril 2023, le Groupe Casino a par ailleurs annoncé par communiqué de presse avoir reçu une lettre d'intention conditionnelle de EP Global Commerce a.s. (une société tchèque contrôlée par M. Daniel Křetínský, affiliée à VESA Equity Investment S.à r.l., cette dernière étant actionnaire de CGP à hauteur de 10,06% du capital, ci-après « EPGC ») pour souscrire à une augmentation de capital réservée de CGP à hauteur de 750 millions d'euros. EP Global Commerce a.s. souhaitait offrir à la société Fimalac, également actionnaire de CGP, la possibilité de souscrire à une augmentation de capital qui lui serait réservée, à hauteur de 150 millions d'euros. Par ailleurs, cette lettre d'intention prévoyait une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription offerte aux actionnaires existants de Casino, à hauteur de 200 millions d'euros.

La réalisation de ces opérations nécessitant l'approbation de certains créanciers du Groupe Casino, ce dernier a indiqué souhaiter, afin de disposer d'un cadre sécurisé de discussion, étudier la possibilité de demander la nomination de conciliateurs, ce qui nécessitait l'accord de certains créanciers bancaires et porteurs ou bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'emprunts obligataires.

Le 24 avril 2023, le Groupe a adressé à certains de ses prêteurs, notamment (i) les prêteurs bancaires au titre du RCF, du TLB, du PGE Cdiscount et du Crédit RCF Monoprix Exploitation et (ii) les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY 2026, d'Obligations HY 2027 et d'Obligations HY Quatrim, des demandes afin d'obtenir (x) le consentement des prêteurs concernés à l'entrée en négociations et à l'ouverture de procédures de conciliation et (y) certains *waivers*.

2.2 LES PROCEDURES DE CONCILIATION

2.2.1 Ouverture des procédures de conciliation

Le 23 mai 2023, les sociétés CGP, Casino Finance, DCF, CPF, Quatrim, Monoprix Holding, Monoprix, Monoprix Exploitation, Ségisor, ExtenC, Distribution Franprix, Geimex, RelevanC, Sédifrais et FPLPH (ensemble, les « **Sociétés en Conciliation** ») ont sollicité l'ouverture de procédures de conciliation.

Par ordonnance du 25 mai 2023, le Président du Tribunal de commerce de Paris a ouvert les procédures de conciliation au bénéfice des Sociétés en Conciliation (les « **Procédures de Conciliation** »), et pour chacune désigné la SELARL Thévenot Partners, prise en la personne de Maître Aurélia Perdereau, et la SCP B.T.S.G.², prise en la personne de Maître Marc Sénéchal, en qualité de conciliateurs (les « **Conciliateurs** »), avec pour mission d'assister les Sociétés en Conciliation dans :

- les discussions avec l'ensemble des parties prenantes, en particulier les partenaires financiers, en vue de permettre un désendettement significatif du Groupe Casino et un rééquilibrage de leur situation financière ;
- la mise en œuvre de toutes actions permettant de favoriser la mise en œuvre des opérations stratégiques ;
- et, plus généralement, dans toute négociation utile permettant d'assurer la pérennité du Groupe Casino.

En parallèle, Cdiscount et certaines de ses filiales ont également sollicité et obtenu par ordonnance du 25 mai 2023 du Président du Tribunal de commerce de Paris l'ouverture de procédures de conciliation. La SCP B.T.S.G.², prise en la personne de Maître Marc Sénéchal, et la SELARL BCM, prise en la personne de Maître Eric Bauland, ont été désignées en qualité de conciliateurs des sociétés concernées.

2.2.2 Déroulé des procédures de conciliation

Le 26 mai 2023, le Groupe Casino a indiqué avoir signé avec le groupement Les Mousquetaires un protocole pour étendre le champ de leurs partenariats et optimiser leurs réseaux respectifs. Au titre de ce protocole, il a été convenu :

- une prolongation de leurs alliances actuelles jusqu'en 2028, notamment dans le cadre de la centrale d'achat AMC ;
- la création de nouvelles alliances dans les achats alimentaires de marque distributeur ainsi que dans l'approvisionnement en produits de la mer et de boucherie du groupement Les Mousquetaires ;

- la cession par le Groupe Casino au groupement Les Mousquetaires d’un ensemble de points de vente issus du périmètre Casino France (Hypermarchés, Supermarchés, Enseignes de proximité) représentant environ 1,05 milliards d’euros de chiffre d’affaires HT, les premières cessions devant intervenir d’ici la fin de l’année 2023 ; et
- la participation du groupement Les Mousquetaires dans des conditions de participation minoritaire, au futur tour de table du Groupe Casino, avec un investissement en fonds propres à hauteur de 100 millions d’euros.

Le 8 juin 2023, le Groupe Casino a annoncé qu’au terme de discussions exclusives engagées avec Teract depuis mars 2023, Teract et le Groupe Casino avaient décidé, d’un commun accord, de ne pas poursuivre les discussions.

Cette situation a fait émerger une concurrence entre deux propositions stratégiques :

- l’une animée par la société 3F Holding, le véhicule d’investissement de Messieurs Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Moez-Alexandre Zouari (« **3F Holding** ») ;
- l’autre animée par EPGC et la société F. Marc de Lacharrière (Fimalac) (« **Fimalac** »).

Parallèlement, le Groupe Casino a fait réaliser une *Independent Business Review* et différents audits stratégiques, lesquels ont fait apparaître deux axes cruciaux de restructuration comme prérequis à la mise en œuvre d’un plan stratégique :

- i. l’assainissement de la situation bilancielle du Groupe, au moyen :
 - a. de la poursuite du plan de cession d’actifs (en particulier par les cessions de magasins au groupement Les Mousquetaires, des actifs sud-américains et d’actifs immobiliers) ;
 - b. de la conversion d’une partie importante de la dette en capital ;
- ii. la nécessité d’un renforcement de la liquidité du Groupe, au moyen :
 - a. d’un apport de nouvelles liquidités pour donner au Groupe les moyens de mettre en place sa stratégie ;
 - b. d’un rééchelonnement de la dette résiduelle après conversion en capital, afin que le Groupe puisse amortir sa dette en adéquation avec ses flux de trésorerie.

Sur cette base, des discussions ont été engagées avec les différentes parties prenantes, sous l’égide des Conciliateurs et du Comité Interministériel de Restructuration Industrielle (le « **CIRI** »).

Le 26 juin 2023, le Groupe a annoncé son objectif de parvenir à un accord de principe avec les principaux créanciers sur la restructuration de la dette financière du Groupe au plus tard à la fin du mois de juillet 2023. Les assureurs-crédit du Groupe avaient en effet indiqué qu’ils ne maintiendraient pas leurs encours au niveau en vigueur au-delà de fin juillet si un accord de principe n’était pas obtenu d’ici-là.

Le Groupe a estimé que cet accord devait respecter les principaux paramètres financiers suivants et comprendre (i) un apport en fonds propres pour un montant d’au moins 900 m€ afin de permettre la mise en œuvre du plan d’affaires 2023-2025 dans des conditions de liquidité adéquates ; (ii) la conversion en fonds propres (x) de la totalité des dettes non sécurisées ; et (y) d’un montant entre 1 et 1,5 milliard d’euros de dettes sécurisées.

A cet égard, les créanciers ont été invités, pour ceux qui ne l'avaient pas encore fait, à s'organiser pour faciliter la poursuite des discussions avec le Groupe.

Le Groupe a également précisé que les offres reçues seraient examinées au regard des critères suivants :

- la pérennité du Groupe et sa viabilité sur le long terme ;
- l'intégrité des activités du Groupe en France ;
- la préservation des emplois au sein du Groupe et chez ses partenaires (franchisés, etc.) ;
- la rapidité et la certitude d'exécution de la proposition de restructuration ;
- la compatibilité de la structure-cible de bilan avec la génération de *cash-flow* anticipée afin de permettre la bonne exécution du plan d'affaires et le remboursement des passifs financiers restructurés ;
- l'inconditionnalité des engagements d'apport de fonds propres ; et
- le niveau de liquidités disponibles pour le Groupe après la réalisation de la restructuration (afin de traduire la robustesse du plan de restructuration).

Au mois de juin 2023, les prévisions de liquidité du groupe ont fait apparaître la nécessité (i) de solliciter auprès des différents créanciers la suspension de l'exigibilité de leurs créances pour permettre le déroulement des discussions et (ii) de parvenir rapidement à un accord de principe sur la restructuration, ainsi qu'à un accord de maintien des Financements Opérationnels Existants Groupe Casino.

2.2.3 Mesures visant à préserver et améliorer la liquidité à court terme du Groupe Casino

Pour préserver sa liquidité à court terme pendant toute la durée de la procédure de conciliation, plusieurs mesures et actions ont été entreprises par le Groupe et la Société sous l'égide des Conciliateurs.

2.2.3.1. Accord sur la constitution de passif public

Rapidement après l'ouverture des Procédures de Conciliation, les travaux du cabinet Accuracy ont fait apparaître le risque d'un besoin de liquidité à très court-terme. En conséquence, le Groupe Casino a cherché à actionner différents leviers pour préserver sa liquidité au cours de cette période, notamment la constitution de passif public.

Des discussions ont ainsi été initiées avec le CIRI afin de convenir des conditions dans lesquelles certaines sociétés du groupe (dont les Sociétés en Conciliation) pourraient, afin de couvrir leur besoin de liquidité, prendre la décision de reporter le paiement d'une partie de leurs échéances fiscales et sociales entre le 15 mai 2023 et le 25 septembre 2023.

Le 15 juin 2023, au terme de discussions conduites sous l'égide des Conciliateurs et compte tenu des besoins de trésorerie identifiés, les sociétés concernées du Groupe et le CIRI sont parvenus à un accord de principe prévoyant un report du paiement des charges fiscales et sociales du Groupe dues

entre le 15 mai et le 25 septembre 2023 pour un montant d'environ 300 millions d'euros (le « **Passif Public Groupe** »).

Le 22 septembre 2023, CGP, pour son compte et celui des autres filiales concernées du Groupe, DCF, Monoprix Holding et Monoprix Exploitation d'une part, et l'Etat d'autre part, ont conclu, en présence des Conciliateurs, un protocole d'accord formalisant les termes de de la suspension du Passif Public Groupe pour un montant maximum de 305.000.000 € (le « **Protocole Passif Public** »).

Conformément au Protocole Passif Public, les sûretés suivantes ont été constituées :

- un nantissement de droit néerlandais constitué par CGP sur les titres de la société de droit néerlandais Cnova NV en garantie de la totalité du Passif Public Groupe ;
- un nantissement de droit français constitué par CGP sur les titres de la société de droit français Achats Marchandises Casino (« **AMC** »), centrale de référencement du Groupe Casino, en garantie de la totalité du Passif Public Groupe ;
- des hypothèques conventionnelles constituées par DCF portant sur des biens et droits immobiliers appartenant à DCF, dont la valeur vénale est estimée à 13,97 millions d'euros, en garantie de la fraction du Passif Public Groupe constituée par DCF et ses filiales ;
- des nantissements de fonds de commerce constitués par DCF portant sur trois fonds de commerce, dont la valorisation nette comptable est évaluée à 61,9 millions d'euros, en garantie de la fraction du Passif Public Groupe constituée par DCF et ses filiales ;
- un gage-espèces constitué par DCF portant sur une somme d'argent de 80 millions d'euros en garantie de la fraction du Passif Public Groupe constituée par DCF et ses filiales, étant précisé que cette somme pourra être complété de tout excédent de trésorerie correspondant à tout euro dépassant le point le plus bas de trésorerie sur la durée des prévisions de trésorerie testées mensuellement jusqu'au 30 avril 2024 et sous réserve que ce point bas soit supérieur à 200 millions d'euros ;
- des hypothèques conventionnelles constituées par Monoprix Holding et Monoprix Exploitation portant sur des biens et droits immobiliers appartenant à Monoprix Holding et Monoprix Exploitation, dont la valorisation est estimée à hauteur de 57,67 millions d'euros, en garantie de la fraction du Passif Public Groupe constituée par Monoprix Holding, Monoprix Exploitation et leurs filiales.

Au terme du Protocole Passif Public, les sociétés du Groupe concernées se sont engagées à rembourser l'intégralité du Passif Public Groupe dont elles sont respectivement débitrices à la plus proche des deux dates entre (i) le 30 avril 2024, et (ii) la date à laquelle toutes les opérations prévues dans le cadre de la restructuration financière du Groupe seront achevées nonobstant l'absence d'expiration des délais de recours, remboursement qui entraînera mainlevée des sûretés et garanties octroyées par les sociétés concernées du Groupe.

Le Passif Public Groupe a par ailleurs fait l'objet d'une décision de la Commission des Chefs des Services Financiers (CCSF) du 19 octobre 2023 aux termes de laquelle la CCSF a accordé au Groupe un échéancier de remboursement du Passif Public Groupe selon les modalités agréées dans le Protocole Passif Public.

2.2.3.2. Demandes de suspension de l'exigibilité de certaines créances pour la durée de la conciliation

Le Groupe et CGP ont modélisé la suspension des échéances de principal et des intérêts (et autres commissions) des dettes financières à échoir à compter du 25 mai 2023 jusqu'à la fin de la période de conciliation¹³, ce qui représentait un montant d'environ 200 millions d'euros. Cette suspension permettait au Groupe de disposer du temps nécessaire pour finaliser les discussions en cours et éviter l'ouverture d'une procédure de sauvegarde dont les effets auraient été désastreux sur l'activité opérationnelle du Groupe et de CGP.

C'est dans ce contexte que les Conciliateurs ont sollicité l'ensemble des créanciers financiers pour qu'ils acceptent la suspension de l'exigibilité du principal et des intérêts (et autres commissions) de leurs créances (*standstill*) pour la durée de la conciliation.

Les Conciliateurs ont également sollicité des créanciers concernés qu'ils renoncent à déclarer toute exigibilité anticipée sur le fondement d'éventuels cas de défaut au titre des covenants financiers au 30 juin 2023 et 30 septembre 2023, ainsi que plus globalement à tout cas de défaut ou défaut croisé qui pourrait survenir au résultat de la suspension des paiements susvisés.

Les Conciliateurs ont adressé des demandes de suspension d'exigibilité par des courriers des 22 et 23 juin 2023.

A défaut d'accord du créancier concerné, les sociétés du Groupe concernées ont demandé au Président du Tribunal de commerce de Paris (i) une mesure conservatoire de suspension d'exigibilité desdites créances dans l'attente d'une décision au fond sur l'octroi de délais de grâce ; et (ii) le report du règlement desdites créances en application des dispositions de l'article L. 611-7 du Code de commerce¹⁴.

Le tableau ci-dessous fait état des réponses obtenues auprès des créanciers et des délais de grâce sollicités :

Instrument	Standstill accordé (éventuellement sous conditions)	Délais de grâce demandés	Délais de grâce obtenus
Billet de Trésorerie	-	OUI	OUI
Prêt LCL	OUI	-	
Prêt BRED	OUI	-	
HY Quatrim	OUI	-	
FIDERA	-	OUI	OUI
HYB 2026	-	OUI	OUI
HYB 2027	-	OUI	OUI
Swaps ING	-	OUI	NON ¹⁵
PGE CDISCOUNT	OUI	-	

¹³ Jusqu'au 25 octobre 2023, la procédure de conciliation ayant été prorogée par ordonnance en date du 20 septembre 2023.

¹⁴ Statuant selon la procédure accélérée au fond.

¹⁵ Une mesure conservatoire de suspension d'exigibilité a été sollicitée par le groupe portant sur la créance de résiliation au titre du Swap ING, dans l'attente d'une décision au fond sur le fondement de l'article L. 611-7 du Code de commerce. Le Président du Tribunal de commerce n'a toutefois pas fait droit à cette demande. Cette créance n'a toutefois pas été réglée par le Groupe et ING et le Groupe et ING sont convenus des modalités de report de cette créance par accord séparé.

Crédit RCF	OUI	-	
RCF MPX EXPLOIT	OUI	-	
TLB	OUI	-	
EMTN 2024	OUI	-	
EMTN 2025	OUI	-	
EMTN 2026	-	OUI	OUI
TSSDI 2005	-	OUI	OUI

2.2.4 Désignation judiciaire d'un expert indépendant chargé de l'évaluation des Sociétés

Par requête du 10 juillet 2023, les Conciliateurs ont sollicité du Président du Tribunal de commerce de Paris, sur le fondement de l'article L. 611-6, alinéa 5, du Code de commerce, la désignation d'un expert indépendant ayant pour mission de déterminer la valeur des sociétés CGP, Casino Finance, Distribution Casino France, Casino Participations France, Quatrim, Monoprix et Ségisor.

Par ordonnance du 12 juillet 2023, le Président du Tribunal de commerce de Paris a désigné le cabinet Ledouble en qualité d'expert (l'« **Expert Indépendant** »), avec pour mission d'assister les Conciliateurs et plus particulièrement de remettre un rapport avant le 15 octobre 2023 permettant :

« d'établir, sur la base des dernières informations disponibles pouvant être fournies par le GROUPE CASINO, un rapport ayant pour objet (i) une valorisation des entités CASINO GUICHARD-PERRACHON, CASINO FINANCE, DISTRIBUTION CASINO FRANCE, QUATRIM, MONOPRIX et SEGISOR en situation liquidative, comprenant (x) un scénario de réalisation des actifs pris isolément et (y) un scénario de cession de l'ensemble des actifs à un repreneur, (ii) une valorisation de ces mêmes entités en continuité d'exploitation, conformément aux articles L. 626-31 et L. 626-32 du Code de commerce, ainsi que (iii) la détermination des produits susceptibles de revenir aux différentes parties prenantes de la restructuration envisagée dans un scénario liquidatif et dans un scénario de continuité d'exploitation ; ».

2.2.5 L'accord de principe du 27 juillet 2023 et le maintien des Financements Opérationnels Existants Groupe Casino

Dans le prolongement du communiqué de presse du 24 avril 2023, le Groupe Casino a annoncé le 14 juin 2023 avoir reçu de Fimalac une lettre par laquelle elle confirme étudier une éventuelle participation pour un montant de 150 millions d'euros à la proposition de renforcement des fonds propres d'EPGC.

Ce même jour, le Groupe Casino a informé le marché avoir reçu une lettre d'intention préliminaire de la société 3F Holding, le véhicule d'investissement de Messieurs Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Moez-Alexandre Zouari (« **3F Holding** »), relative à une proposition de renforcement des fonds propres de Casino, Guichard-Perrachon jusqu'à un montant de 1,1 milliard d'euros dont 200 à 300 millions d'euros seraient investis directement par eux, le solde étant souscrit par des partenaires qui s'associeraient à leur projet (dont des créanciers actuels qui souhaiteraient réinvestir en capital).

Le 26 juin 2023, le Groupe Casino a indiqué avoir transmis, sous accord de confidentialité, des éléments de stratégie ainsi que des éléments financiers prospectifs clés aux parties prenantes à la Procédure de Conciliation, à savoir, certains créanciers, EPGC, Fimalac et 3F Holding. Une première *process letter*

préparée par les Conciliateurs a par ailleurs été adressée le 27 juin 2023 aux investisseurs ayant fait part de leur intérêt et un accès à la *data-room* leur a été accordé. Cette *process letter* a également été publiée dans une *data room* afin que l'ensemble des créanciers puissent se positionner.

Le 4 juillet 2023, le Groupe Casino a indiqué avoir reçu les deux propositions suivantes :

- une proposition de la part de EPGC et Fimalac ; et
- une proposition de la part de 3F Holding, auquel étaient associés certains créanciers.

Ces propositions ont été analysées et présentées au comité *ad hoc* de CGP le 4 juillet 2023.

Elles ont été présentées aux créanciers dans le cadre d'une réunion organisée le 5 juillet sous l'égide des Conciliateurs.

Afin de parvenir à un accord de principe avec les principaux créanciers sur la restructuration de la dette financière du Groupe au plus tard le 27 juillet 2023, les Conciliateurs ont sollicité aux termes d'une seconde *process letter* des parties prenantes la remise d'offres révisées au plus tard le 14 juillet 2023 à 21h. Cette seconde *process letter* a également été postée en *data room* au bénéfice de l'ensemble des créanciers attirés à la négociation.

Le 15 juillet 2023, EPGC et Fimalac ont déposé une offre révisée à laquelle Attestor Limited s'est associé, offre proposant un apport total de *new money* de 1,2 milliard d'euros (incluant une augmentation de capital réservée aux auteurs de l'offre de 950 millions d'euros et une augmentation de capital ouverte aux créanciers et actionnaires existants par ordre de séniorité de 275 millions d'euros).

3F Holding a de son côté renoncé à déposer une offre révisée.

Le 16 juillet 2023, les membres du Groupe Initial de Backstop ont adressé à EPGC, Fimalac et Attestor Limited un courrier leur indiquant qu'ils entendaient (i) soutenir l'offre révisée déposée par ces derniers la veille et (ii) s'engager à garantir le financement de l'Augmentation de Capital New Money Backstoppée (tel que ce terme est défini ci-après), sous certaines conditions.

Sur la base des critères pré-mentionnés et sur recommandation unanime de son comité *ad hoc* regroupant la quasi-totalité des administrateurs indépendants du Groupe Casino, le Conseil d'administration de CGP a décidé de poursuivre les négociations avec EPGC, Fimalac et Attestor (ensemble, le « **Consortium** »), ainsi qu'avec les créanciers du Groupe, afin de parvenir à un accord de principe sur la restructuration de la dette financière du Groupe d'ici la fin du mois de juillet 2023.

Il a alors été proposé aux créanciers existants de rejoindre le Groupe de Backstop jusqu'au 24 juillet 2023 à 11h59. Dans ce contexte, plusieurs prêteurs au titre du Crédit TLB ont indiqué à la Société et au Consortium leur intention de rejoindre le Groupe de Backstop.

Le 27 juillet 2023, à l'issue des discussions intervenues avec les différentes parties prenantes, un accord de principe a été conclu sur les principaux termes de la restructuration à intervenir, sous l'égide des Conciliateurs et du CIRI (l'« **Accord de Principe** »), dont les principaux termes sont décrits dans le communiqué de presse de CGP publié du 28 juillet 2023.

L'Accord de Principe a été conclu entre les sociétés du Groupe dont il était prévu qu'elles fassent l'objet de procédures de sauvegarde accélérée (CGP, Casino Finance, Distribution Casino France, Casino

Participations France, Quatrim, Monoprix et Ségisor), les membres du Consortium ainsi que des créanciers détenant plus de deux tiers en montant du Crédit TLB.

L'Accord de Principe formalise les principaux éléments de la restructuration financière du Groupe Casino.

Par une lettre du même jour annexant l'Accord de Principe (la « **Lettre d'Accord** »), les Banques Commerciales (représentant environ un tiers du montant du Crédit RCF) ont notamment confirmé l'accord de principe donné par leurs comités de crédit respectifs aux principaux termes de la restructuration financières et de structure de capital du groupe Casino tels qu'ils découlent de la section B (*Main Terms of the Financial Restructuring*) et de l'article 37 (*Cooperation and principle of good faith*) de la section C (*Miscellaneous*) de l'Accord de Principe.

Conformément à la Lettre d'Accord, chaque Banque Commerciale a confirmé, par lettre(s) envoyée(s) par elle ou son Affilié concerné à l'emprunteur ou aux emprunteurs concerné(s) (les « **Confirmations** »), son accord pour suspendre son droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés dans la Confirmation concernée au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables auxdits financements) et/ou surseoir aux effets d'une dénonciation antérieure des financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés dans la Confirmation concernée, dans chaque cas sans préjudice de tout autre droit dont la Banque Commerciale concernée ou son Affilié concerné bénéficie par ailleurs de réduire ou interrompre les financements opérationnels concernés au titre dudit article ou conformément aux termes des financements opérationnels concernés (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont la Banque commerciale concernée ou son Affilié concerné bénéficie en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel la Banque Commerciale concernée ou son Affilié concerné ne renonce pas), et ce jusqu'à la date de signature de l'Accord de Lock-Up par toutes les parties concernées.

Les Confirmations figurent en Annexe 3.

Par ces Confirmations et conformément à l'Accord de Principe, les Banques Commerciales ont acquis un droit de priorité afin de réinstaller au pair leurs engagements dans le Crédit RCF au niveau de Casino Finance en engagements dans le RCF Réinstallé au niveau de Monoprix pour un montant égal, pour chaque Banque Commerciale, au quantum de son droit de priorité déterminé dans l'Accord de Principe divisé par un ratio de 1,656, c'est-à-dire que la fourniture de 1,656 euro de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino donne droit à réinstaller 1 euro de RCF Réinstallé.

2.2.6 Le processus d'allocation des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino

Le 25 août 2023, en application de la Lettre d'Accord, les Banques Commerciales se sont positionnées sur la fourniture de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino à compter de la Date de Restructuration Effective pour un montant total de 1.177.800.000 euros.

Le montant total de l'enveloppe de 1.275.000.000 d'euros de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino envisagé dans l'Accord de Principe n'ayant pas été atteint, le Groupe a ouvert aux autres Créanciers Sécurisés, conformément aux termes de l'Accord de Principe, le processus de participation aux Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino et d'allocation d'une portion du RCF Réinstallé sous les mêmes conditions que celles offertes aux Banques Commerciales.

Aucun des Créanciers Sécurisés autres que les Banques Commerciales n'a accepté de participer aux Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.

2.2.7 La conclusion d'un accord de principe avec le groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim

Le 10 juillet 2023, le groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim a présenté une première version d'un *term sheet* au Groupe Casino.

Après le retrait de l'offre de 3F Holding, une première réunion de négociations a été organisée dès le 18 juillet 2023 en présence du Consortium, du Groupe Casino et du groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim, sous l'égide des Conciliateurs.

Entre le 25 juillet et le 27 juillet 2023, le groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim et le Consortium ont poursuivi leurs discussions avec le Groupe Casino.

Le 28 juillet 2023, après la conclusion de l'Accord de Principe avec les Banques Commerciales et une majorité des Prêteurs TLB, le Groupe Casino a annoncé que les discussions se poursuivraient avec les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim d'ici la signature d'un accord de *lock-up*.

Le 2 août 2023, le groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim a formulé une nouvelle contre-proposition à laquelle le Consortium a répondu avec une contre-proposition le 9 août 2023. Malgré la poursuite des discussions pendant le mois d'août, les parties ne sont pas parvenues à aboutir à un accord satisfaisant.

Le 29 août 2023, les Conciliateurs et le CIRI ont présenté une proposition de compromis au Groupe Casino, au Consortium et au groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim, sur la base de laquelle les discussions se sont poursuivies et ont finalement pu aboutir.

Le 18 septembre 2023, le Groupe Casino a ainsi annoncé la conclusion d'un accord de principe avec un groupe *ad hoc* représentant une majorité des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim afin de convenir du traitement de ces créances sous forme de nouvelles obligations réinstallées (les « **Obligations HY Quatrim Réinstallées** ») dont les principaux termes économiques sont les suivants :

- extension de maturité de 3 années jusqu'en janvier 2027 (avec une option d'extension supplémentaire d'un an au choix de la société Quatrim) ;
- paiement d'un coupon « PIYC » (*pay-if-you-can*) de 8,5% par an (selon des critères de liquidité minimum) avec (i) un *step-up* à 9,5% par an si les produits de cession sont inférieurs à 80% du montant-cible ; et (ii) un *step-down* à 7,5% par an si les produits de cession sont supérieurs à 120% du montant-cible ;
- paiement à la Date de Restructuration Effective d'une somme de 90m€ figurant au crédit du Compte Séquestre Bancaire, le solde étant conservé par Quatrim ;

- paiement à la Date de Restructuration Effective de la somme d'environ 14 millions d'euros correspondant à 50% des intérêts échus et impayés à la Date de Restructuration Effective, le solde étant capitalisé et ajouté au montant en principal dû au titre des Obligations HY Quatrim Réinstallées, à savoir environ 553 millions d'euros ;
- affectation des produits de cession des actifs détenus par Quatrim et ses filiales selon un programme de cession d'actifs au remboursement anticipé des Obligations HY Quatrim Réinstallées et séparation (*ring-fencing*) du périmètre Quatrim ;
- affectation des produits de cession de certains actifs détenus par les sociétés CPF et Ségisor au remboursement anticipé des Obligations HY Quatrim Réinstallées ;
- limitation des recours sur le Groupe Casino : (i) caution de CGP en garantie des loyers contractuels dus par les membres du Groupe Casino à la société IGC ; (ii) engagement de mise à disposition par voie de prêts d'actionnaires des montants requis au titre des besoins d'investissement Capex de la société Quatrim non couverts par sa trésorerie et ses autres actifs liquides jusqu'à l'issue du plan de sauvegarde accélérée de Quatrim ; (iii) caution personnelle de Monoprix S.A.S. pour un montant limité au prêt intragroupe correspondant consenti par Quatrim de 50 m€ ; (iv) caution personnelle de Ségisor pour un montant limité au prêt intragroupe correspondant consenti par Quatrim de 46,3 m€ jusqu'au remboursement total des Obligations HY Quatrim Réinstallées ;
- nantissements de premier rang devant être consenties (i) par la nouvelle filiale de CGP appelée à détenir les actions de Quatrim (« **NewCo** ») sur les actions composant le capital social de la société Quatrim ; et (ii) par la société Quatrim sur (a) les actions composant le capital social de la société IGC ; (b) les principaux comptes bancaires de la société Quatrim ; et (c) les créances détenues par la société Quatrim au titre du prêt intragroupe consenti au bénéfice de Monoprix et de Ségisor ;
- désignation d'un censeur par les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim chargé de suivre le plan de cession d'actifs et bénéficiant d'un droit d'intervention en cas de manquement ;
- restructuration juridique à la Date de Restructuration Effective des dettes et créances intragroupes entre CGP et ses filiales directes ou indirectes (à l'exception de Quatrim et de ses filiales), d'une part, et Quatrim et/ou ses filiales (directes ou indirectes) (ensemble avec NewCo, le « **Groupe Quatrim** »), d'autre part, afin de séparer juridiquement les deux périmètres de toutes obligations respectives ;
- interdiction pour les sociétés du Groupe Casino de modifier les conditions des baux commerciaux conclus entre les sociétés du Groupe Casino (en qualité de preneurs) et la société IGC ou ses filiales (en qualité de bailleuses), sauf pour y appliquer des conditions normales de marché ou dans certains cas définis ;
- inaliénabilité de la totalité ou de la majorité des titres composant le capital social des sociétés CPF, NewCo et Quatrim pendant une période de 24 mois à compter de la Date de Restructuration Effective ;

- conclusion à la Date de Restructuration Effective d'un accord de services de transition (*Transitional Services Agreement*) entre les sociétés Quatrim et IGC Services afin d'assurer la continuité d'exploitation du Groupe Quatrim et la mise en œuvre du Programme de Cession d'Actifs ;
- paiement de l'ensemble des honoraires et frais des conseils juridiques et financiers du groupe *ad hoc* représentant une majorité des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim à la Date de Restructuration Effective en application des lettres de mission.

2.2.8 Les discussions avec les créanciers non sécurisés

Dans le prolongement de l'obtention d'un accord de principe avec une majorité de bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim, le Consortium a également initié, sous l'égide des Conciliateurs, des discussions avec les Créanciers Chirographaires Obligataires et les Porteurs TSSDI à compter du début du mois de septembre 2023. Des offres ont été faites par le Consortium aux Créanciers Chirographaires Obligataires les 8 septembre et 26 septembre, puis aux Porteurs TSSDI le 29 septembre 2023.

Ces offres ont fait l'objet de contre-propositions de la part des Créanciers Chirographaires Obligataires et Porteurs TSSDI soumises au Consortium les 20, 22 et 28 septembre 2023.

Dans le cadre de ces échanges, des réunions plénières ont eu lieu avec les créanciers concernés, en présence des Conciliateurs et du CIRI les 8, 11 et 19 septembre ainsi que le 6 octobre 2023.

2.2.9 Prorogation de la durée de la Procédure de Conciliation

La durée initiale de quatre (4) mois de la Procédure de Conciliation de la Société arrivant à son terme le 25 septembre 2023, les Conciliateurs ont sollicité sa prorogation pour une durée d'un (1) mois conformément à l'article L. 611-6 alinéa 2 du Code de commerce, étant entendu que la durée totale de la procédure de conciliation ne pouvait excéder cinq (5) mois.

Dans ce cadre, Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Paris a, par ordonnance en date du 20 septembre 2023, autorisé la prorogation jusqu'au 25 octobre 2023 dans les termes fixés par l'ordonnance initiale.

Cette durée additionnelle a permis :

- de finaliser les discussions sur l'Accord de Lock-Up ;
- de tenir des réunions de négociations pour inciter des créanciers non sécurisés (porteurs de TSSDI, porteurs d'Obligations EMTN et bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY) à adhérer aux termes de l'Accord de Lock-Up contre une proposition de *lock-up fees* ; et
- à un certain nombre de créanciers financiers souhaitant s'inscrire dans l'Accord de Lock-Up de pouvoir y adhérer jusqu'au 17 octobre 2023, au Groupe et à la Société de préparer le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée.

2.2.10 La signature de l'Accord de Lock-Up le 5 octobre 2023

Sur la base de l'Accord de Principe, les parties à l'Accord de Principe et les Banques Commerciales ont négocié les *term sheets* du RCF Réinstallé, du TL Réinstallé, du Nouvel Accord Inter-Créanciers, des Obligations HY Quatrim Réinstallées et des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino devant être annexés à l'Accord de Lock-Up.

Le 5 octobre 2023, les parties à l'Accord de Principe, les Banques Commerciales et les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim ont conclu un accord de *lock-up* prévu à l'Accord de Principe, dont les principaux termes sont présentés dans le communiqué de presse de CGP publié le 5 octobre 2023 (l'« **Accord de Lock-Up** »).

Afin de mettre en œuvre les termes de l'Accord de Lock-Up, les sociétés concernées du Groupe ont également sollicité des créanciers concernés et obtenu des *waivers* aux majorités contractuellement applicables au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim avant l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée et afin de réaliser les opérations juridiques préalables visées à l'article 2.2.11 ci-après.

Les autres créanciers ont été invités à adhérer à l'Accord de Lock-Up jusqu'au 11 octobre 2023 – cette date ayant été prolongée conformément aux termes de l'Accord de Lock-Up jusqu'au 13 octobre 2023, puis jusqu'au 17 octobre 2023 comme décrit par communiqués de presse publiés respectivement les 11 et 13 octobre 2023 (la « **Date-Limite d'Accession** »).

Aux termes de l'Accord de Lock-Up, les parties à l'Accord de Lock-Up se sont engagées à négocier de bonne foi et à prendre toutes les actions et mesures raisonnablement nécessaires et appropriées pour soutenir, faciliter, mettre en œuvre, mener à terme et donner effet à la restructuration prévue dans l'Accord de Principe et dans les *term sheet* annexés à l'Accord de Lock-Up, et notamment à voter en faveur des Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe dans le cadre du vote des Classes de Parties Affectées.

Par ailleurs, les créanciers signataires de l'Accord de Lock-Up ont notamment pris les engagements négatifs de ne pas prendre, encourager, assister ou supporter aucune mesure dont il pourrait être raisonnablement attendu qu'elle viole, retarde, empêche, obstrue ou soit incompatible avec la réalisation de la restructuration envisagée.

Les créanciers signataires ou adhérents à l'Accord de Lock-Up se sont aussi engagées à (i) ne pas transférer les droits et obligations détenues au titre de leur dette (sauf dans les exceptions et conditions prévues à l'Accord de Lock-Up), (ii) répondre favorablement aux demandes de renonciation (notamment aux cas de défaut et aux cas d'exigibilité anticipée) qui leur seraient présentées par la Société aux fins d'ouvrir et mettre en œuvre les Procédures de Sauvegarde Accélérée ; et (iii) à soutenir la restructuration envisagée de l'endettement financier de la Société, et notamment à voter en faveur du Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée dont le contenu serait conforme aux stipulations de l'Accord de Lock-Up.

CGP et les sociétés concernées du Groupe se sont notamment engagées à préparer les documents juridiques et les procédures nécessaires pour mettre en œuvre la restructuration financière agréée selon les termes de l'Accord de Lock-Up et à prendre toutes mesures nécessaires à cet effet.

Les membres du Consortium se sont engagés à souscrire à l'Augmentation de Capital New Money Consortium, selon les termes prévus à l'Accord de Lock-Up et sous réserve de la satisfaction des conditions suspensives stipulées à l'Accord de Lock-Up, ainsi qu'à réaliser leurs meilleurs efforts afin de lever lesdites conditions suspensives liées à l'obtention des autorisations administratives requises pour la réalisation de la restructuration envisagée par l'Accord de Lock-Up.

Enfin, et conformément aux termes de l'Accord de Lock-Up, chaque Banque Commerciale ou son Affilié concerné a confirmé, par lettre(s) envoyée(s) par elle ou son Affilié concerné à l'emprunteur ou aux emprunteurs concerné(s) (les « **Confirmations d'Extension** »), son accord pour que la date limite visée dans la Confirmation concernée soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock-Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock-Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock-Up (sous réserve des conditions et autres termes desdites Confirmations d'Extension).

Les Confirmations d'Extension figurent en Annexe 4.

2.2.11 Les opérations juridiques préalables à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée

2.2.11.1. La modification de l'Accord Inter-Créanciers Existant par voie d'avenant

Les Créanciers Sécurisés au titre du Crédit RCF et du Crédit TLB et les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim ont conclu, après accord de la majorité applicable selon leurs documentations respectives, un avenant à l'Accord Inter-Créanciers Existant préalablement à l'ouverture de la sauvegarde accélérée (l'« **Avenant à l'Accord Inter-Créanciers Existant** »).

Cet avenant figure en Annexe 5 et a notamment pour objet de modifier le droit applicable à l'Accord Inter-Créanciers Existant et la clause attributive de compétence pour désigner la loi française comme applicable et le for français comme exclusivement compétent pour statuer sur les éventuels litiges en lien avec l'Accord Inter-Créanciers Existant, qui constitue un accessoire des Créances Sécurisées au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim, lesquelles sont affectées par les Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe.

2.2.11.2. La réalisation d'une délégation de créance entre CGP, Monoprix et les Banques Commerciales

Afin de répondre à la demande de contrepartie des Banques Commerciales et réinstaller, conformément à l'Accord de Lock-Up, une fraction du principal du Crédit RCF (dont Casino Finance est le seul emprunteur) au niveau de Monoprix, CGP, Monoprix et les Banques Commerciales ont convenu d'une délégation (la « **Délégation** ») préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée de CGP, aux termes de laquelle (i) CGP a délégué (par voie de délégation imparfaite) Monoprix pour le paiement aux Banques Commerciales de la caution personnelle consentie par CGP en garantie du Crédit RCF pour un montant total de 711.271.972,46 euros ; et (ii) les Banques Commerciales ont accepté cette Délégation, étant notamment précisé que conformément aux termes du contrat relatif à cette Délégation (et sous réserve des termes et conditions qui y sont prévus), cette Délégation sera résolue immédiatement en cas de survenance de la première des deux conditions résolutoires suivantes : (x) la date de restructuration effective (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock-Up) n'a pas eu lieu le 30 avril 2024 au plus tard ou toute autre date d'échéance (*Long Stop Date*,

tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock-Up) telle que définie et déterminée conformément aux termes de l'Accord de Lock-Up ou (y) il est mis fin à l'Accord de Lock-Up conformément à son article 13 (*Termination*) autrement que du fait de la réalisation de la date de restructuration effective (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock-Up).

Par l'effet de cette Délégation, les Banques Commerciales détiennent des créances non sécurisées à l'encontre de Monoprix à hauteur d'un montant total de 711.271.972,46 euros, qui seront rendues certaines, liquides et exigibles à la Date de Restructuration Effective en application du plan de sauvegarde accélérée de Monoprix et constituent des créances nées antérieurement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée de Monoprix (les « **Créances Déléguées Monoprix** »), et Monoprix détient une créance égale à la somme des Créances Déléguées Monoprix sur CGP.

Le montant total des Créances Déléguées Monoprix s'élève ainsi à 711.271.972,46 euros, correspondant au montant total du droit de priorité exercé par les Banques Commerciales pour réinstaller au pair leurs engagements en principal dans le Crédit RCF en engagements en principal dans le RCF Réinstallé conformément à l'Accord de Principe, aux Confirmations et aux Confirmations d'Extension, tel que décrit à l'article 2.2.5, étant rappelé que 1,656 euro de fourniture de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino donne droit à réinstaller 1 euro de Crédit RCF.

2.2.11.3. La restructuration amiable des Swaps par accords séparés

Conformément aux termes prévus dans l'Accord de Lock-Up et compte tenu du régime dérogatoire résultant des articles L. 211-36 et suivants du Code monétaire et financier, Casino Finance et les créanciers titulaires de Swaps ont convenu de la restructuration de certains Swaps ayant pour contreparties les Banques Commerciales par accords séparés (les « **Swaps Restructurés** »), selon les principaux termes et conditions suivants :

- Restructuration amiable le 19 octobre 2023, de sorte que la somme totale à payer corresponde à la valeur des flux futurs attendus et non actualisés à la date de restructuration des Swaps Restructurés à hauteur de 112.929.602 euros ;
- Paiement linéaire sur une durée de trois ans en trente-six (36) échéances mensuelles, la première desquelles aura lieu le 15^e jour ouvré suivant la date la plus proche entre (i) la Date de Restructuration Effective et le (ii) 30 avril 2024 ;
- Mainlevée des cautions ou garanties personnelles de CGP à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée de CGP ;
- Limitation des cas de résiliation des Swaps Restructurés aux événements suivants : (i) défaut de paiement d'une échéance ; (ii) changement de contrôle de CGP (autre que le changement de contrôle prévu à la Date de Restructuration Effective) ; (iii) défaut croisé au titre de tout instrument dérivé de taux d'intérêt conclu par Casino Finance ; (iv) résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée de Casino Finance, ou modification du Plan de Sauvegarde Accélérée de Casino Finance affectant sa capacité à payer les échéances, (v) ouverture de toute procédure de prévention des difficultés des entreprises (si celle-ci a pour objet de modifier les Swaps Restructurés ou d'affecter négativement la capacité de Casino Finance à payer les échéances de

tout Swap Restructuré) ou de toute procédure collective régie par le Livre VI du Code de commerce.

Pour les Swaps n'ayant pas fait l'objet de cette restructuration, Casino Finance a convenu d'une résiliation par accord séparé et d'un paiement immédiat en contrepartie d'un abandon compris entre 25% et 30% d'une fraction de la somme à devoir (les « **Swaps Résiliés** »), pour un montant total payé à hauteur de 12.551.493 euros sur un montant total de 16.875.314 euros.

2.2.12 Soutien des actionnaires directs et indirects de la Société sur le projet de Plan de Sauvegarde Accélérée

Rallye, actionnaire de CGP détenant 41,52 % du capital social et 57,41 % des droits de vote a indiqué publiquement dans le prolongement de la signature de l'Accord de Lock Up qu'elle prenait acte des termes de la restructuration financière et de la dilution massive des actionnaires de Casino qui en résulterait avec, corrélativement, la perte du contrôle de Casino par Rallye et qu'à cet égard, elle entendait assumer ses responsabilités d'actionnaire de contrôle de Casino afin que la restructuration de Casino puisse être menée à son terme conformément à l'Accord de Lock-up.

De même, dans le cadre de l'Accord de Lock-Up, des membres du Consortium, à savoir (i) la société F. Marc de Lacharrière (Fimalac) détenant 9,39% du capital social et 6,57% des droits de vote, (ii) Vesa Equity Investment SARL (holding d'investissement de Daniel Kretinsky) détenant 10,06 % du capital social et 7,04% des droits de vote, se sont engagés en leur qualité d'actionnaires existants à soutenir la restructuration envisagée et à voter en faveur de l'adoption du Plan de Sauvegarde Accélérée de CGP.

CGP est actionnaire à 100% de DCF. Sa propre restructuration financière et l'adoption de son Plan de Sauvegarde Accélérée dépend de l'adoption du Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF en sorte que CGP soutient nécessairement son adoption.

2.3 L'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE SAUVEGARDE ACCELEREE

2.3.1 Principales étapes de la procédure de sauvegarde accélérée

Le 13 octobre 2023, DCF a donc sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde accélérée au titre de l'article L. 628-1 du Code de commerce en se fondant sur l'Accord de Lock-Up, celui-ci permettant de justifier que le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée était susceptible de recueillir, de la part des parties affectées à l'égard desquelles l'ouverture de la procédure produirait effet, un soutien suffisamment large pour rendre vraisemblable son adoption dans un délai maximal de quatre mois à compter du jugement d'ouverture.

Le 16 octobre 2023, s'est tenue l'audience d'examen de la demande d'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée de DCF.

Par jugement en date du 25 octobre 2023, le Tribunal de commerce de Paris a ouvert une procédure de sauvegarde accélérée au bénéfice de la société DCF pour une durée de deux mois (le « **Jugement d'Ouverture** »).

Le Tribunal de commerce de Paris a désigné :

- la SELARL Thévenot Partners, prise en la personne de Maître Aurélia Perdereau, la SELARL FHBX, prise en la personne de Maître Hélène Bourbouloux et la SCP Abitbol & Rousselet, prise en la personne de Maître Frédéric Abitbol, en qualités d'administrateurs judiciaires (les « **Administrateurs Judiciaires** ») ;
- la SCP BTSG², prise en la personne de Maître Marc Sénéchal, la SELAFA MJA, prise en la personne de Maître Valérie Leloup-Thomas et la SELARL Fides, prise en la personne de Maître Bernard Corre, en qualité de mandataires judiciaires (les « **Mandataires Judiciaires** ») ;
- M. Michel Teytu, juge près le Tribunal de commerce de Paris, en qualité de juge-commissaire (le « **Juge-Commissaire** »).

Les principales étapes relatives à la consultation des classes de parties affectées et à l'approbation du projet de plan par le Tribunal de commerce de Paris sont les suivantes :

- 30 octobre 2023 : publication de l'avis aux parties affectées par le plan de sauvegarde accélérée prévu par l'article R. 626-55 du Code de commerce ;
- 2 novembre 2023 : dépôt au greffe de la liste des créances prévue par l'article L. 628-7 du Code de commerce ;
- 13 novembre 2023 : notification par les Administrateurs Judiciaires, à chaque partie affectée, des modalités de répartition en classes et de calcul des voix retenues, au sein de la ou des classes auxquelles elle est affectée, précision des critères retenus pour la composition des classes de parties affectées, et établissement de la liste de celles-ci ;
- 11 décembre 2023 : jugement prononçant la prorogation de la procédure de sauvegarde accélérée.
- 20 décembre 2023 : convocations des parties affectées appelées à voter sur le présent projet de plan de sauvegarde accélérée le 11 janvier 2024, et notification des règlements intérieurs des classes de parties affectées par les Administrateurs Judiciaires ;
- 20 décembre 2023 : transmission du projet de plan de sauvegarde accélérée et de ses annexes aux parties affectées ;
- 11 janvier 2024 : vote des classes de parties affectées sur le présent projet de plan de sauvegarde accélérée ;
- 5 – 19 février 2024 : audience appelée à statuer sur l'examen du plan de sauvegarde accélérée devant le Tribunal de commerce de Paris.

2.3.2 Mise à jour des prévisions financières du Groupe

Par communiqué de presse du 26 octobre 2023, à l'occasion de la publication des résultats du troisième trimestre 2023, le Groupe a annoncé estimer que son EBITDA annuel pour l'exercice 2023,

après loyers, serait inférieur au montant ayant été annoncé en juillet 2023 à hauteur de 214 millions d'euros.

Le Groupe a depuis publié un communiqué de presse et une présentation en date du 22 novembre 2023, relatifs à l'actualisation des prévisions 2023 du périmètre France, ainsi que la mise à jour de son plan d'affaires 2024-2028.

La vision initiale du Groupe était que le repositionnement tarifaire du premier semestre 2023 devait permettre une inversion de tendance en volume et en trafic plus rapide au second semestre 2023 avec la possibilité pour le Groupe de baisser la générosité, de soutenir la profitabilité et ultimement de retourner le périmètre hypermarchés et supermarchés.

Or, cette vision ne s'est pas concrétisée, ce qui a entraîné un décalage significatif de l'atterrissage de l'EBITDA 2023 après loyers, estimé le 22 novembre 2023 entre -140 millions d'euros et -78 millions d'euros, et un impact sur la trésorerie d'environ 300 millions d'euros à la Date de Restructuration Effective.

L'écart se révèle très majoritairement sur Distribution Casino France, la révision de l'EBITDA après loyers s'expliquant donc principalement (i) par la prise en compte des dernières prévisions de chiffre d'affaires de la société Distribution Casino France, notamment au niveau des hypermarchés dont l'inflexion (volumes et clients) est en cours, mais plus longue qu'initialement anticipé au regard de l'intensité concurrentielle que connaît l'activité hypermarchés et supermarchés, et (ii) par l'impact sur le taux de marge de Distribution Casino France des investissements nécessaires pour poursuivre le redressement de l'activité.

Ce décalage, ainsi que la consommation de trésorerie induite, obligent le Groupe à envisager un processus de cession de l'activité hypermarchés et supermarchés.

2.3.3 Processus de cession des hypermarchés et supermarchés

Dans ce cadre, le Groupe a reçu des premières marques d'intérêts sur les magasins hypermarchés et supermarchés et a donc confirmé le 27 novembre 2023 les étudier, avec le Consortium.

Le Groupe a par la suite annoncé le 30 novembre 2023 par voie de communiqué de presse avoir reçu des offres préliminaires indicatives portant sur des périmètres différents d'hypermarchés et supermarchés, en précisant que toute opération de cession devrait être préalablement approuvée par le Consortium, conformément à l'Accord de Lock-Up.

Le 18 décembre 2023, le Groupe, d'une part, et le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail, d'autre part, ont annoncé être entrés en négociations exclusives en vue d'un projet de cession de la quasi-totalité du périmètre des hypermarchés et des supermarchés du Groupe Casino¹⁶ sur la base d'une valeur d'entreprise fixe de 1,35 milliard d'euros (hors immobilier)¹⁷.

¹⁶ Hors la société Codim 2, qui porte les hypermarchés et supermarchés situés en Corse, et y compris périmètre des magasins franchisés sous réserve de leur accord

¹⁷ Communiqué de presse du 18 décembre 2023 du Groupe Casino

L'opération concerne la quasi-totalité du périmètre des hypermarchés et supermarchés du Groupe Casino. Ce périmètre intégré représente un chiffre d'affaires total pour l'année 2022 d'environ 3,6 milliards euros hors taxes (hors essence) pour 313 magasins.

L'ensemble des salariés des magasins transférés seraient repris par le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail.

Certains actifs immobiliers pourraient faire également partie du périmètre de l'opération.

Les produits permettront de soutenir la restructuration financière envisagée, l'investissement dans le périmètre maintenu, et l'accompagnement social pour les salariés concernés.

Ces discussions seront soumises à la consultation des instances représentatives du personnel, aux autorités réglementaires compétentes et aux gouvernances respectives du groupe Casino, du Groupement Les Mousquetaires, et d'Auchan Retail.

Cette opération est notamment subordonnée à la réalisation de la restructuration financière du Groupe Casino. Il est précisé que cette entrée en discussions exclusives a été approuvée préalablement par le Consortium conformément à l'Accord de Lock-Up.

Ce projet reste conditionné à la conclusion d'un accord engageant entre les parties qui pourrait intervenir avant la fin du premier trimestre 2024.

PARTIE 3. PRESENTATION DU PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELERÉE

3.1 OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LES PROJETS DE PLANS DE SAUVEGARDE ACCELEREE

3.1.1 Restructuration globale de l'endettement du Groupe Casino

Le Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF (ainsi que les Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe de CGP, Casino Finance, Monoprix, Quatrim, CPF, et Ségisor) reprennent les termes de la restructuration agréés dans l'Accord de Lock-Up, auquel l'Accord de Principe est annexé.

Les Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe ont été élaborés par CGP, Casino Finance, Monoprix, Quatrim, CPF, DCF et Ségisor, avec le concours des Administrateurs Judiciaires, avec pour objectif d'assurer la pérennité de chacune des sociétés dans le cadre de la restructuration financière du Groupe Casino.

Pour ce faire, les principaux objectifs des Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe sont les suivants :

1) Apport de fonds propres au niveau de CGP :

- injection de 1,2 milliard d'euros de fonds propres additionnels, dont :
 - 925 millions d'euros souscrits par le Consortium (par l'intermédiaire du SPV du Consortium) ; et
 - 275 millions d'euros dont la souscription a été ouverte par ordre de priorité (a) aux Créanciers Sécurisés (à hauteur de leur quote-part respective), (b) aux Créanciers Chirographaires Obligataires (à hauteur de leur quote-part respective), (c) aux Porteurs TSSDI (à hauteur de leur quote-part respective), (d) aux Créanciers Sécurisés, Créanciers Chirographaires Obligataires et Porteurs TSSDI qui souhaitent souscrire davantage que leur quote-part ; ce montant de 275 millions d'euros étant entièrement garanti par le Groupe de Backstop.

2) Traitement de la dette sécurisée au niveau de CGP, d'un montant total de 4,476 milliards d'euros¹⁸ :

- conversion en fonds propres de 1,355 milliard d'euros de créances sécurisées (soit environ 49% du total des créances formé par (i) le Crédit TLB et (ii) le Crédit RCF qui ne sera pas réinstallé dans le RCF Réinstallé) ;
- Les créances résiduelles au titre du Crédit RCF et du Crédit TLB seront réinstallées pour un montant total de 2,121 milliards d'euros, correspondant à :

¹⁸ Les chiffres présentés dans cette section n'incluent que le montant en principal. Ils n'incluent pas le montant des intérêts courus et non payés jusqu'à la Date de Restructuration Effective.

- un crédit de type « *term loan* » sécurisé réinstallé au niveau de CGP pour un montant de 1.409.945.342,17 euros (soit environ 51% des créances au titre du Crédit TLB et du Crédit RCF qui ne seront pas réinstallées dans le RCF Réinstallé) avec une maturité de trois ans à compter de la Date de Restructuration Effective (le « **TL Réinstallé** ») ; et
- un RCF sécurisé et super-senior réinstallé au niveau de Monoprix pour un montant en principal de 711.271.972,46 euros (dont les créanciers seront les Banques Commerciales dans les conditions prévues à l'article 3.5.2.2) avec une maturité de quatre ans à compter de la Date de Restructuration Effective (le « **RCF Réinstallé** ») ;

étant précisé que les prêteurs au titre du TL Réinstallé et du RCF Réinstallé seront parties au Nouvel Accord Inter-Créanciers qui figure en Annexe 10, lequel fait partie intégrante du Plan de Sauvegarde Accélérée de la Société et aux termes duquel les prêteurs du RCF Réinstallé bénéficieront d'une séniorité sur les prêteurs du TL Réinstallés, selon les termes et conditions de ce contrat.

3) Traitement de la dette non sécurisée¹⁹ :

- Conversion en fonds propres de toutes les Créances Chirographaires Obligataires et des TSSDI (y compris le principal et les intérêts différés et courus jusqu'à la Date de Restructuration Effective), soit environ 3,518 milliards d'euros et 5 millions de dollars américains de dette en principal, correspondant à environ 2,168 milliards d'euros d'Obligations HY et Obligations EMTN, 5 millions de dollars américains de Billet de Trésorerie et 1,350 milliards d'euros de TSSDI d'encours en principal ;
- attribution de bons de souscription d'actions et paiement d'une commission d'adhésion aux Créanciers Chirographaires Obligataires qui ont adhéré à l'Accord de Lock-Up au plus tard à la Date-Limite d'Accession ;
- paiement d'une commission d'adhésion aux Porteurs de TSSDI qui ont adhéré à l'Accord de Lock-Up au plus tard à la Date-Limite d'Accession.

4) Traitement des Obligations HY Quatrim et des garanties en garantie de la dette sécurisée :

- réinstallation des Obligations HY Quatrim au niveau de Quatrim : montant total de 553 millions d'euros²⁰ réinstallés avec extension de la maturité de 3 ans, i.e. jusqu'en janvier 2027 avec une option d'extension supplémentaire d'un an à la discrétion de Quatrim;
- restructuration des cautions octroyées par CGP, Casino Finance, Monoprix, DCF, CPF et Ségisor en garantie de la dette sécurisée avec une mainlevée et, le cas échéant, l'octroi

¹⁹ Les chiffres présentés dans cette section n'incluent que le montant en principal. Ils n'incluent pas le montant des intérêts courus et non payés jusqu'à la Date de Restructuration Effective.

²⁰ Auxquels devront être ajoutés environ 14 millions d'euros d'intérêts courus capitalisés à la Date de Restructuration Effective, avant prépaiement par les produits de cession réalisés à la Date de Restructuration Effective et versés en compte séquestre évalués à hauteur d'environ 90 millions d'euros à la date des présentes

d'une nouvelle caution personnelle en substitution en garantie du RCF Réinstallé et du TL Réinstallé et pour ce qui concerne les Obligations HY Quatrim, mainlevée des garanties octroyées en garantie des Obligations HY Quatrim et octroi de nouvelles garanties en substitution par Monoprix et Ségisor (limitées à un montant de 50 millions d'euros pour Monoprix et 46,3 millions d'euros pour Ségisor) ainsi que mise en place d'une caution de CGP en garantie des loyers contractuels dus par les membres du Groupe Casino à la société IGC et d'un engagement de mise à disposition par voie de prêts d'actionnaires des montants requis au titre des besoins d'investissement Capex de la société Quatrim non couverts par sa trésorerie et ses autres actifs liquides.

En parallèle de ces principaux objectifs des Plans de Sauvegarde Accélérée d'autres mesures de restructuration seront mises en œuvre en dehors des Plans de Sauvegarde Accélérée :

- 1) en vertu de l'ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Paris en date du 7 septembre 2023, remboursement intégral des Obligations Regera (120 millions d'euros en principal et paiement des intérêts courus d'un montant évalué à environ 19,2 millions d'euros jusqu'à la Date de Restructuration Effective) par Monoprix Exploitation : à la Date de Restructuration Effective ;
- 2) fourniture par les Banques Commerciales ou leurs Affiliés à la Date de Restructuration Effective des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino (y compris par voie de maintien de lignes confirmées ou non confirmées existantes) dans chaque cas selon les termes des financements concernés tels qu'agréés avec les sociétés du Groupe Casino concernées) pour un montant total d'environ 1,178²¹ milliard d'euros (la « **Fourniture des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino** » et les termes « **Fournir des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino** » ou toute expression similaire devront être interprétés en conséquence) pour une durée de 2 ans à compter de la Date de Restructuration Effective avec (sous réserve du respect des covenants financiers du RCF Réinstallé à la dernière date de test précédant le 2nd anniversaire du RCF Réinstallé et des termes des financements concernés tels qu'agréés avec les sociétés du Groupe Casino concernées) une année d'extension supplémentaire à la discrétion du Groupe ;
- 3) octroi potentiel d'une nouvelle ligne de crédit à hauteur d'un montant total maximum de 100.000.000 euros au bénéfice de Monoprix Holding (la « **Ligne Shortfall** ») afin de compléter la fraction des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino prévue dans l'Accord de Principe et non allouée aux Créanciers Sécurisés telle que décrite à l'article 2.2.6 (cette nouvelle ligne de financement ne donnant cependant pas accès au droit de réinstaller une fraction du Crédit RCF au sein du RCF Réinstallé) ;
- 4) conformément aux accords séparés (hors plan) conclus le 19 octobre 2023, restructuration amiable des Swaps Restructurés au niveau de Casino Finance de sorte que la somme totale à payer corresponde à la valeur des flux futurs attendus et non actualisés à la date de restructuration des Swaps Restructurés et un paiement linéaire sur une durée de 3 ans en 36

²¹ Etant précisé que (a) ce montant (i) exclut les engagements des créanciers au titre du Crédit RCF Monoprix Exploitation et du PGE Cdiscount qui ne sont pas exposés dans le Crédit RCF octroyé au niveau de CGP ; et (ii) inclut uniquement le PGE Cdiscount à hauteur de la quote-part de 20 % ne bénéficiant pas de la garantie de l'Etat et que (b) la ligne Bred sera réduite de 4 millions d'euros à la Date de Restructuration Effective

échéances mensuelles, la première desquelles aura lieu le 15ème jour ouvré suivant la date la plus proche entre la Date de Restructuration Effective et le 30 avril 2024, en limitant à certains événements les cas de défaut habituellement applicables (notamment aux cas de résolution du plan de sauvegarde accélérée de Casino Finance et aux impayés) et avec une libération des cautions ou garanties personnelles émises par CGP ;

- 5) conformément aux accords séparés (hors plan) conclus avant le Jugement d'Ouverture, résiliation des Swaps Résiliés au niveau de Casino Finance et paiement immédiat en contrepartie d'une décote, selon les conditions rappelées à l'article 2.2.11.3

L'ensemble de ces mesures de restructurations doit conduire à l'assainissement bilanciel de CGP, et plus généralement de l'ensemble du Groupe Casino, d'une part, et au renforcement de sa structure capitalistique et à la sécurisation de ses financements, d'autre part, ce qui permettra au Groupe, désormais contrôlé par le Consortium, de mettre en œuvre son plan stratégique sur les années à venir.

Enfin, le Groupe poursuivra le processus de cession de l'activité hypermarchés et supermarchés décrit à l'article 2.3.3, dont la mise en œuvre constitue une modalité des Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe.

3.1.2 Restructuration de l'endettement de DCF

Plus particulièrement, le Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF a pour objet de restructurer l'endettement financier propre de DCF avec la restructuration des cautions personnelles octroyées par DCF :

- Extinction et mainlevée de la Cauton RCF DCF et de la Cauton TLB DCF à raison de la restructuration réalisée dans les plans de sauvegarde accélérée de CGP et de Monoprix et octroi par DCF de nouvelles cautions personnelles en garantie du RCF Réinstallé au niveau de Monoprix et du TL Réinstallé au niveau de CGP ;
- Extinction et mainlevée de la Cauton Quatrim DCF à raison de la restructuration réalisée par Quatrim sous forme d'Obligations HY Quatrim Réinstallées dans le cadre du plan de sauvegarde accélérée de Quatrim sans octroi par DCF d'une nouvelle caution.

3.2 VALORISATION DE L'ENTREPRISE

Par ordonnances du 26 octobre 2023, Monsieur le Juge-commissaire aux procédures de sauvegarde accélérée de CGP, Casino Finance, Distribution Casino France, Casino Participations France, Quatrim, Monoprix et Ségisor a désigné le cabinet Ledouble en application des dispositions de l'article L. 621-9 du Code de commerce avec pour mission d'établir trois rapports distincts :

- le premier sur la valeur de l'entreprise en continuité d'exploitation ;
- le deuxième sur la valeur liquidative de l'entreprise comprenant (i) un scénario de réalisation des actifs pris isolément en liquidation judiciaire et (ii) un scénario de cession de l'ensemble des actifs à un repreneur en application de l'article L. 642-1 du Code de commerce ;

- le troisième répartissant entre les classes de parties affectées constituées la valeur de l'entreprise ressortant des scénarios liquidatifs et du scénario en continuité d'exploitation.

Le 18 décembre 2023, le cabinet Ledouble a remis son rapport d'évaluation de la valeur du Groupe Casino en situation liquidative et en continuité d'exploitation, établi sur la base du plan d'affaires du Consortium (le « **Rapport d'Evaluation** »).

Il ressort du Rapport d'Evaluation que la valeur de CGP est de :

- entre (1.281) m€ et (1.128) m€ en situation liquidative (scénario de cession de l'ensemble des actifs) :

Valeur d'Entreprise Ajustée - Scénario Liquidation 1		
M€	Min	Moy.
Casino (Groupe)	1 195	1 714
Casino Finance	12	12
Distribution Casino France	(1 281)	(1 128)
Casino Participations France	741	779
Quatrim	553	587
Monoprix	725	958
Ségisor	396	420

Valeur des Fonds propres post frais - Scénario Liquidation 1		
M€	Min	Moy.
Casino (Groupe)	(5 887)	(5 373)
Casino Finance	(1 627)	(1 627)
Distribution Casino France	(1 344)	(1 187)
Casino Participations France	258	296
Quatrim	56	89
Monoprix	460	688
Ségisor	961	985

- entre (239) m€ et 217 m€ en situation liquidative (scénario de cession des actifs pris isolément) :

Valeur d'Entreprise Ajustée - Scénario Liquidation 2

M€	Min	Moy.
Casino (Groupe)	2 238	3 058
Casino Finance	12	12
Distribution Casino France	(239)	217
Casino Participations France	741	779
Quatrim	553	587
Monoprix	725	958
Ségisor	396	420

Valeur des Fonds propres post frais - Scénario Liquidation 2

M€	Min	Moy.
Casino (Groupe)	(5 498)	(4 603)
Casino Finance	(1 627)	(1 627)
Distribution Casino France	(446)	6
Casino Participations France	258	296
Quatrim	56	89
Monoprix	460	688
Ségisor	961	985

- entre (1.052) m€ et (663) m€ en continuité d'exploitation :

Valeur d'Entreprise Ajustée - Casino et Filiales

M€	Min	Max
Casino (Groupe)	2 143	3 134
CF	12	12
DCF	(1 052)	(663)
CPF	966	971
Quatrim	758	758
Monoprix	925	1 401
Ségisor	589	607

Valeur des Fonds Propres - Casino et Filiales

M€	Min	Max
Casino (Groupe)	(4 744)	(3 754)
CF	819	819
DCF	(5 770)	(5 381)
CPF	2 559	2 564
Quatrim	1 071	1 071
Monoprix	817	1 292
Ségisor	1 174	1 192

A toutes fins utiles, il est précisé que le volet liquidatif (avec cession de l'ensemble des actifs ou cession des actifs pris isolément) du Rapport d'Evaluation n'intègre pas la valorisation retenue par le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail au sein de leur offre du 18 décembre 2023 visée au paragraphe 2.3.3 ci-avant, étant donné qu'il s'agit d'une valorisation en continuité d'exploitation.

3.3 PASSIF AFFECTE PAR LE PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

3.3.1 Situation de l'actif et du passif au jour du Jugement d'Ouverture

L'état de l'actif et du passif de DCF au jour du Jugement d'Ouverture de la Procédure de Sauvegarde Accélérée figure en Annexe 6.

Dans les dix jours du Jugement d'Ouverture, DCF a déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris la liste des créances affectées par son Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée détenues par chaque partie affectée ayant participé à la conciliation, conformément à l'article L. 628-7 du Code de commerce (la « **Liste des Créances Affectées** »).

Cette liste comporte les indications prévues aux deux premiers alinéas de l'article L. 622-25 du Code de commerce (incluant (i) le montant total de la créance due au jour du Jugement d'Ouverture avec l'indication des sommes à échoir et de la date de leurs échéances, (ii) la nature et l'assiette de la sûreté dont la créance est éventuellement assortie et, (iii) le cas échéant, si la sûreté réelle conventionnelle a été constituée sur les biens du débiteur en garantie de la dette d'un tiers) et, le cas échéant, les accords de subordination portés à la connaissance du débiteur par les créanciers de la procédure, sans toutefois préciser la répartition par prêteur au sein de chaque instrument.

En application de l'article L. 628-7 du Code de commerce, le dépôt de la liste au greffe du tribunal vaut déclaration au nom des Parties Affectées si celles-ci n'adressent pas la déclaration de leurs créances dans les conditions prévues aux articles L. 622-24 à L. 622-26 du Code de commerce.

Dans les jours qui ont suivi la remise de la Liste des Créances Affectées par le greffier aux Mandataires Judiciaires, ces derniers ont transmis au représentant de la masse, agent, agent des sûretés ou équivalent, le cas échéant, les informations relatives aux créances dont ils étaient respectivement représentant de la masse, agent, agent des sûretés (en ce compris le montant total des créances et les modalités de calcul et l'ensemble des informations nécessaires à l'identification de la créance et de son rang), tel que prévu par l'article R. 628-9 du Code de commerce.

En parallèle, les titulaires de chaque créance ont reçu de la part des Mandataires Judiciaires des courriers indiquant le montant (en principal et intérêts, échu et à échoir) arrêté à la veille du jour du Jugement d'Ouverture, correspondant à leur participation dans les différents instruments. Concernant le Crédit TLB et le Crédit RCF, ces courriers ont été adressés aux *Lenders of Records* (c'est-à-dire aux prêteurs inscrits sur le registre de l'agent, ceux-ci n'étant pas nécessairement les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*)).

Les créanciers, sur information des Mandataires Judiciaires, ont la faculté d'actualiser le montant de leurs créances porté sur Liste des Créances Affectées dans les délais prévus par l'article L. 622-24 du Code de commerce.

Une actualisation de la Liste des Créances Affectées sera prochainement effectuée par DCF en ce qui concerne le Crédit TLB et le Crédit RCF, laquelle permettra l'envoi de nouveaux courriers par les Mandataires Judiciaires aux agents au titre du Crédit TLB et du Crédit RCF, ainsi qu'à l'agent des sûretés, ces courriers prévoyant une annexe indiquant le montant des créances détenues par chaque *Lender of Records* (en principal et intérêts, échu et à échoir) arrêtée à la veille du jour du Jugement

d'Ouverture, étant précisé que de nouveaux courriers individuels seront également envoyés à chaque *Lender of Records* au titre du Crédit TLB et du Crédit RCF.

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-21 du Code de commerce, il est expressément prévu que seules (i) les créances ayant fait l'objet d'une décision d'admission définitive, (ii) celles proposées à l'admission et n'ayant pas fait l'objet d'une contestation et (iii) celles ayant fait l'objet d'une contestation à laquelle il a été renoncé, seront éligibles aux versements à intervenir dans le cadre du Plan de Sauvegarde Accélérée, les créances litigieuses n'étant apurées qu'à compter de leur admission définitive au passif.

3.3.2 Identification des parties affectées par le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée

Conformément à l'article L. 626-30, I, du Code de commerce, sont considérés comme des « *parties affectées* » :

- « 1° *Les créanciers dont les droits sont directement affectés par le projet de plan ; et*
- *2° Les membres de l'assemblée générale extraordinaire ou de l'assemblée des associés, des assemblées spéciales mentionnées aux articles L. 225-99 et L. 228-35-6 et des assemblées générales des masses visées à l'article L. 228-103, si leur participation au capital du débiteur, les statuts ou leurs droits sont modifiés par le projet de plan. Pour l'application du présent livre, ils sont nommés « détenteurs de capital ».*

Seules les parties affectées se prononcent sur le projet de plan. [...] ».

Compte tenu de la restructuration proposée dans le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée, et conformément à l'avis des Administrateurs Judiciaires du 30 octobre 2023 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, les Parties Affectées par le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée et dont les droits affectés regroupent les catégories de créanciers suivantes :

1. Les créanciers suivants, au titre des créances sécurisées par des sûretés réelles portant sur des biens appartenant à DCF :

- les créanciers (porteurs et bénéficiaires économiques) au titre de la Caution RCF DCF :

Créance	Principal à la date du Jugement d'Ouverture (inclus)	Intérêts contractuels (ou autres) échus jusqu'à la veille du Jugement d'Ouverture	Intérêts contractuels (ou autres) à échoir et courus jusqu'à la veille de la date du jugement d'Ouverture	Total au jour du jugement d'Ouverture	Date d'échéance contractuelle
Caution RCF DCF	2.051.420.169 €	8.415.205,94 €	68.911.586,72 €	2.128.746.961,66 €	n.a.

<i>dont Revolving Facility 1</i>	1.799.457.964 €				La plus proche des deux dates suivantes : (i) le 16 juillet 2026 ; et (ii) si le Crédit TLB n'est pas remboursé, refinancé ou prorogé en totalité au 31 mai 2025 avec de l'endettement financier ayant une date de maturité supérieure au 16 juillet 2026, le 31 mai 2025 (sauf à ce qu'un montant suffisant pour rembourser le Crédit TLB ait été placé sur le <i>Segregated Account</i> au plus tard le 31 mai 2025).
<i>dont Swingline Facility 1</i>	370.147.716,25 €	6.822.944,78 €	59.888.960,14 €	1.866.169.868,92 €	
<i>dont Revolving Facility 2</i>	251.962.205 €				La plus proche des deux dates suivantes : (i) 31 octobre 2023 ; et (ii) si les Obligations EMTN 2023 n'ont pas été remboursées ou refinancées en totalité au 31 octobre 2022 avec de l'endettement financier ayant une date de maturité supérieure au 31 octobre 2023, le 31 octobre 2022 (sauf à ce qu'un montant suffisant pour rembourser les Obligations EMTN 2023 ait été placé sur le <i>Segregated Account</i> au plus
<i>dont Swingline Facility 2</i>	38.739.403,50 €	1.592.261,16 €	9.022.626,58 €	262.577.092,74 €	

					tard le 31 octobre 2022).
--	--	--	--	--	---------------------------

Il est précisé qu'en application du Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée, les créanciers au titre de la Caution RCF DCF renoncent aux intérêts de retard ayant pu courir au titre de la Caution RCF DCF jusqu'au Jugement d'Ouverture.

- les créanciers (porteurs et bénéficiaires économiques) au titre de la Caution TLB DCF :

Créance	Principal à la date du Jugement d'Ouverture (inclus)	Intérêts contractuels (ou autres) échus jusqu'à la veille du Jugement d'Ouverture	Intérêts contractuels (ou autres) à échoir et courus jusqu'à la veille de la date du jugement d'Ouverture	Total au jour du jugement d'Ouverture	Date d'échéance contractuelle de la créance garantie
Caution TLB DCF	236.000.000 ²² €	n.a.	633.424 €	236.633.424 €	31.08.2025

Il est précisé qu'en application du Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée, les créanciers au titre de la Caution TLB DCF renoncent aux intérêts de retard ayant pu courir au titre de la Caution TLB DCF jusqu'au Jugement d'Ouverture.

2. Les créanciers chirographaires suivants :

- les porteurs et les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) de la Caution Quatrim DCF :

Créance	Principal à la date du Jugement d'Ouverture (inclus)	Intérêts contractuels (ou autres) échus jusqu'à la veille du Jugement d'Ouverture	Intérêts contractuels (ou autres) à échoir et courus jusqu'à la veille de la date du jugement d'Ouverture	Total au jour du jugement d'Ouverture	Date d'échéance contractuelle de la créance garantie
Caution Quatrim DCF	164.000.000 €	n.a.	4.436.769,44 €	168.436.769,44 €	15.01.2024

(les « Créanciers Chirographaires »).

²² Etant précisé que les montants effectivement dus par Distribution Casino France au titre de la Caution TLB DCF correspondant à la quote-part du montant total du Crédit TLB correspondante au montant du *TLB Proceeds Loan* DCF à la date du Jugement d'Ouverture

3. Les Créanciers Sécurisés et les porteurs et bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim pour leurs droits et obligations au titre de l'Accord Inter-Créanciers Existant.

L'ensemble des créances et droits mentionnés au paragraphe 3.3.2 ci-dessus représentent ensemble les « Créances Affectées » et leurs titulaires seront définis comme les « Créanciers Affectés ».

Il en résulte que les créances et droits, en ce compris les créances et droits des Créanciers Affectés autres que les Créances Affectées, nés antérieurement à la date du Jugement d'Ouverture qui ne seraient pas expressément listés au paragraphe 3.3.2 ci-dessus ne sont pas affectés par le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée.

3.3.3 Parties non affectées par le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée

L'objectif du Plan de Sauvegarde Accélérée étant de mettre en œuvre la restructuration de l'endettement financier de la Société et, plus généralement, du Groupe Casino, le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée n'affecte que l'endettement financier de CGP visé au paragraphe 3.3.2. En particulier, les droits des créanciers fournisseurs et de certaines catégories de créances de la Société ne sont pas affectés.

Le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée ne contient aucune disposition affectant les droits et/ou créances autres que les Créances Affectées.

Par conséquent, le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée ne contient aucune disposition affectant notamment les droits et/ou créances suivants, que ce soit en principal, intérêt ou accessoire :

Créances/droits concernés	Descriptif	Raisons justifiant l'exclusion du Projet de Plan ²³
Créances au titre du Passif Public Groupe	Report du paiement des charges fiscales et sociales du Groupe dues entre mai et septembre 2023, pour un montant maximum d'environ 305 millions (dont environ 141 millions d'euros au niveau de DCF).	L'accord conclu avec les créanciers publics prévoit que les créances au titre du Passif Public Groupe seront payées par le Groupe à la Date de Restructuration Effective et les créanciers publics bénéficient, notamment, d'un nantissement de droit hollandais, portant sur les titres de Cnova détenus par CGP, dont les effets ne sont pas paralysés en cas de procédure collective ouverte en France et d'un gage-espèces constitué par DCF à hauteur d'une somme de 80 m€. Ces créances ne sont donc pas affectées.
Créances au titre de la Caution Regera DCF	Créance au titre d'une caution personnelle consentie au bénéfice de Regera en sa qualité de porteur des Obligations Regera (telles que définies ci-après) pour un montant	Il est prévu que les sommes dues au titre des Obligations Regera soient payées par Monoprix Exploitation à la Date de Restructuration Effective, ce qui entraînera l'extinction de la Caution Regera DCF par voie d'accessoire. En conséquence, il n'y a lieu à traiter dans le Plan de Sauvegarde Accélérée la créance au titre de la Caution Regera DCF.

²³ Conformément à l'article D. 626-65, 5°, du Code de commerce

	total en principal de 120.000.000 €	
Créances des fournisseurs et des prestataires de services	Créances au titre de prestations de services ou de fourniture de biens dans le cadre de l'activité de la Société	Cette exclusion résulte du fait que leur affectation dans le cadre du Plan de Sauvegarde Accélérée risquerait d'entraîner des conséquences désastreuses sur l'activité de DCF, de ses filiales et du groupe Casino. Les contrats liant DCF à ses fournisseurs et ses prestataires de services doivent continuer à s'exécuter dans le cours normal des affaires pour le bon fonctionnement de DCF, de ses filiales et du Groupe Casino afin d'éviter tout effet disruptif sur la gestion et l'exploitation des magasins de DCF et du Groupe Casino.
Crédit bailleurs immobiliers	Crédits-bail immobiliers ayant permis de financer l'acquisition d'actifs immobiliers nécessaires à l'activité du Groupe.	Compte tenu (i) de l'absence d'impayé antérieur au jour du Jugement d'Ouverture, (ii) du régime spécifique applicable au crédit-bail, le crédit bailleur conservera la propriété de l'actif donné à bail aux termes du contrat concerné tant que l'option n'est pas levée ou les échéances de loyers entièrement réglées, et (iii) de la nécessité de ces actifs dans le cadre de l'exploitation de l'activité de la Société.
Crédit bailleurs mobiliers	Crédits-bail mobiliers ayant permis de financer l'acquisition d'actifs mobiliers nécessaires à l'activité du Groupe.	
Créances de l'agent et de l'agent des sûretés au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et de l'Accord Inter-Créanciers Existant	Rémunération, frais et commissions de quelque nature que ce soit de l'agent, de l'agent des sûretés, du <i>trustee</i> ou de tout équivalent	Les créances dues par la Société à l'agent, l'agent des sûretés, le <i>trustee</i> ou tout autre équivalent au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB, des Obligations HY Quatrim et de l'Accord Inter-Créanciers Existant ne sont pas affectées, seule la restructuration de l'endettement à l'égard des créanciers principaux apparaissant nécessaire afin d'assurer le désendettement du Groupe
Créances intragroupe	Financement intra-groupe au titre de la convention de trésorerie et des flux intragroupes	L'exécution normale des financements intra-groupe relève de la gestion courante du Groupe Casino et est essentielle au fonctionnement courant du Groupe Casino.
Créances au titre des Financements Opérationnels Existants Groupe Casino	Prêt LCL, Factoring DCF et Reverse Factoring DCF	Les Financements Opérationnels Existants Groupe Casino ont fait l'objet d'un engagement maintien par les Banques Commerciales ou leurs Affiliés jusqu'à la Date de Restructuration Effective, afin d'être ensuite substitués ou maintenus sous la forme des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino pour une durée de 2 ans à compter de la Date de Restructuration Effective avec (sous réserve du respect des covenants financiers du RCF Réinstallé à la dernière date de test précédant le 2 nd anniversaire du RCF Réinstallé et des termes des financements concernés tels qu'agréés) une année d'extension supplémentaire à la discrétion du Groupe.

Détenteur de capital	Actions ordinaires.	Pour la bonne exécution de la restructuration globale du Groupe Casino, il est essentiel que DCF continue d'être détenue à 100% par CGP.
-----------------------------	---------------------	--

3.4 CONSTITUTION ET COMPOSITION DES CLASSES DE PARTIES AFFECTEES

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III, du Code de commerce, il appartient aux Administrateurs Judiciaires de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les Parties Affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante en respectant les conditions suivantes :

- les créanciers titulaires de sûretés réelles portant sur les biens appartenant au débiteur, pour leurs créances garanties, et les autres créanciers sont répartis en classes distinctes ;
- la répartition des classes respecte les accords de subordination conclus avant l'ouverture de la procédure et portés à la connaissance des Administrateurs Judiciaires ;
- les détenteurs de capital forment une ou plusieurs classes.

Les critères objectifs retenus pour constituer les classes ont notamment été :

- la nature des créances ;
- l'existence de privilèges et/ou de sûretés ;
- la nature des droits et/ou des valeurs mobilières détenus par chacune des Parties Affectées et
- les droits contractuels existants au titre des accords de subordination.

Sur ce fondement, et par avis en date du 13 novembre 2023 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et par courriels en date du 13 novembre 2023, les Administrateurs Judiciaires ont notifié à chaque Partie Affectée (par l'intermédiaire de leur représentant de la masse, agent ou équivalent, le cas échéant) la classe à laquelle elle appartient ainsi que les modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la Classe de Parties Affectées à laquelle elle est affectée, conformément aux articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce.

C'est dans ce cadre que les Administrateurs Judiciaires ont présenté la composition des classes de Parties Affectées dont la liste dressée figure ci-dessous (les « **Classes de Parties Affectées** ») :

Créanciers affectés au sens de l'article L. 626-30 du Code de commerce

N°	Classes de parties affectées	Membre de la classe et nature de la créance affectée	Montant des créances / des droits concernés (<i>principal et intérêts à la veille du Jugement d'Ouverture</i>)	Critère de constitution
Classes de créanciers affectés bénéficiaires de sûretés réelles portant sur des biens appartenant à la Société				
<p>Les créanciers des Classes n°1 et n°2 sont les prêteurs aux termes du Crédit TLB au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit TLB et/ou les prêteurs aux termes du Crédit RCF, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prêteurs aux termes du Crédit TLB au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit TLB bénéficient de plusieurs sûretés réelles comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> o des nantissements de compte titres de premier et second rang et (sur les comptes titres identifiés dans le contrat de Crédit TLB uniquement) de troisième rang ; o des nantissements de créances (i) de premier rang portant sur les créances issues des TLB Proceeds Loan (tels que définis dans le contrat de Crédit TLB) et (ii) de premier et de second rang portant sur des créances intragroupe ; o des nantissements de comptes de premier et second rang. - Les prêteurs aux termes du Crédit RCF, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF, bénéficient de plusieurs sûretés, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> o des nantissements de compte titres de premier rang, de troisième rang et (sur les comptes titres identifiés dans le contrat de Crédit RCF uniquement) de quatrième rang ; o des nantissements de créances de premier et de troisième rang sur des créances intragroupe ; o un nantissement de créances de second rang sur les créances intragroupe au titre des TLB <i>Proceeds Loans</i> (tels que définis dans le contrat de Crédit TLB) ; et o des nantissements de comptes bancaires de premier rang et de troisième rang. <p>Par ailleurs, les créances des prêteurs aux termes du Crédit TLB concernés et des prêteurs aux termes du Crédit RCF concernés ont un caractère <i>pari passu</i> aux termes de l'Accord Inter-Créanciers Existant.</p>				
1.	Classe n° 1 (créanciers sécurisés)	Prêteurs aux termes du Crédit RCF, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF, et prêteurs aux termes du Crédit TLB, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit TLB, qui ne se sont pas engagés,	1.627.739.190,27 ²⁴ € (outre intérêts à échoir depuis la date du jugement d'ouverture)	Les prêteurs aux termes du Crédit RCF, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF, et les prêteurs aux termes du Crédit TLB, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit TLB, outre les sûretés réelles dont ils sont titulaires (voir ci-dessus), constituent une communauté d'intérêt économique distincte des

²⁴ Etant précisé que les montants effectivement dus par Distribution Casino France au titre de la Caution TLB DCF correspondant à la quote-part du montant total du Crédit TLB correspondante au montant du *TLB Proceeds Loan* DCF à la date du Jugement d'Ouverture

		préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée, à fournir les Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino		créanciers de la Classe n°2 en raison de leur absence d'engagement, préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée, à fournir les Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.
2.	Classe n° 2 (créanciers sécurisés)	Prêteurs aux termes du Crédit RCF, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF, qui se sont engagés, préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée, à fournir les Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino	737.641.195,39 € (outre intérêts à échoir depuis la date du jugement d'ouverture)	Les prêteurs aux termes du Crédit RCF, au titre de la créance de caution consentie par Distribution Casino France en garantie du Crédit RCF, outre les sûretés réelles dont ils sont titulaires (voir ci-dessus), constituent une communauté d'intérêt économique distincte des créanciers de la Classe n°1 en raison de leur engagement, préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée, à fournir les Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.
Classes de Créanciers Affectés non bénéficiaires de sûretés réelles				
3.	Classe n° 3 (créanciers chirographaires)	Créanciers au titre de la caution consentie par DCF aux bénéficiaires économiques (<i>beneficial owners</i>) des Obligations HY Quatrim	168.436.769,44 € (outre intérêts à échoir depuis la date du jugement d'ouverture)	Les créanciers au titre de la caution en garantie des Obligations HY Quatrim ne bénéficient d'aucune sûreté consentie par Distribution Casino France. Ils sont en revanche créanciers sécurisés de Quatrim et bénéficient à ce titre de sûretés réelles, et notamment d'un nantissement de compte titres portant sur les titres d'une filiale détenant les actifs immobiliers du Groupe Casino. Dans ces conditions, une importante majorité de bénéficiaires économiques (<i>beneficial owners</i>) s'est engagée préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée, à consentir au réinstallation des Obligations HY Quatrim avec extension de leur maturité de trois ans (<i>i.e.</i> jusqu'en janvier 2027) avec une option d'extension supplémentaire d'un an à la discrétion de Quatrim.

S'agissant de la détermination des droits de vote, les modalités de calcul des voix correspondant aux créances et droits affectés ont été fixées comme suit :

- **Pour les Créanciers Affectés :** au prorata des Créances Affectées concernées, en principal et intérêts courus échus et non échus au jour du Jugement d'Ouverture et intérêts à courir et à

échoir jusqu'à la maturité contractuelle applicable au jour du Jugement d'Ouverture) par rapport au montant total des créances des membres de la Classe de Parties Affectées concernée arrêté par les Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626-30, V, du Code de commerce.

En tant que de besoin, il est précisé que conformément à l'article L. 626-30-2 du Code de commerce :

- la décision est prise par chaque classe à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres ayant exprimé un vote ; et
- au sein d'une classe, le vote sur l'adoption du Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée peut être remplacé par un accord ayant recueilli, après consultation de ses membres, l'approbation des deux tiers des voix détenues par ceux-ci.

3.5 VOLET FINANCIER DU PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

Le traitement des Classes de Parties Affectées proposé résulte de plusieurs mois de négociations engagées :

- dans un premier temps, avec des investisseurs potentiels devant apporter des fonds propres ;
- dans un deuxième temps, avec les Créanciers Sécurisés, qui pour certains ont accepté de consentir des engagements financiers essentiels à la survie du Groupe (maintien des Financements Opérationnels Existants Groupe Casino au moyen de la suspension entre la date de signature de l'Accord de Principe et la Date de Restructuration Effective des droits à réduire ou interrompre les Financements Opérationnels Existants Groupe Casino au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables auxdits financements) et/ou sursis aux effets d'une dénonciation antérieure et maintien de l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant Groupe Casino tels qu'applicables audit Financement Opérationnel Existant Groupe Casino au 24 avril 2023, dans chaque cas selon les conditions visées dans les Confirmations et Confirmations d'Extension, conversion de dette sécurisée en capital, réinstallation de certains encours avec une extension de maturité),
- dans un troisième temps, avec les bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim, qui ont accepté de consentir des efforts substantiels au regard de la nature particulière des sûretés garantissant leurs créances et portant (directement ou indirectement) sur des actifs immobiliers,
- dans un quatrième temps, avec les Créanciers Chirographaires Obligataires et les Porteurs TSSDI, afin de rechercher conjointement un traitement acceptable de leurs créances et permettre une adoption consensuelle du Plan de Sauvegarde Accélérée qui devra néanmoins respecter les dispositions légales encadrant la règle de priorité absolue si certaines classes de créanciers affectés devaient rejeter le Plan de Sauvegarde Accélérée.

Ces discussions ont donné lieu :

- à la signature (i) de l'Accord de Principe avec le Consortium et des Créanciers Sécurisés représentant plus des deux tiers en valeur des créances au titre du Crédit TLB et (ii) de la Lettre d'Accord par les Banques Commerciales (représentant environ un tiers du montant du Crédit RCF)
- à la signature et à l'adhésion à l'Accord de Lock-Up par le Consortium, le Groupe de Backstop, des créanciers détenant économiquement 98,6% du Crédit TLB, des principaux groupes bancaires et certains des créanciers susvisés détenant économiquement 90,0% du Crédit RCF, un groupe *ad hoc* représentant des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim représentant 78,0% de ces obligations, des créanciers détenant économiquement 51,0% des Créances Chirographaires Obligataires (c'est-à-dire les Obligations HY 2026 et 2027, les Obligations EMTN 2024, 2025 et 2026 et le Billet de Trésorerie) et des créanciers détenant économiquement 44,3% des TSSDI.

3.5.1 Extinction des cautions personnelles octroyées par DCF en garantie du Crédit TLB et du Crédit RCF et mise en place d'une nouvelle caution sécurisée par DCF en garantie du TL Réinstallé (traitement de la classe n° 1 (créanciers sécurisés))

Les créances au titre de la Cautiion TLB DCF et de la Cautiion RCF DCF (pour la fraction ne correspondant pas aux Créances Délégées Monoprix) en garantie du Crédit TLB et du Crédit RCF feront l'objet d'une extinction à la Date de Restructuration Effective, laquelle emportera, le cas échéant, mainlevée de tout droit accessoire correspondant, conformément à la restructuration globale du Crédit TLB et du Crédit RCF dans le cadre des Plans de Sauvegarde Accélérée.

Une nouvelle caution personnelle sera octroyée par DCF en garantie du TL Réinstallé au niveau de CGP, dont le montant sera limité conformément aux stipulations prévues dans le contrat relatif au TL Réinstallé figurant en Annexe 7, au bénéfice des Créanciers Sécurisés qui ne se sont pas engagés à fournir de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.

A titre de modalité d'apurement, les sommes dues en principal par CGP au titre du Crédit TLB (pour un montant en principal de 726.605.581,25 euros (hors intérêts et commissions courus et impayés à la Date de Restructuration Effective)) et de la Cautiion RCF CGP (pour un montant en principal de 683.339.760,92 euros (hors intérêts et commissions courus et impayés à la Date de Restructuration Effective)) feront l'objet d'une réinstallation au sein du nouveau TL Réinstallé pour un montant total de 1.409.945.342,17 euros.

Le Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF prévoit :

- l'extinction de la Cautiion TLB DCF et de la Cautiion RCF DCF (pour la fraction ne correspondant pas aux Créances Délégées Monoprix) à l'égard des Créanciers Sécurisés qui ne sont pas engagés à fournir de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino, laquelle entraînera, le cas échéant, la mainlevée de toute sûreté et inscription correspondante ; et
- la mise en place d'une nouvelle caution personnelle en garantie du TL Réinstallé, dont le montant sera limité conformément aux stipulations prévues dans le contrat relatif au TL Réinstallé figurant en Annexe 7.

La caution personnelle consentie par DCF en garantie du TL Réinstallé sera sécurisée par les sûretés réelles suivantes :

- un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres de Franprix Leader Price Holding ;
- un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances de prêts intragroupes détenues par DCF, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (*cash pooling*) ;
- un nantissement de compte bancaire de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires détenus en France par DCF.

Le projet de contrat relatif au TL Réinstallé figure en Annexe 7, dont les principaux termes et conditions sont les suivants :

Emprunteur	CGP
Montant en principal	1.409.945.342,17 euros
Prêteurs	Prêteurs RCF ne s'étant pas engagés à fournir des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino et Prêteurs TLB, au prorata de leurs participations respectives dans les sommes dues en principal au titre des Créances Sécurisées Classe 1.
Date de maturité	Remboursement en une seule échéance. 3 ans à compter de la Date de Restructuration Effective.
Rémunération	<u>Taux d'intérêt</u> : <ul style="list-style-type: none"> – 6% par an pour les 9 premiers mois à compter de la Date de Restructuration Effective ; puis – 9% par an. <u>Période d'intérêts</u> : 1, 3 ou 6 mois, à la discrétion de la Société <u>Date de paiement des intérêts</u> : le dernier jour ouvré de chaque période d'intérêts
Remboursements anticipés partiels volontaires ou obligatoires	Voir les articles 7 (<i>Illegality, Voluntary Prepayment and Cancellation</i>) et 8 (<i>Mandatory Prepayment and Cancellation</i>) du projet de contrat de TL Réinstallé figurant en <u>Annexe 7</u> résumé synthétiquement comme suit : Volontaire : sous réserve de notice préalable de 5 jours ouvrés Obligatoire : en cas de cession d'actifs : <ul style="list-style-type: none"> – des « <i>Non-Core Assets</i> » et des « <i>LatAm Assets</i> » (avec produits de cession net alloués au bénéfice exclusif au titre du TL Réinstallé, sous réserve de l'allocation de 33,33% des produits nets des cessions des actifs de GreenYellow et des actifs de CPF au bénéfice des Obligations HY Quatrim Réinstallées et du partage selon certaines proportions et dans certaines limites des produits nets de cession des « <i>LatAm Assets</i> » conformément aux termes du contrat de TL Réinstallé figurant en <u>Annexe 7</u> ; des « <i>Core Assets</i> » (sous réserve d'un partage des produits nets de cession des actifs avec les Prêteurs RCF au titre du RCF Réinstallé, conformément aux termes du Nouvel Accord Inter-Créanciers qui figure en <u>Annexe 10</u>).
Remboursement anticipé obligatoire total	Voir l'article 8 (<i>Mandatory Prepayment and Cancellation</i>) du projet de contrat de TL Réinstallé figurant en <u>Annexe 7</u> résumé synthétiquement comme suit : (i) clause de changement de contrôle au niveau du SPV du Consortium ou de CGP ; (ii) cession de la totalité ou de substantiellement la totalité des titres ou actifs de FPLPH et/ou de ses filiales ; (iii) cession de la totalité ou de substantiellement la totalité des titres ou actifs de Monoprix et/ou de ses filiales ; (iv) cession de la totalité ou de substantiellement la totalité des actifs du Groupe.

Sûretés personnelles	<ul style="list-style-type: none"> (i) Casino Finance, DCF, Monoprix, Ségisor et toute autre société du Groupe Casino qui agirait en qualité de caution au titre du RCF Réinstallé
Sûretés réelles	<p><u>CGP</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres détenus par CGP dans Casino Finance, DCF, Ségisor, Tevir et Monoprix ; (ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par CGP, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties au bénéfice des factors) ; (iii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par CGP ; (iv) le cas échéant, un nantissement de compte bancaire de premier rang portant sur des comptes bancaires en séquestre ouverts au nom de CGP ; (v) un nantissement de créances de premier rang portant sur les TLB Proceeds Loan (tel que ce terme est défini au TL Réinstallé). <p><u>Monoprix</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres détenus par Monoprix dans Monoprix Exploitation (devant représenter à la Date de Restructuration Effective 42,66% du capital social de Monoprix Exploitation) et Monoprix Holding ; (ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par Monoprix, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties et/ou cédées au bénéfice des factors) ; (iii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion dans certains cas des comptes bancaires nantis et/ou cédés à titre de garantie au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par Monoprix. <p><u>DCF</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres détenus par DCF dans Franprix Leader Price Holding ; (ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par DCF, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties et/ou cédées au bénéfice des factors) ; (iii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis et/ou cédés à titre de garantie au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par DCF. <p><u>Casino Finance</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par Casino Finance, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties au bénéfice des factors) ;

	<p>(ii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par Casino Finance.</p> <p><u>Ségisor</u> :</p> <p>(ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par Ségisor, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nantis au bénéfice des factors) ;</p> <p>un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par Ségisor.</p>
Rang	Senior assorti de sûretés, avec super-séniorité du RCF Réinstallé par rapport au TL Réinstallé en ce qui concerne l'allocation des produits de réalisation des sûretés et autres paiements devant être affectés conformément à l'ordre des paiements convenu aux termes du Nouvel Accord Inter-Créanciers qui figure en <u>Annexe 10</u> .
Loi applicable	Droit français
Compétence juridictionnelle	Tribunal de Commerce de Paris

Les modalités d'apurement du passif au titre de la caution personnelle octroyée par DCF en garantie du TL Réinstallé, dont le contrat figure en Annexe 7, ainsi que le Nouvel Accord Inter-Créanciers figurant en Annexe 10 feront partie intégrante du Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF.

Les obligations réciproques auxquelles chacune des parties aux termes du contrat de TL Réinstallé constitueront des modalités du plan de sauvegarde accélérée de CGP et seront régies par les dispositions du plan de sauvegarde accélérée de CGP, lesquelles sont interdépendantes et indissociables des dispositions du Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF.

Les droits et obligations respectifs des créanciers de la classe n° 1 au titre de l'Accord Inter-Créanciers Existant seront également affectés selon les modalités prévues à l'article 3.5.6.

3.5.2 Extinction de la caution personnelle octroyée par DCF en garantie du Crédit RCF et mise en place d'une nouvelle caution sécurisée en garantie du RCF Réinstallé au niveau de Monoprix (traitement de la classe n° 2 (créanciers sécurisés))

Les créances au titre de la Caution RCF DCF (pour la fraction correspondant aux Créances Délégées Monoprix) en garantie du Crédit RCF feront l'objet d'une extinction à la Date de Restructuration Effective, laquelle emportera, le cas échéant, mainlevée de tout droit accessoire correspondant, conformément à la restructuration globale du Crédit RCF dans le cadre des Plans de Sauvegarde Accélérée.

Une nouvelle caution personnelle sera octroyée par DCF en garantie du RCF Réinstallé au niveau de Monoprix au bénéfice des Banques Commerciales qui se sont engagées à fournir de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.

- Maintien des Financements Opérationnels Groupe Casino Existants au moyen des Confirmations en contrepartie de l'octroi d'un droit de priorité au bénéfice des Banques Commerciales aux termes de l'Accord de Principe

Comme cela est explicité à l'article 2.2.5, chaque Banque Commerciale a acquis de façon définitive et irrévocable, dans les conditions prévues audit article 2.2.5, un droit de priorité afin de réinstaller au pair sa créance en principal dans le Crédit RCF en créance en principal dans le RCF Réinstallé, pour un montant total en principal pour l'ensemble des Banques Commerciales de 711.271.972,46 euros.

Il est expressément prévu que ce droit de priorité et les opérations qui en découlent (telles que prévues à l'article 3.5.2) ne sauraient être remis en cause du fait d'une décision du Groupe Casino de ne pas mettre en place tout ou partie des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino, pour quelque raison que ce soit, y compris du fait de la cession, préalablement ou postérieurement à la Date de Restructuration Effective, d'un ou plusieurs membres du Groupe Casino bénéficiant directement ou indirectement des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino (sauf en cas d'inexécution de ses obligations par une Banque Commerciale constatée à la Date de Restructuration Effective, sans préjudice des voies de recours).

- Fourniture des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino aux termes de l'Accord de Lock-Up

Le processus d'allocation des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino, tel que rappelé à l'article 2.2.6, s'est conclu par la non-participation des Créanciers Sécurisés autres que les Banques Commerciales aux Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.

En conséquence, seules les Banques Commerciales et, selon le cas, leurs Affiliés, se sont engagés le 5 octobre 2023, aux termes de l'Accord de Lock-Up, à fournir à la Date de Restructuration Effective les Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino (y compris par voie de maintien de lignes confirmées ou non confirmées existantes) dans chaque cas selon les termes des financements concernés tels qu'agréés avec les sociétés du Groupe Casino concernées pour un montant total de 1,178 milliard d'euros et pour une durée de 2 ans à compter de la Date de Restructuration Effective avec (sous réserve du respect des covenants financiers du RCF Réinstallé à la dernière date de test précédant le 2nd anniversaire du RCF Réinstallé et des termes des financements concernés tels qu'agréés avec les sociétés du Groupe Casino concernées) une année d'extension supplémentaire à la discrétion du Groupe (la « **Durée de 2+1** »).

Il est rappelé que (i) le maintien par une Banque Commerciale ou ses Affiliés des Financements Opérationnels Existants Groupe Casino qui la concernent tel que rappelé aux articles 2.2.5 et 2.2.10 (dans les conditions et termes visés dans les Confirmations et les Confirmations d'Extension) jusqu'à la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock-Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock-Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock-Up **et** (ii) la fourniture par une Banque Commerciale ou ses Affiliés des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino qui la concernent (conformément aux stipulations contractuelles applicables) sur la Durée de 2+1 constituent les contreparties du droit dont elle bénéficie de réinstaller au pair sa participation au sein du Crédit RCF sous forme de RCF Réinstallé au niveau de la société Monoprix (1,656 euro de Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino donnant droit de

réinstaller 1 euro au sein du RCF Réinstallé) pour un montant total pour l'ensemble des Banques Commerciales de RCF Réinstallé de 711.271.972,46 euros.

Le principe de la mise à disposition des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino (qui sont nécessaires à l'équilibre du plan de financement du Groupe Casino) pour une durée de 2 ans à compter de la Date de Restructuration Effective (prorogeable 1 an sous les conditions rappelées ci-dessus) selon les stipulations applicables aux différents contrats constitue à ce titre un engagement du Plan de Sauvegarde Accélérée au sens de l'article L. 626-10, alinéa 1er, du Code de commerce comme cela est prévu à l'article 4.10.

A toutes fins utiles, il est précisé que les Banques Commerciales ne bénéficient pas du privilège mentionné à l'article L. 626-10, alinéa 5, du Code de commerce au titre de la fourniture des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino.

Les principaux termes et conditions des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino figurent en Annexe 8 à titre purement informatif et sans que ces Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino ne constituent une modalité du Plan de Sauvegarde Accélérée ou plus largement, ne soient soumis aux dispositions des Plans de Sauvegarde Accélérée d'une quelconque manière que ce soit, sous réserve de l'engagement visé au paragraphe qui précède.

Ainsi, (i) tout exercice d'un droit ou action visant au recouvrement de toute somme due au titre d'un Nouveau Financement Opérationnel Groupe Casino (en ce inclus toute mesures conservatoire ou voie d'exécution) sera exercée conformément aux dispositions légales et/ou réglementaires de droit commun et (ii) tout différend relatif à un Nouveau Financement Opérationnel Groupe Casino relèvera de la compétence des juridictions de droit commun conformément à la clause attributive de juridiction stipulée dans la documentation contractuelle applicable ou en cas d'inapplicabilité de la clause, par les règles de droit commun en matière de compétence juridictionnelle, à l'exclusion, pour éviter tout doute, du Tribunal de commerce de Paris saisi des procédures de sauvegarde accélérée de CGP, Casino Finance, Monoprix, DCF, CPF, Quatrim et Ségisor.

Le Tribunal de commerce de Paris, saisi des procédures de sauvegarde accélérée de CGP, Casino Finance, Monoprix, DCF, CPF, Quatrim et Ségisor, pourra toutefois connaître des conséquences sur le Plan de Sauvegarde Accélérée résultant de l'inexécution de ses obligations par l'une des Banques Commerciales ou l'un de ses Affiliés au titre d'un Nouveau Financement Opérationnel Groupe Casino (et sauf à ce qu'il ait été remédié à cette inexécution) (i) lorsque l'inexécution aura été préalablement reconnue par une décision rendue à l'issue d'une procédure contradictoire de première instance par le juge saisi conformément au (ii) du paragraphe qui précède qui aura été signifiée à la Banque Commerciale concernée ; et (ii) après la mise en œuvre d'une médiation sous l'égide des Commissaires à l'Exécution du Plan dans les termes de l'Article 4.5.

- Délégation d'une fraction de la créance de Caution RCF CGP

Afin de répondre à la demande de contrepartie des Banques Commerciales (i) de réinstaller une fraction du Crédit RCF au sein du RCF Réinstallé au niveau de Monoprix par voie de compensation de créances ; et (ii) de s'assurer que les modalités d'apurement du nouveau RCF Réinstallé constituent bien des modalités du plan de sauvegarde accélérée de Monoprix, CGP, Monoprix et les Banques Commerciales ont convenu, avant l'ouverture des Procédures de Sauvegarde Accélérée, de la Délégation telle que décrite à l'article 2.2.11.2, aux termes de laquelle CGP a délégué (par voie de délégation imparfaite) Monoprix pour le paiement aux Banques Commerciales de la caution personnelle consentie par CGP en

garantie du Crédit RCF pour un montant, pour chaque Banque Commerciale, égal à son engagement au titre du RCF Réinstallé et à hauteur d'un montant total de 711.271.972,46 euros.

- Extinction de la Caution RCF DCF et mise en place d'une nouvelle caution personnelle par DCF en garantie du RCF Réinstallé

Dans le cadre de la mise en place du RCF Réinstallé, le Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF prévoit :

- l'extinction de la Caution RCF DCF (pour la fraction correspondant aux Créances Délégées Monoprix) à l'égard des Banques Commerciales ; et
- la mise en place d'une nouvelle caution personnelle en garantie du RCF Réinstallé.

La caution personnelle consentie par DCF en garantie du RCF Réinstallé sera sécurisée par les sûretés réelles suivantes :

- un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres de Franprix Leader Price Holding ;
- un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances de prêts intragroupes détenues par DCF, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (*cash pooling*) ;
- un nantissement de compte bancaire de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires détenues en France par DCF.

- Principaux termes et conditions du RCF Réinstallé

Le projet de contrat relatif au RCF Réinstallé figure en Annexe 9, dont les principaux termes et conditions sont les suivants :

Emprunteur	Monoprix
Montant en principal	711.271.972,46 euros
Prêteurs	Banques Commerciales ayant fourni des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino
Objet	Financement et refinancement des dépenses opérationnelles et du besoin en fonds de roulement du Groupe Casino (à l'exclusion du refinancement de tout endettement financier du Groupe Casino, de tout paiement de toute somme due au titre des garanties consenties au bénéfice des porteurs et des bénéficiaires économiques (<i>beneficial owners</i>) d'Obligations HY Quatrim Réinstallées et du financement ou refinancement de toute acquisition, de tout investissement (en ce compris toutes dépenses d'investissement de capital) ou de tout paiement aux actionnaires).
Date de maturité	4 ans à compter de la Date de Restructuration Effective
Rémunération	<u>Taux d'intérêt :</u>

	<p>Euribor (floor 0%) + marge où la marge est calculée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la marge est égale à 1,5% par an pendant les 24 premiers mois à compter de la Date de Restructuration Effective, puis à 2% par an ; - la marge est augmentée : <ul style="list-style-type: none"> o de 1% par an à compter de la date à laquelle le montant en principal du TL Réinstallé à la Date de Restructuration Effective aura été réduit de plus de 50% ; o de 2% par an à compter de la première distribution de dividendes par, ou rachat de titre ou tout autre paiement sur ses titres (à l'exclusion dans chaque cas, de tout rachat de titre conformément au contrat de liquidité sous réserve que ce rachat soit autorisé par le contrat relatif au RCF Réinstallé) par, CGP, <p>étant précisé que les augmentations cumulées des augmentations de marge n'excéderont pas 2% par an</p> <p><u>Commission d'engagement</u> : 30% de la marge applicable sur la fraction non tirée du RCF Réinstallé</p> <p><u>Commission d'utilisation</u> : 0 / 25 / 50 points de base pour 0 / 60 / 80% de seuils d'utilisation</p> <p><u>Période d'intérêts</u> : 1, 3 ou 6 mois, à la discrétion de la Société</p> <p><u>Date de paiement des intérêts</u> : le dernier jour ouvré de chaque période d'intérêts</p>
Clean down	<p><i>Clean down</i> judiciaire : conformément aux dispositions du plan de sauvegarde accélérée de Monoprix</p> <p><i>Clean down</i> contractuel : voir l'article 5.6 (<i>Clean Down</i>) du projet de contrat de RCF Réinstallé figurant en <u>Annexe 9</u> résumé synthétiquement comme suit :</p> <p>Monoprix réalisera un <i>clean down</i> cash d'une durée de 3 jours calendaires consécutifs minimum (i) avant tout remboursement obligatoire du TL Réinstallé et (ii) à compter du premier remboursement obligatoire du TL Réinstallé au moins 1 fois par période continue de 12 mois, avec une durée maximum de 3 mois entre chaque <i>clean down</i> et sans <i>clean down</i> les 30 juin et 31 décembre</p>
Remboursement anticipé total et réduction totale	<p>Voir l'article 8 (<i>Mandatory prepayment and cancellation</i>) du projet de contrat de RCF Réinstallé figurant en <u>Annexe 9</u> résumé synthétiquement comme suit :</p> <p>(i) clause de changement de contrôle au niveau du SPV du Consortium ou de CGP ; (ii) cession de la totalité ou de substantiellement la totalité des actifs de FPLPH et/ou de ses filiales ; (iii) cession de la totalité ou de substantiellement la totalité des actifs de Monoprix ; (iv) cession de la totalité ou de substantiellement la totalité des actifs du Groupe.</p>
Remboursement anticipé partiel et réduction partielle	<p>Voir l'article 8.2 (<i>Mandatory prepayment – Disposal Proceeds</i>) du projet de contrat RCF Réinstallé figurant en <u>Annexe 9</u> et l'article 15 (<i>Mandatory prepayments - Disposals</i>) du projet du Nouvel Accord Inter-Créanciers figurant en <u>Annexe 10</u> incluant notamment un remboursement anticipé (sans annulation) des montants tirés</p>

	préalablement à tout remboursement anticipé obligatoire au titre des cessions d'actifs du TL Réinstallé.
Sûretés personnelles	(i) CGP, (ii) Casino Finance, (iii) DCF et (iv) toute autre société du Groupe Casino qui agirait en qualité de caution au titre du TL Réinstallé (à l'exception de Ségisor), sous réserve des principes de sûreté agréés.
Sûretés réelles	<p><u>CGP</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur l'intégralité des titres détenus par CGP dans Casino Finance, DCF, Monoprix, Tevir et Ségisor ; (ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par CGP, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) et des <i>TLB Proceeds Loans</i> (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties au bénéfice des factors) ; (iii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par CGP ; (iv) le cas échéant, un nantissement portant sur tout compte-titres détenu par CGP. <p><u>Monoprix</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres détenus par Monoprix dans Monoprix Exploitation (devant représenter à la Date de Restructuration Effective 42,66% du capital social de Monoprix Exploitation) et Monoprix Holding ; (ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par Monoprix, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties au bénéfice des factors) ; (iii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par Monoprix. <p><u>DCF</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de compte-titres de premier rang portant sur les titres détenus par DCF dans Franprix Leader Price Holding ; (ii) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par DCF, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties au bénéfice des factors) ; (iii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par DCF. <p><u>Casino Finance</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un nantissement de créances de premier rang portant sur les créances intragroupe détenues par Casino Finance, en ce compris les créances résultant de toute convention de gestion centralisée de trésorerie (<i>cash</i>

	<p><i>pooling</i>) (à l'exclusion des créances détenues sur les locataires-gérants et des créances sur les franchisés nanties au bénéfice des factors) ;</p> <p>(ii) un nantissement de comptes bancaires (à l'exclusion des comptes bancaires nantis au bénéfice des factors) de premier rang portant sur les principaux comptes bancaires ouverts en France par Casino Finance.</p>
Rang	Super-séniorité du RCF Réinstallé par rapport au TL Réinstallé en ce qui concerne l'allocation des produits de réalisation des sûretés et autres paiements devant être affectés conformément à l'ordre des paiements convenu aux termes du Nouvel Accord Inter-Créanciers qui figure en <u>Annexe 10</u> .
Loi applicable	Droit français
Compétence juridictionnelle	Tribunal de Commerce de Paris

Le contrat de RCF Réinstallé sera signé par les parties à la Date de Restructuration Effective.

Les modalités d'apurement du passif au titre de la caution personnelle octroyée par la Société en garantie du RCF Réinstallé, dont le contrat figure en Annexe 9, ainsi que le Nouvel Accord Inter-Créanciers figurant en Annexe 10, feront partie intégrante du Plan de Sauvegarde Accélérée de la Société.

Par conséquent, les obligations réciproques auxquelles chacune des parties aux termes du contrat de RCF Réinstallé constitueront des modalités du plan de sauvegarde accélérée de Monoprix et seront régies par les dispositions du plan de sauvegarde accélérée de Monoprix, lesquelles sont interdépendantes et indissociables des dispositions du Plan de Sauvegarde Accélérée.

Les droits et obligations respectifs des Prêteurs RCF de la classe n° 2 au titre de l'Accord Inter-Créanciers Existant seront également affectés selon les modalités prévues à l'Article 3.5.6.

3.5.3 Extinction de la caution personnelle octroyée par DCF en garantie des Obligations HY Quatrim (traitement de la classe n° 3 (créanciers chirographaires))

La créance de Caution Quatrim DCF fera l'objet d'une extinction à la Date de Restructuration Effective, laquelle emportera, le cas échéant, mainlevée de tout droit accessoire correspondant, conformément à la restructuration globale des Obligations HY Quatrim dans le cadre du Plan de Sauvegarde Accélérée de Quatrim.

Les droits et obligations des Créanciers Affectés de la classe n° 3 au titre de l'Accord Inter-Créanciers Existant, qui constitue un accessoire aux Créances Affectées de cette classe, seront également affectés selon les modalités précisées à l'Article 3.5.6.

Conformément à l'accord convenu avec le groupe *ad hoc* des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) des Obligations HY Quatrim, auquel ont adhéré une majorité de ces bénéficiaires économiques, il est prévu la réinstallation des Obligations HY Quatrim sous forme d'Obligations HY Quatrim Réinstallées, dans le cadre du Plan de Sauvegarde Accélérée de Quatrim.

Par conséquent, et conformément à cet accord, DCF sera définitivement libérée de toute obligation à l'égard des porteurs et bénéficiaires économiques (beneficial owners) des Obligations HY Quatrim.

3.5.4 Abandon des montants résiduels

Tout montant résiduel (en ce inclus les pénalités, commissions d'utilisation et/ou d'engagements, et autres) qui serait dû au titre des Créances Affectées autres que les montants réinstallés, payés ou convertis aux termes de l'Article 3.5 du Plan de Sauvegarde Accélérée ainsi que tout intérêt de retard qui pourrait être dû au titre des Créances Affectées sera abandonné par les créanciers concernés à la Date de Restructuration Effective.

3.5.5 Réduction à zéro des Créances de Dette Parallèle à la Date de Restructuration Effective

En raison de l'extinction de la Caution RCF DCF, de la Caution TLB DCF et de la Caution Quatrim DCF aux termes du Plan de Sauvegarde Accélérée, et plus généralement de l'extinction du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim aux termes des Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe, le montant des Créances de Dette Parallèle sera réduit à zéro à la Date de Restructuration Effective.

3.5.6 Extinction de l'Accord Inter-Créanciers Existant

Ce traitement sera proposé aux classes n° 1 et 2 (créanciers sécurisés) et à la classe n° 3 (créanciers chirographaires).

A la Date de Restructuration Effective, les droits et obligations respectifs des parties à l'Accord Inter-Créanciers Existant seront éteints par l'effet des Plans de Sauvegarde Accélérée. En conséquence, l'Accord Inter Créanciers Existant, qui constitue un accessoire aux Créances Affectées concernées, prendra fin.

En raison (i) des modalités de restructuration des Créances Affectées des Prêteurs RCF, des Prêteurs TLB et des titulaires d'Obligations HY Quatrim aux termes des Plans de Sauvegarde Accélérée et de l'extinction de ces créances aux termes de ces plans ; et (ii) de l'incompatibilité des droits et obligations respectifs des parties à l'Accord Inter-Créanciers Existant avec les dispositions des Plans de Sauvegarde Accélérée, l'ensemble des droits et obligations des Créanciers Affectés des classes n° 1, 2 et 4 ainsi que les droits et obligations des membres du Groupe Casino ayant la qualité de « Debtors » et d' « Intra-Group Lenders » (tels que ces termes sont définis dans l'Accord Inter-Créanciers Existant) seront éteints à la Date de Restructuration Effective par l'effet des Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe.

En conséquence, l'Accord Inter-Créancier Existant prendra fin à cette même date et aucune partie, ayant droit ou ayant cause ne pourra s'en prévaloir.

La Société se réserve, au besoin, la faculté de solliciter (i) dans le cadre du jugement arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée, une injonction reprenant l'interdiction faite aux parties et à leurs ayant-droit ou ayant cause de se prévaloir des stipulations de l'Accord Inter-Créanciers Existant aux termes du présent Plan de Sauvegarde Accélérée et, en parallèle de cette injonction contenue dans le jugement arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée, (ii) des injonctions *in personam* ou toute autre mesure qu'elle jugerait

utile à l'égard des parties à l'Accord Inter-Créanciers et à leurs ayant droit ou ayant cause qui violeraient ces modalités du Plan de Sauvegarde Accélérée.

3.5.7 **Nouvel Accord Inter-Créanciers**

Le Plan de Sauvegarde Accélérée contient un nouvel accord inter-crédanciers ayant vocation à régir les rapports entre certains actionnaires de CGP (en ce compris le Consortium et le SPV du Consortium), les créanciers au titre du RCF Réinstallé, les créanciers au titre du TL Réinstallé et certains membres du Groupe Casino qui figure en Annexe 10 et qui fera partie intégrante des Plans de Sauvegarde Accélérée de CGP et Monoprix, en tant qu'accessoire des contrats du TL Réinstallé et du RCF Réinstallé, et de DCF, Ségisor et Casino Finance, au titre de leurs nouvelles cautions personnelles (le « **Nouvel Accord Inter-Créanciers** »).

Les Administrateurs Judiciaires seront habilités, conformément aux dispositions de l'article L. 626-24 du Code de commerce, à signer le Nouvel Accord Inter-Créanciers au nom et pour le compte des Créanciers Sécurisés défailants, à défaut de signature de celui-ci par ces derniers à la Date de Restructuration Effective.

3.6 VOLET INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

3.6.1 **Evolution du projet industriel du Consortium**

En juin 2023, le Groupe prévoyait un EBITDA 2023 supérieur à 430 millions d'euros (révisé fin juillet 2023 à 214 millions d'euros).

Sur cette base, en juillet 2023, le Consortium a préparé un plan de relance commerciale préservant l'intégrité et l'intégralité du périmètre du Groupe fondé sur le redressement de la rentabilité par la relance commerciale et la croissance du chiffre d'affaires à périmètre constant de magasins :

- Des prix compétitifs et stables sur le long terme ;
- Le développement des marques propres ;
- Des investissements conséquents pour la rénovation des points de vente et le développement de nouveaux concepts ;
- La réhumanisation des points de vente au service du client ;
- Le développement des partenariats et des synergies intra-groupe.

Ce plan s'articulait autour de trois volets pour la France :

- Renforcer le pouvoir d'attraction du périmètre Proximité (Monoprix, Franprix, Naturalia et Casino Proximités) ;
- Relancer la compétitivité des hypermarchés et supermarchés ;
- Finaliser la transformation du modèle Cdiscount.

En parallèle, le Consortium prévoyait de travailler l'efficacité des fonctions support, notamment :

- Améliorer les performances achats ;
- Conserver l'ancrage territorial, créer des équipes siège transverses entre enseignes ;
- Adapter les schémas logistiques.

Les prévisions d'EBITDA 2023 ont ensuite été revues à la baisse par le groupe : en effet, dans un environnement concurrentiel intense, la situation financière de DCF s'est dégradée de manière significative, avec des pertes importantes concentrées sur le périmètre des hypermarchés et supermarchés.

Ainsi, DCF subit un décalage significatif dans ses prévisions financières, ayant un impact significatif sur les prévisions du Groupe :

- au niveau du Groupe :
 - En juin 2023, les prévisions d'EBITDA 2023 s'établissaient à 439 millions d'euros. Ces prévisions ont été mises à jour en juillet 2023 pour l'EBITDA 2023 pour s'établir à 214 millions d'euros. Le décalage étant principalement localisé au niveau de DCF. Le Groupe a enfin revu ces hypothèses d'atterrissage EBITDA 2023 en novembre 2023, qui devrait s'établir entre -140 millions d'euros et -78 millions d'euros.
- au niveau de DCF :
 - A ce jour, DCF anticipe un EBITDA 2023 négatif de moins 558 millions d'euros.
 - Pour l'exercice 2023, DCF anticipe donc des flux de trésorerie opérationnels négatifs - de l'ordre de 1 milliard d'euros (dont 994 millions d'euros pour le périmètre DCF).

Au regard de ces prévisions, le plan initial du Consortium n'est plus viable et un plan de relance alternatif est donc nécessaire.

Le Groupe a engagé une réflexion sur la cession de tout ou partie des hypermarchés et supermarchés – en accord avec le Consortium – avec l'examen des marques d'intérêt reçues de certains acteurs du secteur de la distribution alimentaire pour le rachat de toute ou partie du parc des hypermarchés et supermarchés.

Comme indiqué à l'article 2.3.3, le Groupe a annoncé être entré en discussions exclusives avec le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail en vue d'un projet de cession de la quasi-totalité du périmètre des hypermarchés et des supermarchés du Groupe Casino²⁵ sur la base d'une valeur d'entreprise fixe de 1,35 milliard d'euros (hors immobilier).

Dans ce contexte, le Consortium a donc décidé d'adapter son plan de relance pour DCF sur la base des principes et axes d'action opérationnels suivants :

²⁵ Hors la société Codim 2, qui porte les hypermarchés et supermarchés situés en Corse, et y compris périmètre des magasins franchisés sous réserve de leur accord

- Hypermarchés et supermarchés : cession des magasins ;
- Casino Proximité : repositionnement des prix à la baisse (prix de cession vers les franchisés) et revue de l'assortiment en augmentant le poids des marques distributeurs.

3.6.2 Plan d'affaires actualisé du Consortium

Le Consortium a élaboré un plan d'affaires 2024-2028 sur la base de l'intégralité du périmètre Casino rendu public le 5 octobre 2023 dans le cadre de la signature de l'accord de lock-up relatif à la restructuration financière du Groupe Casino avec les créanciers sécurisés. Le plan, qui a été construit enseigne par enseigne, repose sur les leviers présentés ci-dessous :

- Adopter un positionnement prix EDLP (Every Day Low Price) et s'y tenir sur le long terme, en ligne avec la compétition et en s'adaptant aux différences territoriales
- Investir massivement dans la rénovation et la réhumanisation des magasins afin d'améliorer la qualité du service notamment sur le périmètre HM/SM
- Augmenter les dépenses en marketing
- Améliorer l'assortiment de produits frais à travers l'ensemble des enseignes, notamment via des partenariats/ en concession avec des leaders de leur métier
- Développer l'offre MDD (Marques de Distributeurs) pour accroître l'attractivité et la singularité des enseignes en capitalisant sur les forces du groupe (par exemple l'offre textile de Monoprix)
- Relancer l'expansion de manière sélective et principalement via la franchise, en accélérant la conversion en franchise des magasins en propre lorsque cela est possible
- Accélérer la transition de Cdiscount vers un modèle *marketplace*

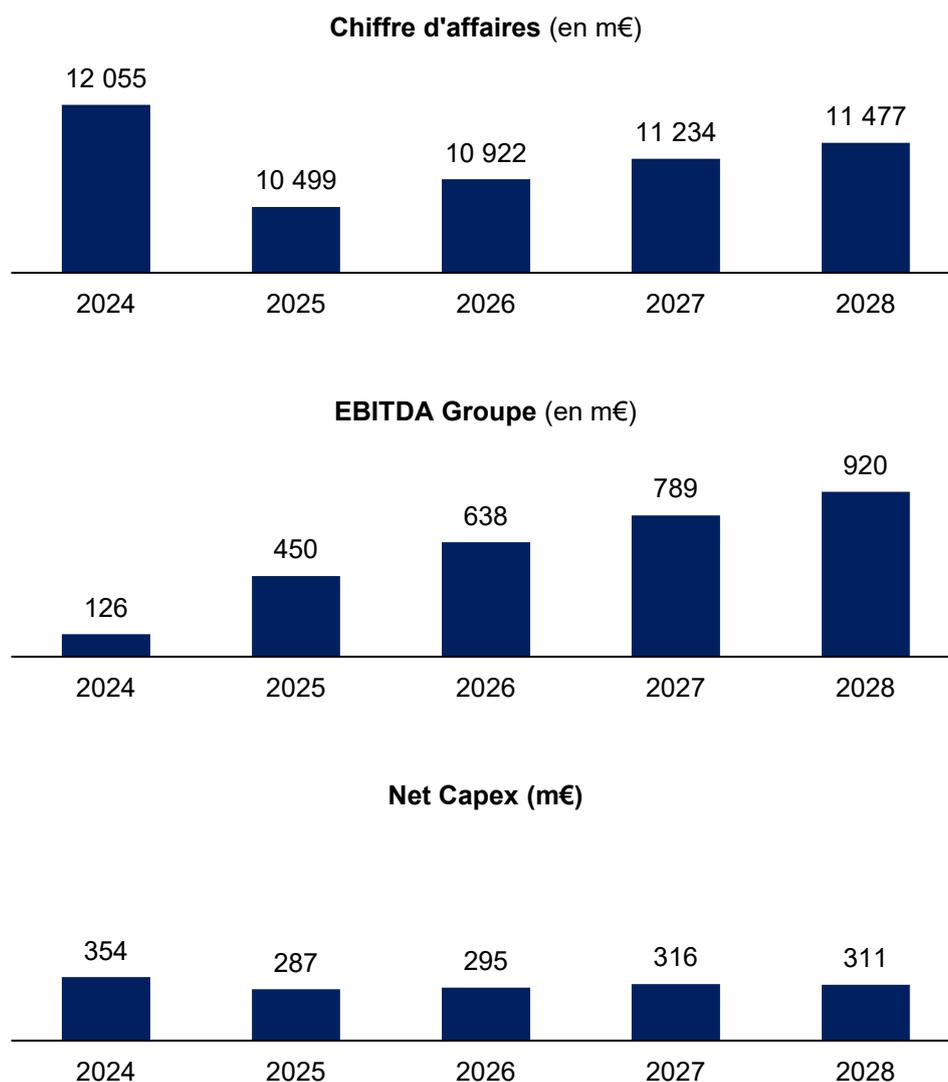
Sur base de ces hypothèses, le plan d'affaires 2024 - 2028 du Consortium présenté le 5 octobre 2023 prévoyait un atterrissage du chiffre d'affaires à 17,5 mds€ (+4,4% TCAM entre 2024 et 2028), ainsi qu'un atterrissage EBITDA à 950 m€.

Les publications des résultats et des projections du Groupe le 26 octobre et le 21 novembre ont montré une dégradation significative de la performance opérationnelle du Groupe Casino, principalement tirée par ses enseignes d'hypermarchés et de supermarchés. Pour rappel, le Groupe Casino a publié 4 atterrissages EBITDA 2023 depuis juin : 439 m€ le 13 juin, 214 m€ le 21 juillet, « <100 » m€ lors de la publication des résultats trimestrielles le 26 octobre et enfin -140 m€ le 21 novembre (montant ajusté par Accuracy)

Dans ce contexte, et suite à la décision du Groupe Casino de mener à bien un processus de cession de ses hypermarchés et supermarchés, le Consortium a revu son plan d'affaires 2024 – 2028 afin de prendre en compte (i) la nouvelle prévision d'atterrissage pour 2023 et (ii) l'annonce de l'entrée en négociations exclusives avec Intermarché et Auchan en vue de la cession de la majeure partie du parc d'hypermarchés et de supermarchés dès le 2ème trimestre 2024.

Dans l'hypothèse où ce plan de cession serait finalisé, le Groupe Casino serait recentré sur Monoprix, Franprix, les magasins de proximité et Cdiscount, engendrant de ce fait un redimensionnement des approvisionnements (AMC), des activités immobilières (IGC), de l'outil logistique (Easydis) et des fonctions support (Casino Service).

Les projections révisées du plan d'affaires Consortium intègrent des hypothèses relatives à ce redimensionnement. Le plan d'affaires révisé est présenté ci-dessous, et les hypothèses enseigne par enseigne sont détaillées dans l'[Annexe 11](#).



La refonte du plan d'affaires Consortium permet de renouer avec la croissance du chiffre d'affaires dès 2026. La cession des hypermarchés et supermarchés, en forte perte d'exploitation, à la fin du premier semestre 2024, permet de revenir à un EBITDA positif en 2024 et en forte croissance dès 2025, sous l'effet des mesures mises en place dans le nouveau plan.

Les flux de trésorerie du plan d'affaires, basé sur un périmètre qui exclut Quatrim et hors remboursement de la dette réinstallée à son échéance de trois ans, se déclinent de la manière suivante :

Montants en €m	FY24	FY25	FY26	FY27	FY28	ΣFY24-28
Chiffre d'affaires	12 055	10 499	10 922	11 234	11 477	56 188
EBITDA	126	450	638	789	920	2 923
Ajustement des loyers versés à Quatrim	(12)	(4)	(3)	(1)	(1)	(21)
Autres produits et charges opérationnels ⁽¹⁾	270	(91)	(71)	(51)	(51)	6
Autres éléments de la CAF	(85)	(46)	(42)	(42)	(42)	(257)
Investissements	(354)	(287)	(295)	(316)	(311)	(1 563)
Flux de trésorerie opérationnel	(56)	22	227	379	516	1 088
Variation du BFR	(599)	14	5	7	3	(570)
CVAE / CIT	-	-	(41)	(61)	(76)	(178)
Flux de trésorerie opérationnel avant cessions	(655)	36	191	326	443	340
Eléments non-courants et produits net des cessions	(147)	(79)	(55)	(55)	(55)	(391)
Frais financiers	(247)	(223)	(225)	(230)	(234)	(1 161)
Flux de trésorerie avant financement	(1 049)	(266)	(89)	40	154	(1 211)
Augmentation de capital	1 200	-	-	-	-	1 200
Levées / (remboursements) de dettes ⁽²⁾	(506)	(36)	186	22	-	(333)
Flux de trésorerie net	(355)	(302)	97	62	154	(344)
Trésorerie au 31/12	640	338	435	497	651	
Dettes Financière Nette	1 798	2 064	2 154	2 113	1 960	
Levier financier	n.a.	4,7x	3,4x	2,7x	2,1x	

(1) Les autres produits et charges opérationnels incluent l'impact positif de la cession du périmètre HM/SM.

(2) Le remboursement du TLB en 2027 n'est pas pris en compte.

Les flux de trésorerie en 2024 tiennent notamment compte des produits de la cession de l'activité HM et SM ainsi que des coûts de réorganisation associés, notamment pour le redimensionnement de la logistique et des structures centrales.

Il y a par ailleurs un impact significatif de normalisation du BFR en 2024 afin de supprimer les délais de paiement fournisseurs d'une part et d'assurer le remboursement de certaines lignes opérationnelles du fait de la cession du périmètre HM et SM d'autre part.

Ces flux de trésorerie intègrent à compter du 1^{er} avril 2024, la nouvelle structure de capital avec notamment :

1. Des augmentations de capital en numéraire pour un montant total de 1,2 md€
2. Une conversion en capital de dettes pour une valeur nominale totale de 5,9 md€
3. Les nouvelles lignes de financement :
 - a. Un prêt à terme de 1,41 md€ d'une maturité de 3 ans et d'un taux d'intérêt fixe de 6% pendant les 9 premiers mois et de 9% par la suite
 - b. Une ligne de crédit renouvelable de 711 m€ avec une maturité de 4 ans et une marge de 1,5% pendant les 24 premiers mois et de 2% par la suite
 - c. L'ensemble des lignes opérationnelles mises en place ou renouvelées dans le cadre de la restructuration pour un montant de 1,250m€ (y compris les lignes de *factoring* et *reverse factoring*). Une partie de ces lignes ne sera plus disponible à l'issue de la cession du périmètre HM/SM.

Les flux de trésorerie sont encore négatifs en 2024 et 2025 du fait de l'absorption des pertes du périmètre HM et SM jusqu'à la date prévue de cession (au plus tard en juin 2024) et des coûts associés à cette cession. A compter de 2027, le groupe devrait générer à nouveau des flux de trésorerie positifs. Ainsi la

dette financière nette reste relativement stable sur la durée du plan mais accompagnée d'une forte réduction du levier financier qui devrait atteindre 2.1x en 2028.

A l'horizon du plan en 2028, les flux opérationnels de trésorerie devraient s'améliorer significativement pour atteindre 443m€. Les investissements devraient s'élever à 1,5 md€ sur la durée du plan afin notamment de rénover le parc de magasins. Les autres éléments et charges opérationnelles devraient se stabiliser autour de 50m€ à l'horizon du plan.

Compte tenu d'une charge d'intérêts annuelle de l'ordre de 230 m€, les flux de trésorerie nets s'établiraient autour de 150m€ en fin de plan en 2028.

3.7 VOLET SOCIAL DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-2 du Code de commerce, le Plan de Sauvegarde Accélérée expose et justifie le niveau et les perspectives d'emploi, ainsi que les conditions sociales envisagées pour la poursuite d'activité.

3.7.1 Perspectives d'emploi au sein de la Société et du Groupe Casino

Au 10 octobre 2023, DCF emploie 18.344 salariés, et le Groupe emploie un effectif d'environ 54.000 salariés en France et 132.000 salariés dans le monde.

L'objectif du Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF (ainsi que les Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe de CGP, Casino Finance, Monoprix, Quatrim, CPF, et Ségisor) est d'assurer la viabilité du Groupe Casino à long terme en préservant autant que possible les emplois et avec la volonté de maintenir le siège à Saint-Etienne.

Aux termes de son offre préliminaire indicative mentionnée à l'article 2.3.3, le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail reprendraient l'ensemble des salariés des magasins hypermarchés et supermarchés cédés.

Dans le cadre des négociations exclusives, des discussions vont être engagées sur un possible engagement de maintien du statut collectif des salariés des magasins pour une durée déterminée ainsi que sur des mesures visant à favoriser le reclassement au sein du Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail des salariés responsables de l'animation régionale des hypermarchés et supermarchés, des fonctions supports et de la logistique.

Pour mémoire, une procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel compétentes de DCF, du Groupement Les Mousquetaires et d'Auchan Retail va être initiée relativement à ce processus de cessions éventuelles, conformément à l'article L. 2312-8 du Code du travail.

Si à l'issue des négociations exclusives engagées avec le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail, le Groupe Casino procède à la cession des hypermarchés et supermarchés de DCF, une analyse sera effectuée afin de déterminer l'impact éventuel sur l'emploi et sur les fonctions supports ainsi que sur les mesures collectives d'accompagnement des salariés pouvant être mises en œuvre dans le cadre des dispositifs légaux et en tenant des comptes des accords collectifs du Groupe Casino, en fonction du périmètre cédé et des engagements pris par le Groupement Les Mousquetaires et Auchan Retail en matière d'emploi.

3.7.2 Modalités d'information et de consultation des instances représentatives du personnel

DCF dispose d'un comité social et économique central (CSEC).

Le 12 octobre 2023, une réunion du CSEC s'est tenue au cours de laquelle cette instance (i) a désigné cinq représentants à l'audience d'ouverture de la procédure de sauvegarde accélérée, conformément aux dispositions des articles L. 611-10 et R. 621-2 du Code de commerce et L. 2312-54 du Code du travail et (ii) rendu un avis favorable au dépôt d'une demande d'ouverture d'une procédure de sauvegarde accélérée, conformément aux dispositions de l'article L. 2312-8 du Code du travail.

Le 31 octobre 2023, le CSEC a désigné le représentant des salariés à la procédure de sauvegarde accélérée, conformément aux articles L. 621-4 et R. 621-14 du Code de commerce.

Le 12 décembre 2023, le CSEC a été réuni lors d'une première réunion d'information en vue de sa consultation sur le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée de DCF et le bilan économique social et environnemental établi par les Administrateurs Judiciaires, conformément à l'article L. 2312 53 2° du Code du travail. A cette occasion, une note d'information détaillée a été remise aux membres du CSEC.

Le CSEC sera réuni pour une seconde réunion le 9 janvier 2024.

PARTIE 4. DISPOSITIONS COMMUNES

4.1 DUREE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

Le Plan de Sauvegarde entrera en vigueur à compter du jugement du Tribunal de commerce de Paris arrêtant le Plan de Sauvegarde pour une durée de 4 années à compter de la Date de Restructuration Effective.

4.2 CONDITIONS SUSPENSIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

La mise en œuvre des opérations prévues par le Plan de Sauvegarde Accélérée est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- stipulée au bénéfice de la Société et du SPV du Consortium :
 - l'arrêté des plans de sauvegarde accélérée de CGP, Casino Finance, CPF, Quatrim, Monoprix et Ségisor par le Tribunal de commerce de Paris, étant précisé que cette condition sera réputée levée nonobstant l'existence de recours contre les jugements d'arrêté des plan de sauvegarde accélérée ;
- stipulée au bénéfice du SPV du Consortium :
 - la satisfaction des conditions suspensives à la mise en œuvre du plan de sauvegarde accélérée de CGP :
 - l'obtention d'une décision (incluant une déclaration d'absence d'autorité), conditionnée ou non, par toute autorité de la concurrence, dans la mesure nécessaire, autorisant ou ne s'opposant pas à (lorsque cette non-objection est, en vertu du droit applicable, interprétée comme une autorisation de réaliser la restructuration envisagée) la restructuration telle que prévue par le Plan de Sauvegarde Accélérée, y compris l'expiration du délai de réflexion applicable lorsque cette expiration est assimilée à une autorisation en vertu du droit applicable, étant précisé que le Consortium et chaque membre du Consortium feront leurs meilleurs efforts pour obtenir de telles décisions, dans un délai raisonnable ;
 - l'octroi, le cas échéant, de l'autorisation par le Ministère de l'Economie français au titre du contrôle des investissements étrangers en application de l'article L. 151-3 du Code monétaire et financier, étant précisé que le Consortium et chaque membre du Consortium feront leurs meilleurs efforts pour obtenir une telle autorisation dans un délai raisonnable ;
 - l'octroi par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) d'une dérogation à l'obligation pour le SPV du Consortium et les membres du Consortium (agissant de concert) de déposer un projet d'offre publique visant les actions de la Société (la « **Dérogation AMF** ») sur le fondement de l'article 234-9, 2° du Règlement Général de l'AMF valide et en vigueur, étant précisé que l'existence de recours contre la Dérogation AMF ne fera pas obstacle à la mise en œuvre

de la restructuration, étant précisé que le Consortium et chaque membre du Consortium feront leurs meilleurs efforts pour obtenir une telle dérogation dans un délai raisonnable ;

- l'octroi, si nécessaire, d'une décision par la Commission Européenne reconnaissant que l'investissement envisagé du Consortium ne relève pas du champ d'application de la loi sur les subventions étrangères (*Foreign Subsidies*), étant précisé que le Consortium et chaque membre du Consortium feront leurs meilleurs efforts pour obtenir une telle décision dans un délai raisonnable ;
- l'octroi par l'Autorité luxembourgeoise des assurances d'une décision autorisant ou ne s'opposant pas au changement de contrôle de Casino RE résultant de la restructuration, étant précisé que le Consortium et chaque membre du Consortium feront leurs meilleurs efforts pour obtenir une telle décision dans un délai raisonnable ;
- la remise du rapport de l'expert indépendant désigné par le conseil d'administration de CGP le 2 octobre 2023, en application de l'article 261-3 du Règlement général de l'AMF, relatif au caractère équitable des conditions financières de la présente restructuration pour les actionnaires existants.

4.3 INTERDEPENDANCE DES PLANS DE SAUVEGARDE ACCELEREE ET DES PROTOCOLES DE CONCILIATION AU BENEFICE DES AUTRES SOCIETES DU GROUPE CASINO POUR LEUR ADOPTION

Le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée de la Société, de première part, les projets de plan de sauvegarde accélérée de CGP, Casino Finance, CPF, Quatrim, Monoprix et Ségisor (ensemble avec le Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée, les « **Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe** », de seconde part, et les protocoles de conciliation de Monoprix Exploitation, Monoprix Holding et Cdiscount (les « **Protocoles de Conciliation Filiales** »), de troisième part, sont interdépendants et indissociables pour leur adoption.

Plus généralement, les Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe et les Protocoles de Conciliation Filiales permettent de restructurer de façon globale l'endettement dont la charge est partagée par plusieurs sociétés du Groupe Casino et le passif dudit Groupe à l'égard des tiers.

En conséquence, les Plans de Sauvegarde Accélérée Groupe et les Protocoles de Conciliation Filiales doivent être appréhendés comme un ensemble pour leur adoption respective aux termes duquel l'arrêté d'un plan de sauvegarde accélérée ou le constat d'un protocole de conciliation donné est conditionné à l'arrêté de l'ensemble de ces plans et au constat de l'ensemble de ces protocoles.

4.4 PRIMAUTE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

En cas de contradiction, les dispositions du corps du Plan de Sauvegarde Accélérée primeront sur les termes :

- des annexes 2, 7, 9 et 10 du Plan de Sauvegarde Accélérée (en ce compris les contrats relatifs au TL Réinstallé et au RCF Réinstallé), étant rappelé que lesdites annexes font partie intégrante du Plan de Sauvegarde Accélérée ;
- des documents d'exécution signés en exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée (étant précisé que la documentation contractuelle relative aux Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino ne saurait constituer des documents d'exécution signés en exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée), étant rappelé que lesdits documents d'exécution font partie intégrante du Plan de Sauvegarde Accélérée ;
- de tout document contractuel précédemment conclu par la Société avec des Parties Affectées et ayant le même objet que le Plan de Sauvegarde Accélérée, en ce compris l'Accord de Principe et l'Accord de Lock-Up.

Il est précisé que tout ajout, complément ou précision stipulée dans les annexes précitées du Plan de Sauvegarde Accélérée ou les documents d'exécution signés en exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée par rapport aux dispositions du corps du Plan de Sauvegarde Accélérée ne constituera pas une contradiction entre les dispositions en question et les termes de l'annexe ou du document contractuel concerné.

Il est précisé que la documentation relative au RCF Réinstallé, TL Réinstallé et Obligations HY Quatrim Réinstallées ne fait pas l'objet d'une publication sur le site internet de CGP mais est mise à la disposition des créanciers concernés par l'Agent des Calculs sur présentation d'une preuve de détention de leur créance dans le Crédit RCF, le Crédit TLB ou les Obligations HY Quatrim (selon le cas) satisfaisante ne datant pas de plus de 15 jours, par e-mail à l'adresse casino@is.kroll.com.

4.5 MEDIATION

Chaque Partie Affectée accepte de faire ses meilleurs efforts pour régler à l'amiable tout différend qui viendrait à naître avec une autre Partie Affectée ou avec la Société quant à l'interprétation ou la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée et s'engage à soumettre, en premier lieu, son différend aux Commissaires à l'Exécution du Plan dans le cadre d'une procédure de médiation afin que les Commissaires à l'Exécution du Plan tentent de rapprocher les parties et régler le différend dans un délai d'un (1) mois à compter du jour de leur saisine.

Ce n'est qu'en cas de non-règlement dudit différend dans le délai précité que les Parties Affectées concernées retrouveront leur entière liberté d'action et pourront entreprendre toute démarche et notamment saisir le Tribunal de commerce de Paris, conformément aux dispositions d'ordre public du Livre VI du Code de commerce.

4.6 EFFET ERGA OMNES ET INDIVISIBILITE DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

À compter de son arrêté par le Tribunal de commerce de Paris, les dispositions du Plan de Sauvegarde Accélérée, les annexes 7, 9 et 10, qui forment un ensemble indivisible, s'appliqueront à la Société et à l'ensemble des Parties Affectées, chacune pour ce qui la concerne, en ce inclus toute Partie Affectée n'ayant pas voté en faveur du Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée, et aux cessionnaires de leurs droits et obligations, ayant droit ou ayant cause.

En tant que de besoin, il est rappelé que les dispositions du Plan de Sauvegarde Accélérée sont indivisibles, s'imposeront et seront opposables à tous, en ce compris l'ensemble des Parties Affectées, que leurs instruments soient ou non soumis au droit français, que ces derniers aient voté dans le cadre de l'une des Classes de Parties Affectées ou non.

4.7 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA BONNE EXECUTION DU PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

4.7.1 Mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée

Conformément à l'article L. 626-24 du Code de commerce, la Société sollicitera du Tribunal de commerce de Paris que les Administrateurs Judiciaires soient autorisés à réaliser les actes, actions et formalités nécessaires à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée et maintenus dans leurs fonctions à cet effet, en ce compris les actes, actions et formalités nécessaires à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée au nom et pour le compte de toute Partie Affectée qui – pour quelque raison que ce soit – n'accomplirait pas les actes, actions ou formalités nécessaires à la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée.

Les Administrateurs Judiciaires seront notamment habilités à signer l'acte d'adhésion au Nouvel Accord Inter-Créanciers au nom et pour le compte des Créanciers Défaillants (tel que ce terme est défini ci-après), à défaut de signature de celui-ci par ces derniers à la Date de Restructuration Effective au plus tard.

4.7.2 Désignation des commissaires à l'exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée

Conformément à l'article L. 626-25 du Code de commerce, la désignation de commissaires à l'exécution du plan sera sollicité par la Société auprès du Tribunal de commerce de Paris à l'effet (i) de surveiller la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée pour la durée de celui-ci (les « **Commissaires à l'Exécution du Plan** ») et (ii) d'assurer la mission de médiation visée à l'Article 4.4.

Les Commissaires à l'Exécution du Plan pourront également détenir, en tant que de besoin, les instruments et/ou fonds revenant aux créanciers non identifiés lors de la mise en œuvre des opérations précitées, le cas échéant à travers une société spécialisée à cet effet.

Il est précisé que certains créanciers seront considérés comme défaillants dans le cas où :

(i) ils ne fourniront pas toutes les informations nécessaires (y compris les certificats de détention), tous les documents signés (en particulier, le cas échéant, tout document juridique requis et notamment, si le créancier en question doit devenir créancier au titre du RCF Réinstallé ou du TLB Réinstallé, un acte d'adhésion au Nouvel Accord Inter-Créanciers), ne feront pas toutes les déclarations nécessaires et ne prendront pas toutes les mesures requises par la Société dans le cadre de l'une des opérations précitées ; ou

(ii) ils ne seraient pas autorisés à détenir des instruments leur revenant,

(les « **Créanciers Défaillants** »).

En ce qui concerne chaque Créancier Défaillant :

- ce dernier aura la possibilité de solliciter les instruments lui revenant auprès des Commissaires à l'Exécution du Plan ou, le cas échéant, du mandataire *ad litem* visé ci-dessous, sous réserve que les conditions requises pour l'attribution de ces titres soient remplies, en particulier, le cas échéant, que le Créancier Défaillant concerné signe tout document juridique requis et notamment, si le créancier en question doit devenir créancier au titre du RCF Réinstallé ou du TLB Réinstallé, un acte d'adhésion au Nouvel Accord Inter-Créanciers ayant vocation à régir les rapports entre créanciers au titre du RCF Réinstallé et du TL Réinstallé ;
- dans l'hypothèse dans laquelle le Créancier Défaillant ne serait pas autorisé à détenir les instruments nouveaux, les Commissaires à l'Exécution du Plan seront autorisés à céder, sur demande du Créancier Défaillant et, dans la mesure du possible, dans un délai d'un (1) mois, la totalité des instruments nouveaux émis lui revenant et à reverser audit Créancier Défaillant les produits de cession ;
- dans le cas où il serait raisonnablement anticipé que les instruments nouveaux ne seront pas intégralement recouverts par ces Créanciers Défaillants lorsque la mission des Commissaires à l'Exécution du Plan prendra fin, la Société sollicitera la désignation d'un mandataire *ad litem* par le Tribunal de commerce de Paris pour une durée maximale expirant le jour du dixième anniversaire de l'arrêt du Plan de Sauvegarde Accélérée, avec la même mission que les Commissaires à l'Exécution du Plan à l'égard de ces Créanciers Défaillants. Dans les six (6) mois avant le terme de sa mission, le mandataire *ad litem* cédera les instruments et en consignera le produit de cession à personne non dénommée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les Commissaires à l'Exécution du Plan et le mandataire *ad litem* n'encourront aucune responsabilité au titre de ces opérations.

Si la cession de supermarchés et/ou d'hypermarchés est envisagée par la Société, celle-ci devra faire part de son projet de cession et des modalités légales et financières de celui-ci aux Commissaires à l'Exécution du Plan en amont de la réalisation de la cession dans les conditions fixées à l'article 4.9.

4.7.3 Règlement de Créanciers Affectés

Il est précisé que la Société demandera au Tribunal de commerce de Paris d'autoriser, par une décision spécialement motivée, et après avis du ministère public, le Commissaire à l'Exécution du Plan à régler l'ensemble des créanciers au titre du Plan de Sauvegarde par l'intermédiaire d'un établissement spécialement organisé pour effectuer des paiements de masse en numéraire ou en valeurs mobilières, conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 626-21 du Code de commerce.

Il est également demandé au Tribunal de commerce spécialisé de Paris de préciser aux termes du jugement arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée que les versements effectués aux Créanciers Affectés au titre de leurs Créances Affectées, dont les Mandataires Judiciaires ont proposé l'admission et pour lesquelles le Juge-Commissaire n'a été saisi d'aucune contestation, soient effectués par les Commissaires à l'Exécution du Plan, à titre provisionnel dès que le jugement arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée est devenu définitif, conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 626-21 du Code de commerce.

4.7.4 Modification du Plan de Sauvegarde Accélérée

Préalablement à l'arrêté du Plan de Sauvegarde Accélérée, le projet de Plan de Sauvegarde Accélérée ne pourra être modifié ou complété par la Société en cas de modifications purement techniques ou administratives et, le cas échéant, la Société pourra rectifier des erreurs matérielles.

Conformément aux articles L. 626-26 et L. 626-31-1 du Code de commerce, à compter du jugement d'adoption du Plan de Sauvegarde Accélérée, toute modification substantielle dans les objectifs ou moyens du Plan de Sauvegarde Accélérée ne pourra être décidée que par le Tribunal de commerce de Paris, et dans les conditions fixées aux articles L. 626-26 et L. 626-31-1 du Code de commerce.

Toutefois, le Plan de Sauvegarde Accélérée pourra être modifié ou complété par CGP en cas de modifications purement techniques ou administratives et, le cas échéant, les erreurs matérielles pourront être rectifiées avec le concours des Commissaires à l'Exécution du Plan. Ces modifications ne constitueront pas des modifications substantielles des objectifs et moyens du Plan de Sauvegarde Accélérée.

4.7.5 De certains évènements et certaines opérations intervenant à la Date de Restructuration Effective et pendant la durée des Plans de Sauvegarde Accélérée

4.7.5.1. Remboursement anticipé volontaire du RCF Réinstallé ou du TL Réinstallé

La Société ne pourra procéder à un remboursement anticipé volontaire (le « **Remboursement Anticipé Volontaire Envisagé** »), selon les termes contractuels prévus au titre du RCF Réinstallé ou du TL Réinstallé, que sous réserve :

- de l'information préalable des Commissaires à l'Exécution du Plan concernant le Remboursement Anticipé Volontaire Envisagé ;
- que le Tribunal de Commerce de Paris ait décidé d'une modification substantielle du Plan de Sauvegarde Accélérée prévoyant le Remboursement Anticipé Volontaire Envisagé pour le cas où les Commissaires à l'Exécution du Plan considéreraient que la réalisation du Remboursement Anticipé Volontaire Envisagé entraînerait une telle modification substantielle au sens de l'article L. 626-26 du Code de commerce.

4.7.6 Voies de recours et mise en œuvre du plan de Sauvegarde Accélérée

Il est rappelé que tout recours non-suspensif à l'encontre du jugement du Tribunal de commerce de Paris arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée ne fera pas obstacle à sa mise en œuvre.

4.7.7 **Résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée**

La résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée ne pourra être décidée que par le Tribunal de commerce de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 626-27 du Code de commerce.

La Société et les Parties Affectées constatent qu'un anéantissement rétroactif des opérations prévues par le Plan de Sauvegarde Accélérée ne pourrait pas être matériellement mis en œuvre en cas de résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée.

Par conséquent, la Société et les Parties Affectées conviennent que la résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée ne prendra effet que pour l'avenir seulement, sans rétroactivité, et ne remettra pas en cause les opérations de mise en œuvre dudit plan intervenues préalablement à son prononcé, notamment les documents d'exécution signés en exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée, en ce compris les opérations et les contrats relatifs au TL Réinstallé et au RCF Réinstallé (ainsi que les garanties, sûretés et privilèges y afférents) et le Nouvel Accord Inter Créanciers, qui demeureront en vigueur et applicables conformément à leurs termes.

La résolution du Plan de Sauvegarde Accélérée ne remettra pas en cause les sommes perçues par les Parties Affectées en règlement de leurs Créances Affectées admises définitivement au passif, et plus largement en application des modalités d'apurement du passif soumises aux dispositions du Plan de Sauvegarde Accélérée, en ce compris les sommes versées au titre du RCF Reinstallé et du TL Reinstallé, demeureront définitivement acquises.

4.8 **ABSENCE DE SOLIDARITE**

Les droits et obligations des différentes parties visées dans le Plan de Sauvegarde Accélérée de la Société ne sont pas solidaires. En conséquence, aucune de ces parties ne pourra être tenue responsable du défaut d'exécution par l'une des autres de ses obligations au titre du Projet de Plan de Sauvegarde Accélérée.

4.9 **INALIENABILITE**

Dans l'hypothèse où le Tribunal de commerce de Paris ordonnerait une mesure d'inaliénabilité sur les actifs qu'il estimerait indispensables à la continuation de l'entreprise conformément à l'article L. 626-14 du Code de commerce, la Société sollicite toutefois, afin de disposer des moyens nécessaires pour la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde Accélérée, que le Tribunal de commerce de Paris n'ordonne aucune inaliénabilité lorsque :

- la cession d'actif envisagée est au bénéfice d'une filiale directe ou indirecte de DCF ou CGP ;
- tout actif cédé en lien avec la cession (directe ou indirecte) d'un fonds de commerce par la société DCF, ou dont la cession serait nécessaire à cette fin ;
- la cession envisagée est une cession, par DCF, de fonds de commerce d'hypermarchés et/ou de supermarché qui, pris globalement, sont déficitaires, directement ou indirectement via la cession des titres de sociétés détenant lesdits fonds de commerce (la « **Cession Potentielle** »), auquel cas DCF s'engage à :

- saisir préalablement, et avant toute réalisation de la Cession Potentielle, les Commissaires à l'Exécution du Plan aux fins de l'informer sur les conditions juridiques et financières de la Cession Potentielle ;
- respecter l'intérêt social de la Société en cas de réalisation de la Cession Potentielle et, le cas échéant, conclure la Cession potentielle à des conditions de marché ;
- ne réaliser une Cession Potentielle que sous réserve que les actifs faisant partie du périmètre de la Cession Potentielle soient déficitaires (c'est-à-dire y compris en agrégeant les actifs rentables du périmètre de la Cession Potentielle) et sous réserve d'une confirmation par un expert indépendant désigné par le Président du Tribunal de commerce de Paris à la requête de la Société ou des Commissaires à l'Exécution du Plan.

La Société sollicite également que le Tribunal de commerce de Paris n'ordonne aucune mesure d'inaliénabilité sur les actifs ayant fait l'objet d'une cession ou d'un projet de cession, *a fortiori* si celle-ci a été préalablement autorisée par le Juge-commissaire, dont le principe a été convenu avant le jugement arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée, et ce y compris si la réalisation de la cession et le transfert de propriété interviennent postérieurement au jugement arrêtant le Plan de Sauvegarde Accélérée.

4.10 PERSONNES TENUES D'EXECUTER LE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

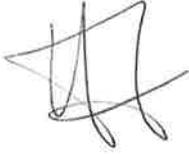
Conformément à l'article L. 626-10 du Code de commerce, le Président de DCF et, le cas échéant ses successeurs, seront tenus à l'exécution du Plan de Sauvegarde Accélérée.

Il est également sollicité du Tribunal de commerce de Paris de prendre acte des engagements du Plan de Sauvegarde Accélérée souscrits par les Banques Commerciales participant au RCF Réinstallé au titre :

- de leur engagement de mise à disposition du RCF Réinstallé dans les termes de celui-ci ; et
- du principe de la mise à disposition des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino au bénéfice des entités du Groupe Casino concernées pour une durée de 2 ans à compter de la Date de Restructuration Effective avec (sous réserve du respect des covenants financiers du RCF Réinstallé à la dernière date de test précédant le 2nd anniversaire du RCF Réinstallé et des termes des financements concernés tels qu'agréés avec les sociétés du Groupe Casino concernées) une année d'extension supplémentaire à la discrétion du Groupe et conformément aux stipulations contractuelles applicables.

Ces engagements deviendront irrévocables à compter du jugement d'adoption du Plan de Sauvegarde Accélérée et le demeureront jusqu'à la fin de la durée du Plan de Sauvegarde Accélérée conformément à l'article 4.1.

[Page de signature du projet de plan de sauvegarde accélérée de Distribution Casino France]

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above a horizontal line.

Distribution Casino France

Représentée par : **Mme Magali DAUBINET-SALEN, Président**

LISTE DES ANNEXES AU PROJET DE PLAN DE SAUVEGARDE ACCELEREE

- Annexe 1 Extrait Kbis de la Société
- Annexe 2 Présentation de l'endettement financier et non financier de la Société et du Groupe Casino
- Annexe 3 Lettres de confirmation des Financements Opérationnels Groupe Casino Existants (envoyées en juillet 2023)
- Annexe 4 Lettres de confirmation des Financements Opérationnels Groupe Casino Existants (envoyées en octobre 2023)
- Annexe 5 Avenant à l'Accord Inter-Créanciers
- Annexe 6 Etat de l'actif et du passif affecté de DCF à la date du Jugement d'Ouverture
- Annexe 7 Contrat de TL Réinstallé
- Annexe 8 Termes et conditions des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino
- Annexe 9 Contrat de RCF Réinstallé
- Annexe 10 Nouvel Accord Inter-Créanciers
- Annexe 11 Plan d'affaires du Consortium

Annexe 1 – Extrait K-bis de la Société



N° de gestion 1999B00705

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 18 décembre 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 428 268 023 R.C.S. Saint Etienne
Date d'immatriculation 10/12/1999
Dénomination ou raison sociale **DISTRIBUTION CASINO FRANCE**
Sigle D.C.F.
Forme juridique Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
Capital social 106 801 329,00 Euros
- Mention n° 10168 du 29/12/2011 Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport de la société HERNA - RCS ST ETIENNE 393 480 595
Adresse du siège 1 Cours Antoine Guichard 42000 Saint-Étienne
Activités principales La vente de tous produits et articles alimentaires ou non, la vente de tout type de véhicules motorisés, le négoce et l'importation de métaux précieux la création et l'exploitation de magasins pour la fourniture de tous produits alimentaires ou non ainsi que de tous services ; la restauration rapide et la vente à emporter ; la location de véhicules automobiles sans chauffeur et intermédiation d'assurance. Achats approvisionnement conseils et prestations de service dans le domaine informatique.
Durée de la personne morale Jusqu'au 31/12/2097
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms SALEN Magali Marie-Ange Renée
Nom d'usage DAUBINET SALEN
Date et lieu de naissance Le 29/03/1977 à Saint-Étienne (42)
Nationalité Française
Domicile personnel 5 Impasse Jean de la Fontaine 42110 Feurs

Directeur général

Nom, prénoms DEGRES Ludovic Michel Marie André
Date et lieu de naissance Le 12/11/1978 à Nantes (44)
Nationalité Française
Domicile personnel 4 Rue Édouard Petit 42000 Saint-Étienne

Directeur général

Nom, prénoms CORRADO Sébastien Joseph
Date et lieu de naissance Le 04/05/1982 à Saint-Étienne (42)
Nationalité Française
Domicile personnel 16 Lotissement du Bois des Pins 42290 Sorbiers

Directeur général

Nom, prénoms FRADIN Philippe Christian Jean
Date et lieu de naissance Le 13/12/1969 à Marseille 8ème (13)
Nationalité Française
Domicile personnel 322 Chemin De la Pouraques 06140 Vence

Directeur général

Nom, prénoms FRAS Franck Charles
Date et lieu de naissance Le 06/11/1971 à Nancy (54)
Nationalité Française

Greffes du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

Membre du directoire

Nom, prénoms SALEN Magali Marie-Ange Renée
Nom d'usage DAUBINET SALEN
Date et lieu de naissance Le 29/03/1977 à Saint-Étienne (42)
Nationalité Française
Domicile personnel 5 Impasse Jean de la Fontaine 42110 Feurs

Membre du directoire

Nom, prénoms CORRADO Sébastien Joseph
Date et lieu de naissance Le 04/05/1982 à Saint-Étienne (42)
Nationalité Française
Domicile personnel 16 Lotissement du Bois des Pins 42290 Sorbiers

Membre du directoire

Nom, prénoms DEGRES Ludovic Michel Marie André
Date et lieu de naissance Le 12/11/1978 à Nantes (44)
Nationalité Française
Domicile personnel 4 Rue Édouard Petit 42000 Saint-Étienne

Membre du directoire

Nom, prénoms FRAS Franck Charles
Date et lieu de naissance Le 06/11/1971 à Nancy (54)
Nationalité Française
Domicile personnel 123 Quai Jules Guesdes 94400 Vitry-sur-Seine

Membre du directoire

Nom, prénoms FRADIN Philippe Christian Jean
Date et lieu de naissance Le 13/12/1969 à Marseille 8ème (13)
Nationalité Française
Domicile personnel 322 Chemin De la Pouraoue 06140 Vence

Membre du directoire

Nom, prénoms HOUSSAY Aurélie Armelle Marie
Date et lieu de naissance Le 29/08/1984 à Loretteville (Canada)
Nationalité Française
Domicile personnel 12 Rue du Maréchal Foch 78120 Rambouillet

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination DELOITTE & ASSOCIES
Forme juridique Société par actions simplifiée
Adresse 6 Place DE LA PYRAMIDE 92908 Paris la Défense Cedex
Immatriculation au RCS, numéro 572 028 041 RCS Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

Nom, prénoms JULLIEN Joël
Date et lieu de naissance Le 13/08/1947 à Bourgoin-Jallieu (38)
Nationalité Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle 42 Chemin du Moulin Carron Le Norly Bâtiment B2 69130 Écully

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 1 Cours Antoine Guichard 42000 Saint-Étienne

Activité(s) exercée(s) La vente de tous produits et articles alimentaires ou non, la vente de tout type de véhicules motorisés, le négoce et l'importation de métaux précieux la création et l'exploitation de magasins pour la fourniture de tous produits alimentaires ou non ainsi que de tous services ; la restauration rapide et la vente à emporter ; la location de véhicules automobiles sans chauffeur et intermédiation d'assurance. Achats approvisionnement conseils et prestations de service dans le domaine informatique.

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

Date de commencement d'activité 27/06/2000
Origine du fonds ou de l'activité Transfert
Mode d'exploitation Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement Quartier de Monthieu 42100 Saint-Étienne

Enseigne GEANT MONTHIEU

Activité(s) exercée(s) Hypermarché

Date de commencement d'activité 01/07/2000

Origine du fonds ou de l'activité Acquisition par fusion

Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement 62 Rue Bergson 42000 Saint-Étienne

Activité(s) exercée(s) Supermarché

Date de commencement d'activité 01/07/2000

Origine du fonds ou de l'activité Acquisition par fusion

Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement 39-41 Rue des Alliés 42100 Saint-Étienne

Enseigne VIVAL

Activité(s) exercée(s) Loueur de fonds (alimentation générale de type supérette).

Date de commencement d'activité 10/12/2019

Origine du fonds ou de l'activité Acquisition par fusion

Mode d'exploitation Mise en location-gérance du fonds

Adresse de l'établissement 28 Rue Général de Gaulle 42000 Saint-Étienne

Enseigne VIVAL by Casino

Activité(s) exercée(s) Alimentation générale de type supérette (+120m2)

Date de commencement d'activité 01/07/2000

Origine du fonds ou de l'activité Acquisition par fusion

Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement 14 Rue de la Liberté 42000 Saint-Étienne

Enseigne VIVAL by Casino

Activité(s) exercée(s) Alimentation générale de type supérette (>120 m2)

Date de commencement d'activité 01/07/2000

Origine du fonds ou de l'activité Acquisition par fusion

Mode d'exploitation Exploitation directe

Adresse de l'établissement 115 Cours Fauriel 42100 Saint-Étienne

Activité(s) exercée(s) Supermarché

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	100 Cours Fauriel 42100 Saint-Étienne
<i>Enseigne</i>	CASINO shop
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette (-120m2)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	25 Rue de la Libération 42480 La Fouillouse
<i>Enseigne</i>	PETIT CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette (-120m2)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	Centre Commercial de la BP 46 Beraudière 42150 La Ricamarie
<i>Enseigne</i>	GEANT RICAMARIE
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Hypermarché
<i>Date de commencement d'activité</i>	02/03/2021
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	Place Maréchal Foch Angle rue du Forez et 42660 Saint-Genest-Malifaux
<i>Enseigne</i>	PETIT CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette (-120m2)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	Résidence Jean Jaurès place de la République 42650 Saint-Jean-Bonnefonds
<i>Enseigne</i>	PETIT CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Loueur de fonds (alimentation générale de type supérette (-120m2).
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds
<i>Locataire-gérant</i>	
<i>Dénomination</i>	SAS YF
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Adresse</i>	Place Louis Comte 42400 Saint-Chamond

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	908 977 309 RCS Saint Etienne
<i>Adresse de l'établissement</i>	Ratarieux RN 82 42270 Saint-Priest-en-Jarez
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Supermarché
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	2 Rue de la République 42390 Villars
<i>Enseigne</i>	PETIT CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette (-120m2)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	16 Rue de la République 42230 Roche-la-Molière
<i>Enseigne</i>	SPAR
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	loueur (alimentation générale de type supérette (+120m2))
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/10/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds
<i>Locataire-gérant</i>	
<i>Dénomination</i>	ELCAL
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	981 371 941 RCS Saint Etienne
<i>Adresse de l'établissement</i>	14 Rue Gerentet 42000 Saint-Étienne
<i>Enseigne</i>	CASINO SHOP
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Loueur (alimentation générale de type supérette (+120 m2))
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds
<i>Locataire-gérant</i>	
<i>Dénomination</i>	SABTI
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Adresse</i>	32 Avenue Berthelot 69007 Lyon
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	819 513 821 RCS Lyon
<i>Adresse de l'établissement</i>	14 Place Paul Louis Courrier Quartier Solaure 42100 Saint-Étienne
<i>Enseigne</i>	CASINO SHOP
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette (+120m2)
<i>Date de commencement d'activité</i>	07/05/2004
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

Mention du 04/05/2004 : Fonds acquis de la SARL FLASH - RCS 409 749 702 au prix de 152 450,00 euros à compter du 7.5.2004

Précédent exploitant

Dénomination

FLASH

Adresse

Place Paul-Louis Courier 42000 Saint-Étienne

Numéro unique d'identification

409 749 702

Locataire-gérant

Dénomination

ADAMELIE SOLAURE

Immatriculation au RCS, numéro

922 241 393 RCS Saint Etienne

Adresse de l'établissement

21 Rue du Onze Novembre 42100 Saint-Étienne

Enseigne

PETIT CASINO

Activité(s) exercée(s)

Alimentation générale de type supérette (fin de la mention ape 6820b, reprise du code ape 4711c)

Date de commencement d'activité

16/04/2019

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

Adresse de l'établissement

8 B Rue de Montbrison 42530 Saint-Genest-Lerpt

Activité(s) exercée(s)

Superette

Date de commencement d'activité

22/12/2008

Origine du fonds ou de l'activité

Achat

Mode d'exploitation

Exploitation directe

Précédent exploitant

Dénomination

Sarl P. C. P. ANÇAISE

Adresse de l'établissement

10 Place Geoffroy Guichard 42110 Feurs

Activité(s) exercée(s)

Superette, snacking.

Date de commencement d'activité

01/07/2000

Mode d'exploitation

Exploitation directe

Adresse de l'établissement

18 Place de la République 42380 Saint-Bonnet-le-Château

Enseigne

CASINO shop

Activité(s) exercée(s)

Loueur (alimentation générale de type supérette)

Date de commencement d'activité

01/07/2000

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Mise en location-gérance du fonds

Locataire-gérant

Dénomination

GUILLOT SBLC

Immatriculation au RCS, numéro

978 247 583 RCS Saint Etienne

Adresse de l'établissement

32 Rue Alexandre Seon 42140 Chazelles-sur-Lyon

Enseigne

PETIT CASINO

Activité(s) exercée(s)

Alimentation générale de type supérette apport de la sté casino France sas siret 428 268 2023 12866

Date de commencement d'activité

01/07/2000

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	1 Place Grenette 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
<i>Enseigne</i>	PETIT CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Loueur (alimentation générale de type supérette apport de la sté casino France sas siret 428 268 023 20745)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds
<i>Locataire-gérant</i>	
<i>Dénomination</i>	SAS 3H DISTRIBUTION
<i>Adresse</i>	12 Rue Edison 69150 Décines-Charpieu
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	834 394 728 RCS Lyon
<i>Adresse de l'établissement</i>	4 Rue de l'Ancien Pont 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
<i>Enseigne</i>	VIVAL BY CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Loueur (alimentation générale de type supérette apport de la sté casino France sas siret 428 268 023 21560)
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds
<i>Locataire-gérant</i>	
<i>Dénomination</i>	SAS 3H DISTRIBUTION
<i>Adresse</i>	12 Rue Edison 69150 Décines-Charpieu
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	834 394 728 RCS Lyon
<i>Adresse de l'établissement</i>	146 Route De Bonson 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Siret 428 268 023 01760
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2000
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Apport
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	la Richelande 42330 Saint-Galmier
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Supermarché
<i>Date de commencement d'activité</i>	15/06/2002
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Acquisition par fusion
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
	FONDS PRECEDEMMENT EXPLOITE EN LOCATION GERANCE JUSQU'AU30.11.2004
<i>Adresse de l'établissement</i>	17 Place du Forez Immeuble Privilège 42160 Andrézieux-Bouthéon
<i>Enseigne</i>	VIVAL
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Supérette
<i>Date de commencement d'activité</i>	03/12/2007
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

Mode d'exploitation

Location-gérance

Mise en location gérance du fonds au profit de la société COMMERCES ET SERVICES LIGERIENS - CSL RCS St Etienne 829 957 687 à compter du 21/06/2017 renouvelable par tacite reconduction pour deux périodes successives et consécutives d'un an- Nouveau contrat de location gérance en date du 05/06/2019 pour la Sté COMMERCES ET SERVICES LIGERIENS-CSL pour une période d'un an à compter du 05/06/2019 puis RPTR pour 2 périodes successives et consécutives d'un an.- fin de la location gérance le 31/05/2021 - Nouveau contrat de location gérance en date du 01/06/2021 pour la société SAS 3H DISTRIBUTION RCS Lyon 834 394 728 pour une durée d'un an RPTR 2 fois 1 an

*Locataire-gérant**Dénomination*

SAS 3H DISTRIBUTION

Adresse

227 Avenue Jean Jaurès 1 Rue Curie 69150 Décines-Charpieu

Immatriculation au RCS, numéro

834 394 728 RCS Lyon

Adresse de l'établissement

4 Grande rue De Randan 42110 Feurs

Activité(s) exercée(s)

Supermarché (exploitation directe) station service (Loueur de fonds)

Date de commencement d'activité

25/10/2010

Origine du fonds ou de l'activité

Achat

Mode d'exploitation

Loueur fonds et exploi. Directe fonds donné en location gérance a la societe CASINO CARBURANT RCS ST ETIENNE 428 267 942 A compter du 25.10.2010.

*Précédent exploitant**Dénomination*

Sté PAREA

Adresse de l'établissement

1 Boulevard Henri Seneclauze Angle 8 Bis Rue de la République 42220 Bourg-Argental

Enseigne

PETIT CASINO

Activité(s) exercée(s)

Loueur (alimentation générale de type supérette (+120 M2)

Date de commencement d'activité

10/07/2010

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Mise en location-gérance du fonds

*Locataire-gérant**Dénomination*

SABTI 19

Adresse

6 Rue de la République 69250 Neuville-sur-Saône

Immatriculation au RCS, numéro

980 306 450 RCS Lyon

Adresse de l'établissement

30 Rue Antoine Durafour 42100 Saint-Étienne

Activité(s) exercée(s)

Superette

Date de commencement d'activité

23/11/2012

Origine du fonds ou de l'activité

Achat

Mode d'exploitation

Exploitation directe

*Précédent exploitant**Dénomination*

HERBELLE

Numéro unique d'identification

477 945 976

Adresse de l'établissement

11-13 Rue Bergson 42000 Saint-Étienne

Activité(s) exercée(s)

Alimentation générale de type supérette

Date de commencement d'activité

02/11/2013

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	42 Rue du Onze Novembre 42100 Saint-Étienne
<i>Enseigne</i>	CASINO SHOP
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/01/2016
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	1 Rue Du Docteur Guinard 42680 Saint-Marcellin-en-Forez
<i>Enseigne</i>	LE PETIT CASINO
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette avec activité de snacking
<i>Date de commencement d'activité</i>	18/12/2020
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	Avenue Denfert-Rochereau Bâtiment D 42100 Saint-Étienne
<i>Enseigne</i>	CASINO#toutprès
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette avec activité de snacking, presse et point retrait colis
<i>Date de commencement d'activité</i>	16/12/2020
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	Lieu-dit La Gouyonniere 42160 Andrézieux-Bouthéon
<i>Enseigne</i>	CASINO DRIVE
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Drive voiture enlèvement de tous produits alimentaires et non alimentaires par commande internet
<i>Date de commencement d'activité</i>	29/11/2020
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Transmission universelle du patrimoine à l'associé unique
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Précédent exploitant</i>	
<i>Dénomination</i>	OLENYDIS
<i>Numéro unique d'identification</i>	497 584 946
<i>Adresse de l'établissement</i>	9 Place Clémenceau 42570 Saint-Héand
<i>Enseigne</i>	CASINO # TOUT PRES
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette.
<i>Date de commencement d'activité</i>	28/01/2021
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

<i>Adresse de l'établissement</i>	13 Rue du Onze Novembre 42580 L'Étrat
<i>Enseigne</i>	CASINO # TOUT PRES
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Alimentation générale de type supérette
<i>Date de commencement d'activité</i>	10/02/2021
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	Centre Commercial la Béraudière BP 46 SOLO IN SHOP 42150 La Ricamarie
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Activité de préparation de commandes e commerce en alimentaire et non alimentaire
<i>Date de commencement d'activité</i>	02/03/2021
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	1 Cours Antoine Guichard 42000 Saint-Étienne
<i>Nom commercial</i>	CASINO MAX ABONNEMENT
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Suivi et gestion des abonnements CASINO MAX
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/12/2021
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe
<i>Adresse de l'établissement</i>	55 Rue de la Libération Et 2 Ter Rue de la Croix 42480 La Fouillouse
<i>Enseigne</i>	CASINO SHOP
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Loueur de fonds (Alimentation générale)
<i>Date de commencement d'activité</i>	12/09/2022
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Adjudication
<i>Précédent exploitant</i>	
<i>Dénomination</i>	SOLUSHOP
<i>Numéro unique d'identification</i>	821 854 130
<i>Mode d'exploitation</i>	Mise en location-gérance du fonds
<i>Locataire-gérant</i>	
<i>Dénomination</i>	LP JEAN MOULIN
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	911 627 537 RCS Saint Etienne

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg en Bresse

R.C.S. Saint Quentin

R.C.S. Cusset

R.C.S. Montluçon

R.C.S. Manosque

R.C.S. Gap

R.C.S. Antibes

R.C.S. Cannes

R.C.S. Grasse

Greffes du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

R.C.S. Nice

R.C.S. Aubenas

R.C.S. Sedan

R.C.S. Foix

R.C.S. Troyes

R.C.S. Carcassonne

R.C.S. Narbonne

R.C.S. Rodez

R.C.S. Aix en Provence

R.C.S. Marseille

R.C.S. Salon de Provence

R.C.S. Tarascon

R.C.S. Caen

R.C.S. Lisieux

R.C.S. Aurillac

R.C.S. Angoulême

R.C.S. La Rochelle

R.C.S. Saintes

R.C.S. Bourges

R.C.S. Brive la Gaillarde

R.C.S. Ajaccio

R.C.S. Bastia

R.C.S. Dijon

R.C.S. Saint Brieuc

R.C.S. Guéret

R.C.S. Bergerac

R.C.S. Périgueux

R.C.S. Besançon

R.C.S. Romans

R.C.S. Evreux

R.C.S. Chartres

R.C.S. Brest

R.C.S. Quimper

R.C.S. Nîmes

R.C.S. Toulouse

R.C.S. Auch

R.C.S. Bordeaux

R.C.S. Libourne

R.C.S. Béziers

R.C.S. Montpellier

R.C.S. Rennes

R.C.S. Saint Malo

R.C.S. Tours

R.C.S. Grenoble

R.C.S. Vienne

R.C.S. Lons-le-Saunier

R.C.S. Dax

R.C.S. Mont de Marsan

R.C.S. Blois

R.C.S. Roanne



Greffes du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

R.C.S. Le Puy en Velay

R.C.S. Nantes

R.C.S. Saint Nazaire

R.C.S. Orléans

R.C.S. Cahors

R.C.S. Agen

R.C.S. Mende

R.C.S. Angers

R.C.S. Cherbourg

R.C.S. Coutances

R.C.S. Reims

R.C.S. Chaumont

R.C.S. Laval

R.C.S. Nancy

R.C.S. Bar le Duc

R.C.S. Lorient

R.C.S. Vannes

R.C.S. Metz

R.C.S. Nevers

R.C.S. Dunkerque

R.C.S. Lille Métropole

R.C.S. Beauvais

R.C.S. Compiègne

R.C.S. Alençon

R.C.S. Arras

R.C.S. Boulogne sur Mer

R.C.S. Clermont Ferrand

R.C.S. Bayonne

R.C.S. Pau

R.C.S. Tarbes

R.C.S. Perpignan

R.C.S. Strasbourg

R.C.S. Colmar

R.C.S. Mulhouse

R.C.S. Lyon

R.C.S. Villefranche-Tarare

R.C.S. Vesoul

R.C.S. Chalon sur Saône

R.C.S. Mâcon

R.C.S. Le Mans

R.C.S. Chambéry

R.C.S. Annecy

R.C.S. Thonon

R.C.S. Paris

R.C.S. Dieppe

R.C.S. Rouen

R.C.S. Meaux

R.C.S. Melun

R.C.S. Evry

R.C.S. Pontoise



Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

R.C.S. Versailles

R.C.S. Niort

R.C.S. Amiens

R.C.S. Albi

R.C.S. Castres

R.C.S. Montauban

R.C.S. Draguignan

R.C.S. Fréjus

R.C.S. Toulon

R.C.S. Avignon

R.C.S. La Roche sur Yon

R.C.S. Poitiers

R.C.S. Limoges

R.C.S. Epinal

R.C.S. Auxerre

R.C.S. Sens

R.C.S. Belfort

R.C.S. Nanterre

R.C.S. Bobigny

R.C.S. Créteil



MENTIONS DES DECISIONS INTERVENUES DANS DES PROCEDURES DE SAUVEGARDE, DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE, DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, DE REGLEMENT JUDICIAIRE OU DE LIQUIDATION DES BIENS

- Mention n° F23/018730 du 26/10/2023

Le Tribunal de Commerce de PARIS a prononcé le 25/10/2023 l'ouverture d'une procédure de sauvegarde accélérée sous le numéro P202302889 et a désigné juge commissaire : M. Michel Teytu, administrateur : SCP d'ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES ABITBOL & ROUSSELET en la personne de Me Frédéric Abitbol 38 avenue Hoche 75008 Paris, SELARL FHBX en la personne de Me Hélène Bourbouloux 176 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, SELARL THEVENOT PARTNERS en la personne de Me Aurélia Perdereau 42 rue de Lisbonne 75008 Paris, , avec les pouvoirs : de surveiller, mandataire judiciaire : SCP BTSG en la personne de Me Marc Sénéchal 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine, SELAFA MJA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas 102 rue du Faubourg Saint-Denis 75479 Paris Cedex 10, SELARL FIDES en la personne de Me Bernard Corre 5 rue de Palestro 75002 Paris

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 36

Observations concernant l'établissement situé 1 esplanade De France 42000 Saint-Etienne : Observation depuis le 10/12/1999 : Mention du 31/07/2000 : APPORT PARTIEL ACTIF DE LA BRANCHE " DISTRIBUTION " DE LA SOCIETE L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO RCS ST ETIENNE B 428 269 856 A COMPTER DU 1.7.2000

- Mention n° 37

Observations concernant l'établissement situé 4 rue de Tardy 42100 Saint-Etienne : Observation depuis le 10/12/1999 : DROIT AU BAÏL ACQUIS DE LA SOCIETE LE FROID FOREZIEN RCS ST ETIENNE B 584 502 066 AU PRIX DE 305 000 FRS A COMPTER DU 20.12.2000

- Mention n° 38

Observations concernant l'établissement situé 16 rue de la République 42230 Roche-la-Molière : Observation depuis le 10/12/1999 : FONDS ACQUIS DE LA SA SOCIETE LYONNAISE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL RCS B 410 410 434 AU PRIX DE 684 190 FRS A COMPTER DU 01.10.2000 Mention du 03/03/2005 : RECTIFICATION D ERREUR MATERIELLE ANCIENNE ADRESSE : 14 RUE DE LA REPUBLIQUE NOUVELLE ADRESSE : 16 RUE DE LA REPUBLIQUE A COMPTER DU 17.02.2005

- Mention n° 39

Observations concernant l'établissement situé 8 place Bellevue 42100 Saint-Etienne : Observation depuis le 10/12/1999 : FONDS ACQUIS DE LA SA SOCIETE LYONNAISE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL RCS B 410 410 434 AU PRIX DE 1 FRS A COMPTER DU 08.12.2000

- Mention n° 40

Observations concernant l'établissement situé 17 rue Bergson 42000 Saint-Etienne : Observation depuis le 10/12/1999 : Mention du 02/04/2003 :

N° de gestion 1999B00705

ACQUISITION DU DROIT AU BAIL DE SARL BOUTIQUE CHAMBON
Irène RCS 323 346 726 au prix de 83 840 Eu à compter du 14.03.2003 -

- Mention n° 41

Observations concernant l'établissement situé 23 boulevard Pasteur 42000 Saint-Etienne : Observation depuis le 10/12/1999 : Acquisition du DROIT AU BAIL de la SARL ECOBIO SERVICE - RCS 398 723 254 à compter du 18.4.2003

- Mention n° 42

Observations concernant l'établissement situé boulevard Duguet 42600 Savigneux : Observation depuis le 10/12/1999 : --- APPORT *** Ancien(s) propriétaire(s) : CASINO FRANCE SAS - Réf. immatriculation : B380236695 - radiation le 08/08/2000 *** Précédent Exploitant : CASINO FRANCE SAS - RCS : B380236695

- Mention n° 43

Observations concernant l'établissement situé 24 avenue Irénée Laurent 42340 Veauche : Observation depuis le 10/12/1999 : APPORT DE LS TE CASION FRANCE SAS B 428.268.023.

- Mention n° 44

Observations concernant l'établissement situé la Richelande 42330 Saint-Galmier : Observation depuis le 10/12/1999 : FUSION ABSORPTION DE LA STE JACELLI

- Mention n° 2 du 10/12/1999

Historique des observations depuis le 10/12/1999 : MODIFICATION RCS DU 18.05.2000 CHANGEMENT DE DENOMINATION A COMPTER DU 03.05.2000 ANCIENNE DENOMINATION : DRALLIAM -----
----- Mention du 11/08/2000 : Immatriculation de 78 établissements secondaires. Les fonds de commerce ont été apportés le 01/07/2000 à DISTRIBUTION CASINO FRANCE par la société L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO dans le cadre d'un apport de branche complète d'activité, L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO les ayant reçu de la société CASINO GUICHARD PERRACHON dans le cadre d'un apport d'une branche complète d'activité, CASINO GUICHARD PERRACHON les ayant reçu de sa filiale CASINO FRANCE suite à la fusion par absorption de cette dernière. Les fonds de commerce apportés n'ont jamais été exploités par L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO et CASINO GUICHARD PERRACHON. Mention du 05/01/2001 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A ST ETIENNE - 13 RUE DE TARDY A COMPTER DU 20.12.2000 Mention du 22/02/2001 : AUGMENTATION DU CAPITAL DE 25 000 000 EUROS A 25 021 465 EUROS SUITE A APPORT PAR LA SOCIETE TOUT POUR LA MAISON RCS ST ETIENNE B 326 590 775 D'UNE BRANCHE D'ACTIVITE D'EQUIPEMENT DE LA MAISON DE MOUANS SARTOUX A COMPTER DU 11.12.2000 Mention du 26/02/2001 : AUGMENTATION DU CAPITAL DE 25 021 465 EUR A 25 032 420 EUR SUITE APPORT PAR LA SA MEUBLES CHANUT RCS ST ETIENNE B 675 620 363 D'UNE BRANCHE D'ACTIVITE : VENTE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS EXPLOITE DANS LE CENTRE COMMERCIAL HYPER - 19 BRIVES MALEMORT A COMPTER DU 29.12.2000 Mention du 05/04/2001 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A FIRMINY - 6 RUE BENOIT FRACHON A COMPTER DU 01.07.2000 Mention du 18/10/2001 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A 42400 ST CHAMOND - 7 PLACE DE SAVOIE VENTE DU FONDS A PONCET Patrick RCS A 390 862 274 A COMPTER DU 05.07.2001 Mention du 15/01/2002 : SUPPRESSION DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES SIS A - 42100 ST ETIENNE - 12 RUE DES DRS CHARCOT A COMPTER DU 31.05.2001 - 42100 ST ETIENNE - 11 BIS RUE DU 11 NOVEMBRE A COMPTER DU 10.11.2000 Mention du 18/02/2002 : FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE " SUP'AMBERT - RCS 351 009 683 avec effet au 31.12.2001 - Mention du 19/02/2002 : FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE " LE CENTR'HALLS" RCS 350 733 952 - à compter du 30.11.2001 - Mention du 12/03/2002 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS à : - 42100 ST-ETIENNE - 116 RUE CROZET BOUSSINGAULT à compter du 7.12.2001 - Mention du 12/03/2002 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS à : - 42100 SAINT-ETIENNE - PLACE BOBBY SAND - à compter du 8.06.2001

- Mention n° 3 du 10/12/1999

Mention du 29/04/2002 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS à : - 42000 SAINT-ETIENNE - 5 RUE BLANQUI A COMPTER DU 30.3.2001 Mention du 02/08/2002 : TRANSFERT ETS SECONDAIRE SIS A MARLHES 42660 ROUTE DE ST GENEST A 42660 MARLHES 12 RUE DE RIO- TORD A COMPTER DU 17.7.2002 Mention du 21/10/2002 : SUPPRESSION ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A : -42800 RIVE DE GIER 39 RUE JULES GUESDES A COMPTER DU 5.10.2001. Mention du 28/10/2002 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS à : - 42100 SAINT-ETIENNE - 10 RUE MARCEL SEMBAT à compter du 26.3.2002 - Mention du 13/11/2002 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A ST ETIENNE - RUE DE SORBIERS FIN DE LOCATION GERANCE VENTE DU FONDS A FAVREAU Gilles RCS A 401 458 864 A COMPTER DU 08.10.2002. Mention du 20/12/2002 : AUGMENTATION

DUI CAPITAL DE 25 032 420 EUROS A 25 053 958 EUROS Suite
apport de fonds de commerce de CANET EN ROUSSILLON Par la
société TPLM RCS ST ETIENNE 326 590775 A COMPTER DU 1.11.2002.
Mention du 28/01/2003 : - FUSION ABSORPTION DE LA SARL CROZET
DISTRIBUTION RCS B 399 765 783 AG DU 29.11.2002 PRISE D EFFET
AU 30.11.2002 - FUSION ABSORPTION DE LA SA IMQEF RCS B
402 241 095 AG DU 29.11.2002 PRISE D EFFET AU 30.11.2002 -
FUSION ABSORPTION DE LA SARL LEZOUX DISTRIBUTION RCS
B 399 179 779 AG DU 29.11.2002 PRISE D EFFET AU 30.11.2002 -
FUSION ABSORPTION DE LA SAS MEDIS RCS B 400 593 950 AG
DU 29.11.2002 PRISE D EFFET AU 30.11.2002 - FUSION ABSORPTION
DE LA SARL MAREUIL DISTRIBUTION RCS B 309 903 425 AG DU
29.11.2002 PRISE D EFFET AU 30.11.2002 - FUSION ABSORPTION
DE LA SARL TARA DISTRIBUTION RCS B 393 435 508 AG DU
29.11.2002 PRISE D EFFET AU 30.11.2002 Mention du 05/03/2003 :
SUPPRESSION ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A -42000 ST
ETIENNE - 1 rue du Père Volpette a compter du 31.12.01 Mention
du 14/03/2003 : SUPPRESSION ETSBLISSEMENT SECONDAIRE SIS
A -42000 ST ETIENNE 52 RUE ARAGO FIN DE LA LOCATION
GERANCE A MR SEYVE PATRICK A COMPTER DU 31.3.03 Mention
du 02/04/2003 : Suppression de l'établissement secondaire sis à : - 42000
SAINT-ETIENNE - 5 RUE BERGSON à compter du 14.03.2003 - Mention
du 08/04/2003 : Suppression de l'établissement secondaire sis à : - 42000
SAINT-ETIENNE - 2 RUE MI CAREME à compter du 4.04.2003 - Mention
du 10/04/2003 : Augmentation du capital de 25 053 958,00 à 25 109 485,00
EUROS suite à apport de fonds de commerce d'ALBERTVILLE et GASSIN
par la société " TOUT POUR LA MAISON " RCS 326 590 775 à compter
du 1.1.2003 - Mention du 27/05/2003 : SUPPRESSION ETS SECONDAIRE
SIS A 42420 LORETTE 65 RUE JEAN JAURES A COMPTER DU

- Mention n° 4 du 10/12/1999

26.3.03 VENTE A MME ARSAC DANIELLE EPOUSE CHALAMET RCS
ST ETIENNE 448 549 253 Mention du 17/06/2003 : ETS SECONDAIRE
SIS A ST ETIENNE 115 RUE RICHELANDIE RE - FIN DE LA
LOCATION GERANCE CONSENTIE PAR CROZET DISTRIBUTION
RCS ST ETIENNE 399 765 783 A COMPTER DU 30.11.2002 - SUITE
A LA FUSION ABSORPTION PAR D.C.F.- Mention du 30/10/2003 :
Suppression de l'établissement secondaire sis à : - 42230 ROCHE LA
MOLIERE - 23 Rue Abbé DUPLAY à compter du 2.11.2002 Suppression
de l'établissement secondaire sis à : - 42000 SAINT-ETIENNE - 6 Rue
Roger SALENGRO à compter du 26.4.2003 Mention du 18/12/2003 :
SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A :42000 ST
ETIENNE 30 RUE ST JEAN ET 19 AVE- NUE DE LA LIBERATION . A
COMPTER DU :3.6.2003 Mention du 24/12/2003 : FUSION ABSORPTION
DE LA SARL LECERF RCS ST ETIENNE 441 188 265 AVEC EFFET
RETROACTIF AU 11.8.03 Mention du 21/01/2004 : SUPPRESSION ETS
SECONDAIRE SIS A ST ETIENNE ANGLE 40 RUE ROBESPIERRE ET
1 RUE DU GUIZAY A COMPTER DU 16.4.2003. Mention du 12/02/2004 :
FUSION ABSORPTION DE LA Société DG.DIS 24.RUE DE LA MONTAT
42008 ST ETIENNE RCS ST ETIENNE - 409 033 016 AVEC EFFET
AU 30.11.2003 FUSION ABSORPTION DE LA Société SUPER DISTRIB.
24 RUE DE LA MONTAT 42008 ST ETIENNE RCS ST ETIENNE 401
703 033 A COMPTER DU 30.11.03 FUSION ABSORPTION DE LA
SARL LADIS - 24 RUE DE LA MONTAT 42100 ST ETIENNE RCS
ST ETIENNE - 420 195 851 - A COMPTER DU 30.11.03 Mention du
30/03/2004 : SUPPRESSION DE L ETABLISSEMENT SECONDAIRES
SIS A ST ETIENNE - 31 RUE BERGSON A COMPTER DU 13.03.2003
Mention du 10/09/2004 : Augmentation du capital de 25 109 485,00 euros à
42 191 485,00 euros suite à apport par la société : CASINO GUICHARD-
PERRACHON RCS 554 501 171 d'un ensemble de titres à compter du
28.6.2004 TOUT POUR LA MAISON RCS 326 590 775 d'une branche
d'activité de vente de produits non alimentaires exploitée à ARGENTEUIL
(95) RCS PONTOISE et à LA RICHE (37) RCS TOURS et à ROUBAIX (59)
RCS ROUBAIX TOURCOING à compter du 1.07.2004 KOMOGO RCS 420
233 751 de sa branche complète d'activité de vente de produits informatiques
et de téléphonie exploitée à LUCE (28) à compter du 1.07.2004 Mention
du 27/10/2004 : augmentation du capital social a compter du 30.9.2004.
ancien capital : 42 191 859 Euros Nouveau capital: 42 205 976 Euros
apport par CASINO GUICHARD PERRACHON RCS ST ETIENNE 554
501 171 de la branche activité de vente de produits à dominante alimentaire
et station service constituée par un fonds de super- marché et station sis a (68)
HABSHEIM - 63 rue du général de Gaulle - Mention du 18/11/2004 :

- Mention n° 5 du 10/12/1999

Augmentation du capital à compter du 26.10.2004 Ancien capital : 42 205
976,00 EUROS Mention du 16/02/2005 : Suppression ets secondaire sis a :
-42000 ST ETIENNE - 14 rue Charles de Gaulle à compter du 30.6.2003
----- Mention du 18/02/2005 : FUSION ABSORPTION de la société
" ETABLISSEMENTS ALLENE " RCS ST ETIENNE 327 126 405 au
30.11.2004 Mention du 18/02/2005 : FUSION ABSORPTION de la société

18/02/2005 : FUSION ABSORPTION de la société " SARL CARLINE " RCS ST ETIENNE 421 028 820 au 30.11.2004 Mention du 18/02/2005 : FUSION ABSORPTION de la société " JACELI " RCS MONTBRISON 421 425 752 avec effet au 30.11.04 Mention du 03/03/2005 : AUGMENTATION DU CAPITAL DE 9 314 EUROS SUITE A FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE NAZAIRDIS RCS ST ETIENNE 428 268 726 ANCIEN CAPITAL : 44 134 055 EUROS NOUVEAU CAPITAL : 44 143 369 EUROS Mention du 09/08/2005 : SUPPRESSION ETS SECONDAIRE SIS A 42100 ST ETIENNE Plce Louis Courier et 12 rue Bossuet a compter du 6.5.2004. Mention du 30/08/2005 : ACHAT DU FONDS DE COMMERCE SANS OUVERTURE D' Etablissement de la SOCIETE COOPERATIVE UNION ALIMENTAIRE DE L'EST DE LA FRANCE - UNILEST RCS STRASBOURG 355 800 913 A COMPTER DU 01/06/2005 Mention du 07/09/2005 : Augmentation du capital de 40 615,00 euros suite à apport par KAMILI RCS 352 362 602 de la branche d'activité de vente de produits à dominante alimentaire et STATION SERVICE sis à ANTIBES 06 - Avenue Philippe ROCHAT. Ancien capital : 44 143 369,00 euros Nouveau capital : 44 183 984,00 euros AGE du 25.05.2005 Mention du 24/11/2005 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A : 42800 RIVE DE GIER 28 RUE WALDECK ROUSSEAU A COMPTER DU : 17.5.2005 Mention du 26/12/2005 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A : 42100 ST-ETIENNE - 74 Rue DU ONZE NOVEMBRE A COMPTER DU : 29.7.2005 Mention du 27/12/2005 : SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A : 42000 ST-ETIENNE - 35 Rue Pierre SEMARD A COMPTER DU : 13.7.2005 Mention du 18/08/2006 : Augmentation du capital de 26 337 Euros suite à apport par la société HODEY RCS 395 287 436 de la branche d'activité supermarché + station essence à MAGNY LES HAMEAUX 78470 - LA CHAPELLE DE LA COSTE Ancien capital : 44 183 984 Euros Nouveau capital : 44 210 321 Euros AGE du 29.05.2006

- Mention n° 6 du 29/08/2000

--- SIRET 428 268 023 01836 APE 521D

- Mention n° 7 du 06/06/2002

--- ETS SECONDAIRE EXPLOITE 10 RUE GRENETTE A SURY LE COMTAL 42 450 FONDS DONNE EN LOCATION GERANCE A MME PASCALE NAVARON A COMPTER DU 01.04.02 POUR UNE DUREE DE DEUX ANS NON RENOVELABLE

- Mention n° 8 du 07/04/2005

--- MODIFICATION CONCERNANT L'ETABLISSEMENT COMPLEMENTAIRE EXPLOITE LA RICHELANDE A SAINT GALMIER 42 330 . FIN DE LA LOCATION GERANCE EXPLOITATION DIRECTE SUITE A LA FUSION ABSORPTION DE LA STE JACELLI - DATE D'EFFET : 30/11/2004

- Mention n° 9 du 10/10/2006

Suppression de l'établissement secondaire sis à : 42290 SORBIERS - 24 Rue Claudius REMILLEUX à compter du 20.01.2006

- Mention n° 10 du 26/10/2006

Suppression de l'établissement secondaire sis à : 42000 SAINT-ETIENNE - 33 RUE Louis SOULIE A compter du 8.4.2005

- Mention n° 11 du 30/01/2007

Suppression d'un établissement secondaire sis à : 42230 ROCHE LA MOLIERE - 2 Rue SADI CARNOT A compter du 12.4.2006

- Mention n° 12 du 15/02/2007

AGE 30.11.2006 " - Augmentation du capital 51 491 euros suite l'apport de la société CASINO GUICHARD-PERRACHON (RCS 554 501 171) du supermarché IZON (33) - Hameau Maucaillou - CD Cavernes ; - Augmentation du capital 289 200 euros suite à l'apport de la société S.F.E.H.S (RCS 712 045 178) de l'hypermarché d'ANGERS (49) C.C La Roseraie - 172 rue de Letandière et MONTPELLIER (34) 129 Rte de Lodève ; - Augmentation du capital 26 213 euros suite à l'apport de la société T.P.L.M (RCS 326 590 775) fonds de MONTAUBAN (82) C.C Albasud " Ancien capital : 44 210 321 euros Nouveau capital : 44 577 234 euros AGE 06.12.2006 " Augmentation du capital de 737 194 actions suite à apport par URANIE (RCS 380 236 547) hypermarchés CARCASSONNE (11), MILLAU (12), ST ANDRE DE CUBZAC (33), LANESTER (56) et supermarchés SANARY SUR MER (83), BANDOL (83), HOUILLES (78), MALESTROIT (56), VULAINES SUR SEINE (77), Ancien capital : 44 577 234 euros Nouveau capital : 45 314 428 euros

- Mention n° 13 du 12/06/2007

Suppression d'un établissement secondaire sis à : 42000 SAINT-ETIENNE - 15 Place Jean JAURES A compter du 30.3.2007

- Mention n° 14 du 24/09/2007

FUSION/ABSORPTION de la société INTERNATIAL FRUITS FRANCE - RCS NICE 418 750 972 avec effet au 27.04.2007

- Mention n° 15 du 17/10/2007

Suppression de l'établissement secondaire sis à : 42100 ST-ETIENNE - 94 Bd de Fraissinette Centre Commercial à compter du 18.03.2006

- Mention n° 16 du 09/11/2007

FERMETURE DE L'ETBALISSEMENT SECONDAIRE SIS 179 RUE ANTOINE DURAFOUR 42000 SAINT ETIENNE EN DATE DU 9.11.2007

- Mention n° 17 du 27/11/2007

Transfert du siège & de l'établissement principal de 42100 SAINT-ETIENNE - 24 Rue de la Montat exploité du 27.06.2000 au 31.10.2007 à 42000 SAINT-ETIENNE - 1 Enclanada de France A compter du 1.11.2007

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

- *Mention n° 18 du 04/12/2007* Réduction du capital de 89 834 Euros par annulation de 89 834 actions détenues par URANIE Ancien capital : 45 314 428 Euros Nouveau capital : 45 224 594 Euros
- *Mention n° 19 du 08/01/2008* Suppression d'un établissement secondaire sis à : 42152 L'HORME - 16 Cours MARIN A compter du 11.08.2005 (Fin de la Location Gérance consentie à Mr LOZANO Xavier)
- *Mention n° 20 du 21/01/2008* --- MODIFICATION FAITE PAR LE GREFFIER SUITE NOTIF DE CONFRERE CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL 1 ESPLANADE DE FRANCE A SAINT ETIENNE 42000 AU LIEU DE 24 RUE DE LA MONTAT A SAINT ETIENNE 42000 NOTIFICATION DU TC DE ST ETIENNE EN DATE DU 28.12.07 - DATE D'EFFET : 01/11/2007
- *Mention n° 21 du 31/03/2008* Notification GTC CHATEAUROUX (36) du 19.2.2008 : RCS ISSOUDUN (36) 2000 B 38 supprimé suite au rattachement du Tribunal d'ISSOUDUN au Tribunal de Commerce de CHATEAUROUX avec effet au 1.6.2005 (Décret N°2005-624 du 27 MAI 2005)
- *Mention n° 22 du 24/09/2008* SUPPRESSION DE L'ETABLISSEMENT SECONDAIRE SIS A 42000 SAINT ETIENNE 19/21 RUE GAMBETTA A COMPTEUR DU 01/04/2008
- *Mention n° 23 du 03/11/2008* **FERMETURE établissement secondaire sis a -SAINT CHAMOND 1 Place de la Halle à compter du 31.07.2007
- *Mention n° 24 du 13/11/2008* Augmentation de capital de 205 935 euros suite apport par CAPEDIS (RCS 377 966 486) de la branche d'activité de vente de produits à dominante alimentaire constituée par le fonds de commerce d'hypermarché sis à la Chapelle Sur Erdre (44240)- Zac de la Berangerais - Centre Commercial Viv' Erdre. Augmentation de capital de 57 261 euros suite apport par SACO (RCS 341 298 925) de la branche d'activité de supermarché constituée par le fonds de commerce sis à Fouilloy (80800) - Rue Hippolyte Noiret. Augmentation de capital de 83 060 euros suite apport par VULAINES DISTRIBUTION (RCS 395 164 114) de la branche d'activité de supermarché constituée par le fonds de commerce sis à Vulaines Sur Seine (77870) - Route d'Héricy. Augmentation de capital de 172 056 euros suite apport par CASINO, GUICHARD-PERRACHON (RCS 554 501 171) de la branche d'activité de vente de produits à dominante alimentaire constituée par les fonds des commerces de supermarchés de Malestroit (56140) - Avenue de la Gare et de Fontaine Le Dun (76740) - La Gaillarde - Hameau du Buquet. Ancien capital : 45 224 594 euros Nouveau capital : 45 742 906 euros
- *Mention n° 25 du 01/01/2009* Le Tribunal de Grande Instance de Montbrison statuant commercialement a été rattaché au Tribunal de Commerce de Saint-Etienne par le décret 2008-146 du 15 février 2008, avec effet au 1er janvier 2009.
- *Mention n° 26 du 18/02/2009* Augmentation du capital de 135 108 euros suite à apport par LAVOISIER (RCS 672 027 083) de la branche d'activité de vente de produits à dominante alimentaire constituée par le fonds de commerce de supermarché sis à HARDRICOURT (78250) 60 Rue du Vexin Ancien capital : 45 742 906 euros Nouveau capital : 45 878 014 euros
- *Mention n° 27 du 27/03/2009* Fermeture établissement complémentaire sis à - 42400 SAINT CHAMOND -5 Rue Victor Hugo fonds vendu a Mr AISSI Mounir . a compter du 2.2.2009
- *Mention n° 28 du 13/05/2009* A compter du 6.04.2009 : Nomination Directeur général : Mr DAUDIN Hervé approvisionnement des réseaux achats alimentaires nationaux, direction de la qualité et la logisti- que du groupe systèmes d'information mêmes pouvoirs que le Président dans son domaine d'activité Nomination Directeur général : Mr DUBOC Jean direction des réseaux hypermarchés, supermarchés et proximité Marketing groupe achats non alimentai res France, achats internationaux mêmes pouvoirs que le Président dans son domaine d'activité.
- *Mention n° 29 du 21/07/2009* FUSION ABSORPTION de la société C'ASIA - RCS 480 885 409 avec effet au 28.11.2008 FUSION ABSORPTION de la société BALMEDIS - RCS 483 322 663 avec effet au 28.11.2008
- *Mention n° 30 du 04/12/2009* Notification GTC SAVERNE (67) du 3.12.2009 : Suppression de l'établissement secondaire sis à : 67120 MOLSHEIM - 9 Place de L'Hôtel de Ville RCS SAVERNE - 2004 B 318 à compter du 16.06.2009
- *Mention n° 31 du 05/01/2010* Augmentation de capital social par suite d'apport d'actif sous le régime des scissions. des sociétés VIVIER SA RCS ST ETIENNE 387 754 007 ET DE ALLODE SA RCS ST ETIENNE 350 940 813.
- *Mention n° 32 du 04/02/2010* **** Mr André LUCAS directeur général aura en charge la direction de réseaux hypermarchés, super marchés et proximité. *****Mr Hervé DAUDIN directeur général , aura en charge, approvisionnement des réseaux(achat alimen taires et non alimentaires)la direction de la qua lité et la logistique du Groupe ainsi que les système d'information, les directeurs généraux peuvent agir seuls et disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le président dans leurs domaines d'activités respectifs.
- *Mention n° 33 du 20/07/2010* Suppression de l'enseigne : SUPERMARCHE CASINO pour l'établissement

Greffé du Tribunal de Commerce de Saint Etienne

36 RUE DE LA RESISTANCE
CS50228
42006ST ETIENNE CEDEX 1

N° de gestion 1999B00705

- *Mention n° 34 du 16/02/2011*

Transfert de l'ancien établissement secondaire : 42220 BOURG ARGENTAL - 3 Place d'Armeville au 42220 BOURG ARGENTAL - 1 Bd Sénéclauze à compter du 10.07.2010

- *Mention n° 35 du 26/05/2011*

Fermeture de l'établissement secondaire sis à : 42150 LA RICAMARIE - 14 Rue de la Libération à compter du 24.03.2009 Fermeture de l'établissement secondaire sis à : 42700 FIRMINY - Angle Rue Benoit Frachon et Place du Marché à compter du 30.10.2009

- *Mention n° 47608 du 13/01/2015*

Augmentation de capital suite à l'apport partiel d'actif par la société MAJAGA (RCS St-Etienne 409 210 671) à compter du 31/10/2014.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

**Annexe 2 – Présentation de l'endettement financier et non financier de la
Société et du Groupe Casino**

1. ENDETTEMENT DES SOCIÉTÉS DU GROUPE CASINO FAISANT L'OBJET D'UNE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE ACCELERÉE

Endettement financier de CGP

Endettement financier sécurisé de CGP

L'endettement financier sécurisé de CGP se répartit comme suit :

- i. Un endettement au titre d'un contrat de crédits « Term Loan B » (le « **Crédit TLB** ») en date du 1^{er} avril 2021 pour un montant de 1.425.000.000, identifié sous le numéro ISIN LX193772 et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Date du contrat	1 ^{er} avril 2021 (modifié par avenant du 24 novembre 2021)
Montant des engagements et devise	1.425.000.000 €
Encours à date	1.425.000.000 €
Taux d'intérêt	4% <i>per annum</i> plus EURIBOR, sous réserve de l'application d'un <i>margin ratchet</i> contractuellement défini
Période d'intérêts	1, 3 ou 6 mois (ou toute autre période convenue entre les parties)
Amortissement	<i>In fine</i> – le 31 août 2025
Objet	Refinancement de l'endettement existant
Emprunteur	CGP
Prêteur(s)	Prêteurs TLB
Garants (et montants des garanties en principal)	- Casino Finance (413.000.000 €) ; - Distribution Casino France (236.000.000 €) ; - Monoprix (295.000.000 €) ; et - Ségisor (290.175.003,97 €).
Date d'échéance	31 août 2025
Droit applicable / Tribunaux compétents	Droit anglais sous réserve de certaines stipulations soumises au droit de l'Etat de New York. Compétence des tribunaux anglais.

Les sûretés consenties par CGP en garantie de ses engagements au titre du Crédit TLB sont les suivantes :

- Nantissements de compte titres de premier et de second rang portant sur (i) 100% des titres de Casino Participations France, (ii) 99,9% des titres de DCF, (iii) 100% des titres de Casino Finance, (iv) 100% des titres de Monoprix, (v) 100% des titres de Tévyr et (vi) 100% des titres de Ségisor.
 - Nantissement de comptes de titres de troisième rang portant sur des comptes titres identifiés dans le contrat de Crédit TLB ;
 - Nantissement de créances de (i) second rang portant sur toutes créances intragroupe de CGP, et (ii) premier rang portant sur les créances issues des TLB *Proceeds Loans* (tels que définis dans le contrat de Crédit TLB) ;
 - Nantissements de comptes bancaires de (i) second rang portant sur les principaux comptes bancaires de CGP, (ii) premier rang portant sur des comptes bancaires identifiés dans le contrat de Crédit TLB.
- ii. Une caution personnelle de droit français consentie au bénéfice des Prêteurs RCF en garantie de tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance (la « **Caution RCF** »).

Les sûretés accordées en garantie des engagements de CGP au titre de la Caution RCF sont les suivantes :

- Nantissement de compte titres de premier et de troisième rang portant sur (i) 100% des titres de Casino Participations France, (ii) 99,9% des titres de DCF, (iii) 100% des titres de Casino Finance, (iv) 100% des titres de Monoprix, (v) 100% des titres de Tévyr, et (vi) 100% des titres de Ségisor ;
- Nantissement de compte titres de quatrième rang portant des comptes titres identifiés dans le contrat de Crédit RCF ;
- Nantissement de créances (i) de premier rang et de troisième rang portant sur toutes créances intragroupe de CGP, et (ii) de premier et de second rang portant sur toutes créances au titre des TLB *Proceeds Loan* (tels que définis dans le contrat de Crédit TLB) ; et
- Nantissement de comptes bancaires (i) de premier rang et de troisième rang portant sur les principaux comptes bancaires de CGP ; et (ii) de premier rang et de troisième rang portant sur des comptes bancaires identifiés dans le contrat de Crédit RCF.

Endettement financier chirographaire de CGP

L'endettement financier non sécurisé de CGP se répartit comme suit :

- i. Un endettement au titre d'une émission d'obligations dites « *High Yield* » de droit de l'Etat de New York, en date du 22 décembre 2020, pour un montant nominal de 400.000.000 €, dont l'encours à date net des montants rachetés par la société mais non annulés est de 370.955.000 €,

arrivant à terme le 15 janvier 2026, identifié sous le numéro ISIN XS2276596538 et dont les principales caractéristiques sont les suivantes (les « **Obligations HY 2026** ») :

Date d'émission	22 décembre 2020
Montant des engagements et devise	400.000.000 €
Encours au 30 septembre 2023 (nominal)	370.955.000 €
Taux d'intérêt	6,625% <i>per annum</i>
Période d'intérêts	Intérêts payables semi annuellement le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année
Amortissement	A terme – le 15 janvier 2026
Objet	- remboursement d'une partie d'obligations EMTN existantes - paiement des frais et dépenses liés au refinancement.
Garants	Aucun
Date d'échéance	15 janvier 2026
Droit applicable / Tribunaux compétents	Droit de l'Etat de New York Compétence des tribunaux de l'Etat de New York

- ii. Un endettement au titre d'une émission d'obligations dites « *High Yield* » de droit de l'Etat de New York, en date du 13 avril 2021, pour un montant nominal de 525.000.000 €, dont l'encours à date net des montants rachetés par la société mais non annulés est de 516.000.000 €, arrivant à terme le 15 avril 2027, identifié sous le numéro ISIN XS2328426445 et dont les principales caractéristiques sont les suivantes (les « **Obligations HY 2027** », et ensemble avec les Obligations HY 2026, les « **Obligations HY** ») :

Date du contrat	13 avril 2021
Montant des engagements et devise	525.000.000 €
Encours au 30 septembre 2023	516.000.000 €

Taux d'intérêt	5,25% <i>per annum</i>
Période d'intérêts	Intérêts payables semi annuellement le 15 avril et le 15 octobre de chaque année
Amortissement	A terme – le 15 avril 2027
Objet	- remboursement de toutes les sommes dues au titre du Crédit TLB (tel que ce terme est défini ci-après) existant ; - paiement des frais et dépenses liés aux transactions.
Garants	Aucun
Date d'échéance	15 avril 2027
Droit applicable / Tribunaux compétents	Droit de l'Etat de New York Compétence des tribunaux de l'Etat de New York

- iii. Un endettement au titre d'une émission d'obligations dites « *Euro Medium Term Notes* » de droit français, en date du 28 février 2014, pour un montant nominal de 900.000.000 €, dont l'encours à date est de 509.100.000 €, arrivant à terme le 7 mars 2024, identifié sous le numéro ISIN FR0011765825 et dont les principales caractéristiques sont les suivantes (les « **Obligations EMTN 2024** ») :

Date d'émission	7 mars 2014
Montant des engagements et devise	900.000.000 €
Encours au 30 septembre 2023	509.100.000 €
Taux d'intérêt	4,498% après ajustement du taux d'intérêts au 7 mars 2017 (<i>Adjustment of Interest Rate</i>) (initialement 3,248%).
Période d'intérêts	Intérêts payables le 7 mars de chaque année.
Amortissement	A terme – le 7 mars 2024.
Objet	Financement des besoins généraux de CGP.

Garants	Aucun.
Date d'échéance	7 mars 2024.
Droit applicable / Tribunaux compétents	Droit français. Compétence des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris.

- iv. Un endettement au titre d'une émission d'obligations dites « *Euro Medium Term Notes* » de droit français, en date du 4 décembre 2014, pour un montant nominal de 650.000.000 €, dont l'encours à date est de 357.400.000 €, arrivant à terme le 7 février 2025, identifié sous le numéro ISIN FR0012369122 (les « **Obligations EMTN 2025** ») :

Date d'émission	8 décembre 2014
Montant des engagements et devise	650.000.000 €
Encours au 30 septembre 2023	357.400.000 €
Taux d'intérêt	3,580% après ajustement du taux d'intérêts au 7 février 2017 (<i>Adjustment of Interest Rate</i>) (initialement 2,330%)
Période d'intérêts	Intérêts payables le 7 février de chaque année
Amortissement	A terme – le 7 février 2025
Objet	Financement des besoins généraux de CGP
Garants	Aucun
Date d'échéance	7 février 2025
Droit applicable / Tribunaux compétents	Droit français Compétence des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris

- v. Un endettement au titre d'une émission d'obligations dites « *Euro Medium Term Notes* » de droit français, en date du 1^{er} août 2014, pour un montant nominal de 900.000.000 €, dont l'encours à date net des montants rachetés par la société mais non annulés est de 414.500.000 €, arrivant à terme le 5 août 2026, identifié sous le numéro ISIN FR0012074284 et dont les principales caractéristiques sont les suivantes (les « **Obligations EMTN 2026** ») :

Date d'émission	5 août 2014
Montant des engagements et devise	900.000.000 €
Encours au 30 septembre 2023 (nominal)	414.500.000 €
Taux d'intérêt	4,048% après ajustement du taux d'intérêts au 5 août 2016 (<i>Adjustment of Interest Rate</i>) (initialement 2,798%)
Période d'intérêts	Intérêts payables le 5 août de chaque année
Amortissement	A terme – le 5 août 2026
Objet	Financement des besoins généraux de CGP
Garants	Aucun
Date d'échéance	5 août 2026

- vi. Un endettement au titre d'un titre négociable à court terme, émis le 24 février 2023 en application d'un programme non garanti d'émission de titres négociables à court terme, d'un montant de 5.000.000 USD venant à échéance le 26 juin 2023, identifié sous le code commun 259401461 et sous le numéro ISIN FR0127851899 TCN CASINO 26062023, détenu par la société de droit chypriote FTD Investments Ltd (le « **Billet de Trésorerie** ») ;
- vii. Un endettement de financement opérationnel au moyen d'avances consenties dans le cadre de créances de TVA par Crédit Mutuel Factoring (les « **Avances TVA** »).

Titres de dette super-subordonnés émis par CGP

CGP a émis des titres de dette super-subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) de droit français dans les conditions suivantes :

- le 20 janvier 2005, une première émission de 500.000 TSSDI d'une valeur nominale de 1.000 € chacune pour un montant nominal total de 500.000.000 €, portant initialement intérêt au taux de 7,5 % et portant depuis le 20 janvier 2008 désormais intérêt au taux de *Constant Maturity Swap* à 10 ans + 100 points de base (le taux ne pouvant excéder 9 %), identifié sous le numéro ISIN FR0010154385 (les « **TSSDI Janvier 2005** ») ;
- le 15 février 2005, une deuxième émission de 100.000 TSSDI d'une valeur nominale de 1.000 € chacune pour un montant nominal total de 100.000.000 €, portant initialement intérêt au taux de 7,5 % et portant depuis le 20 janvier 2008 désormais intérêt au taux de *Constant Maturity Swap* à 10 ans + 100 points de base (le taux ne pouvant excéder 9 %), identifié sous le numéro

ISIN FR0010154385 (les « **TSSDI Février 2005** », et ensemble avec les TSSDI Janvier 2025, les « **TSSDI 2005** ») ;

- le 24 octobre 2013, une troisième émission de 7.500 TSSDI d'une valeur nominale de 100.000 € chacune pour un montant nominal total de 750.000.000 €, portant initialement intérêt au taux de 4,870 %, puis portant intérêt depuis le 31 janvier 2019 au taux de 3,992 % et portant à compter du 1 février 2024 intérêt au taux de 5-year Swap Rate + 3,819% *per annum*, identifié sous le numéro ISIN FR0011606169 (les « **TSSDI 2013** », et ensemble avec les TSSDI 2005, les « **TSSDI** »)

Les porteurs de TSSDI (les « **Porteurs TSSDI** ») ne bénéficient d'aucune sûreté ni garantie personnelle.

Autres endettements financiers de CGP

Engagements hors bilan non sécurisés de CGP

Les engagements hors bilan de CGP se présentent comme suit :

- i. Une caution de droit new yorkais consentie au bénéfice des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim pour un montant en principal maximal de 552.775.000 € (la « **Caution Quatrim** ») ;
- ii. Des cautions consenties au bénéfice des détenteurs de Swaps conclus par Casino Finance (tels que définis ci-dessous) suivants :
 - ING Bank N.V., sans limite de montant (i.e. montant total de la *mark-to-market* couvert, étant précisé que les sommes dues résultant de la résiliation-compensation du Swap notifiée par ING s'élève à un montant de 4.835.600 euros) ;
 - CACIB, pour un montant maximal de 50.000.000 € ;
 - BNP Paribas, pour un montant maximal de 10.000.000 € ;
 - Société Générale, pour un montant maximal de 10.000.000 € ;
 - Natixis, pour un montant maximal de 90.000.000 €, étant néanmoins précisé que l'obligation de couverture de ce cautionnement est expirée depuis le 27 décembre 2019 et porte uniquement sur les Swaps traités jusqu'à cette date
 - Commerzbank A.G., sans limite de montant (i.e. montant total de la *mark-to-market* couvert) ;
 - NatWest, sans limite de montant (i.e. montant total de la *mark-to-market* couvert)(les « **Cautions Swaps** »).

- iii. Des cautions personnelles consenties au bénéfice de BNP Paribas et CACIB en garantie des obligations d'EMC distribution Limited au titre de financements opérationnels (les « **Cautions Lignes de Crédit Import HK** »).

Endettement non financier de CGP (hors endettement fournisseur)

1.1.1. Endettement fiscal et social sécurisé

À date, CGP a constitué un passif public privilégié et « super senior » d'un montant d'environ 2.000.000 € (le « **Passif Public CGP** »), dans le cadre de l'accord intervenu, au cours des Procédures de Conciliation, entre les créanciers publics et différentes sociétés du Groupe pour la constitution de passif public par ces dernières entre mai et septembre 2023, pour un montant total au niveau du Groupe de maximum 305.000.000 €.

CGP s'est portée fort du remboursement à bonne date du Passif Public Groupe par les différentes sociétés du Groupe.

En garantie du remboursement du Passif Public Groupe, CGP a consenti les sûretés et garanties suivantes aux créanciers publics :

- Un nantissement de droit néerlandais portant sur les titres qu'elle détient dans le capital social de la société de droit néerlandais Cnova NV, dont les titres sont admis aux négociations sur Euronext Paris et dont le siège social est situé Strawinskylaan 3051, Amsterdam, 1077ZX, Pays Bas ;
- Un nantissement de compte-titres portant sur les titres qu'elle détient dans le capital social de la société AMC, centrale de référencement du Groupe Casino, dont le siège social est situé 123 quai Jules Guesde à Vitry-sur-Seine (94400).

Dans le cadre du Protocole Passif Public, CGP s'est engagée, en cas de présentation d'un plan de sauvegarde accélérée, à solliciter du Tribunal de commerce de Paris qu'il ne prononce pas l'inaliénabilité des titres d'AMC sur le fondement de l'article L. 626-14 du Code de commerce.

Il est précisé que DCF, Monoprix Holding et Monoprix Exploitation ont respectivement consenti des sûretés, chacune en garantie de la part du Passif Public Groupe constitué ou à constituer par elle et leurs filiales.

Il est précisé que les créanciers publics bénéficient par ailleurs, le cas échéant, et selon les dispositions légales applicables, du privilège du Trésor de l'article 1920 du Code général des impôts et du privilège de la sécurité sociale de l'article L. 243-4 du Code de la sécurité sociale.

Aux termes du Protocole Passif Public, les sociétés ont reconnu pour leur compte et celui de leurs filiales que les créances garanties par le privilège de la sécurité sociale bénéficient d'un rang supérieur aux créances chirographaires, nonobstant l'absence de mention expresse de ce privilège par l'article L. 643-8 du Code de commerce.

Engagement hors bilan de CGP

Le 8 juillet 2005, CGP a consenti au bénéfice de GPA une garantie portant engagement d'indemnisation de GPA (et de toutes ses filiales directes ou indirectes) pour toutes les pertes qui pourraient résulter de la mise en œuvre de la structure d'amortissement de l'écart d'acquisition (*goodwill*) généré par l'acquisition des actions de la société Companhia Brasileira de Distribuicao par CGP (la « **Caution GPA** »).

La mise en œuvre de cette garantie est conditionnée à la confirmation de la perte par une décision de justice devenue définitive et purgée de toutes voies de recours et son montant n'est pas plafonné.

Endettement financier de Casino Finance

Endettement financier sécurisé de Casino Finance

L'endettement financier de Casino Finance se présente comme suit :

- i. Un endettement au titre d'un contrat de crédit RCF du 18 novembre 2019 modifié par divers avenants (le « **Crédit RCF** »), tiré par Casino Finance à hauteur de 2.051.420.169 €, dont les principales caractéristiques sont les suivantes (les termes en majuscule renvoient aux définitions figurant dans le contrat de Crédit RCF) :

Date du contrat	18 novembre 2019 (modifié par des avenants et/ou avenants réitératifs du 5 février 2021, 3 mars 2021, 4 juin 2021 et 16 juillet 2021).
Montant des engagements et devise	- <i>Revolving Facility 1</i> : 1.799.457,964 € (dont <i>Swingline Facility 1</i> : 370.147.716,25 €) - <i>Revolving Facility 2</i> : 251.962.205 € (dont <i>Swingline Facility 2</i> : 38.739.403,50 €) Étant précisé que le montant total des engagements au titre du Crédit RCF ne peut dépasser 2.051.420.169 €.
Encours au 13 octobre 2023	2.051.420.169 €.
Période d'intérêts	1, 3 ou 6 mois (ou toute autre durée convenue avec l'agent et l'unanimité des prêteurs concernés). Période d'intérêts en cours : 1 mois.
Amortissement	Remboursement du tirage au dernier jour de la période d'intérêt concernée.
Prêteur(s)	Prêteurs RCF

Emprunteurs autorisés	<ul style="list-style-type: none"> - CGP (Crédit RCF non tiré) ; - Casino Finance (Crédit RCF tiré à hauteur de 2.051.000 €); et - Monoprix (Crédit RCF non tiré)
Garant(s) (et en montant principal des garanties)	<ul style="list-style-type: none"> - DCF (tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit RCF) ; - Monoprix (tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit RCF) ; - Ségisor (tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit RCF) ; et - CGP (tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance).
Taux d'intérêt	<p><i>Revolving Facility 1 et Swingline Facility 1</i> : EURIBOR + 2,50% <i>per annum</i> sous réserve de l'application du <i>margin ratchet</i> décrit dans le contrat de Crédit RCF.</p> <p><i>Revolving Facility 2 et Swingline Facility 2</i> : EURIBOR + 3,00% <i>per annum</i> sous réserve de l'application du <i>margin ratchet</i> décrit dans le contrat de Crédit RCF.</p>
Objet	Besoins généraux du Groupe Casino et refinancement de l'endettement existant du Groupe Casino
Date d'échéance	<p><i>Revolving Facility 1 et Swingline Facility 1</i> : la plus proche des deux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 juillet 2026 ; et - si le Crédit TLB n'est pas remboursé, refinancé ou prorogé en totalité au 31 mai 2025 avec de l'endettement financier ayant une date de maturité postérieure au 16 juillet 2026, le 31 mai 2025 (sauf à ce qu'un montant suffisant pour rembourser le Crédit TLB ait été placé sur le <i>Segregated Account</i> au plus tard le 31 mai 2025). <p><i>Revolving Facility 2 et Swingline Facility 2</i> : la plus proche des deux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 31 octobre 2023 ; et - si les Obligations EMTN 2023 n'ont pas été remboursées ou refinancées en totalité au 31 octobre 2022 avec de l'endettement financier ayant une date de maturité postérieure au 31 octobre 2022, le 31 octobre 2022 (sauf à ce qu'un montant suffisant pour rembourser

	les Obligations EMTN 2023 ait été placé sur le <i>Segregated Account</i> au plus tard le 31 octobre 2022).
Droit applicable / Tribunaux Compétents	Droit français. Compétence du Tribunal de commerce de Paris.

Endettement financier non sécurisé de Casino Finance

- i. Un endettement au titre de financements opérationnels prenant la forme de découverts
- de la Caisse d’Epargne Loire Drôme Ardèche de 15 m€ ;
 - de la Banque Européenne du Crédit Mutuel de 5 m€ ;
 - de la Lyonnaise de banque de 5 m€ ;
- (les « **Découverts Casino Finance** »).

Engagements hors bilan chirographaires de Casino Finance

Les engagements hors bilan de Casino Finance se présentent comme suit :

- i. Une caution personnelle solidaire de droit de l’Etat de New York (Etats-Unis d’Amérique) consentie au bénéfice des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d’Obligations HY Quatrim (telles que définies ci-après), à hauteur de 383.680.000 € ;
- ii. Une caution personnelle solidaire de droit anglais consentie au bénéfice des prêteurs au titre du Crédit TLB contracté par CGP, à hauteur de 413.000.000 € (la « **Caution TLB Casino Finance** »).

Contrats financiers et instruments dérivés d’échange de taux d’intérêt

Au 31 décembre 2022, Casino Finance est titulaire d’instruments financiers dérivés d’échanges de taux régies par des contrats-cadres ISDA et FBF avec huit établissements bancaires en qualité de contreparties, dont la valeur de marché (*mark-to-market value*) estimée au 30 septembre 2023 est la suivante (les « **Swaps** ») :

- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB) : 46.153.539 euros ;
- Natixis : 28.737.640,52 euros ;
- BNP Paribas : 20.826.000 euros ;
- Société Générale : 14.897.374 euros ;
- Commerzbank : 5.141.928 euros ;
- Natwest : 4.275.851 euros ;

- HSBC : 3.856.663 euros ;
- ING : 4.835.600 euros (suite à la résiliation-compensation notifiée le 30 juin 2023 à Casino Finance).

Endettement financier de DCF

Endettement financier non-sécurisé de DCF

L'endettement financier non-sécurisé de DCF se répartit comme suit :

- i.* Un endettement au titre d'un financement opérationnel prenant la forme d'un prêt du Crédit Lyonnais en date du 28 juin 2022 d'un montant de 20.000.000 €, à maturité au 30 juin 2025, dont DCF est co-emprunteur avec Monoprix Holding (le « **Prêt LCL** »), dont une quote-part empruntée à hauteur de 15.600.000 euros par DCF ;
- ii.* Un endettement au titre de financements opérationnels bilatéraux prenant la forme de (i) contrats d'affacturage avec les établissements Crédit Mutuel Factoring, LBPLF, Eurofactor, Pemberton et Edebex (le « **Factoring DCF** ») et (ii) de *reverse factoring* avec les établissements Urios et BNP (ensemble, le « **Reverse Factoring DCF** »).

Engagements hors bilan sécurisés de DCF

Les engagements hors bilan de DCF se présentent comme suit :

- i.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des Prêteurs RCF en garantie de tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit RCF (la « **Caution RCF DCF** ») ;
- ii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des prêteurs au titre du Crédit TLB contracté par CGP, à hauteur de 236.000.000 € (la « **Caution TLB DCF** ») ;
- iii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim à hauteur des sommes dues par DCF au titre du prêt intragroupe subséquent consenti par Quatrim à DCF pour un montant total en principal de 164.000.000 € (la « **Caution Quatrim DCF** ») ;
- iv.* Une caution personnelle consentie au bénéfice de Regera en sa qualité de porteur des Obligations Regera (telles que définies ci-après) pour un montant total en principal de 20.000.000 €.

Endettement financier de CPF

Engagements hors bilan non sécurisés de CPF

L'engagement hors bilan de CPF se présente comme suit :

- i. Une caution personnelle consentie au bénéfice des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim pour l'intégralité du montant dû au titre des Obligations HY Quatrim, soit 552.775.000 € (la « **Caution Quatrim CPF** ») ;
- ii. Une garantie portant engagement d'indemnisation au bénéfice du cessionnaire des titres composant le capital social de la société GreenYellow (dans le cadre du contrat de cession d'actions du 16 septembre 2022 convenu entre CPF et GreenYellow Holding) couvrant (i) l'ensemble des impôts qui pourraient être dus par GreenYellow Holding, ses affiliés ou des sociétés du groupe GreenYellow si l'opération de cession était requalifiée de transfert indirect des actions ou actifs des filiales de GreenYellow SAS ; (ii) les impôts qui pourraient être dus par les entités Thermis Solutions Industries ou filiales de GreenYellow SAS résultant de la remise en cause des taux de taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité appliqués pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022, dont le montant n'est pas plafonnée et expirant 30 jours après la fin du délai de prescription (la « **Caution GreenYellow** »).

Endettement financier de Quatrim

Quatrim est débitrice au titre d'une émission d'obligations dites « *High Yield* » de droit de l'Etat de New York, en date du 20 novembre 2019, pour un montant nominal de 800.000.000 €, dont l'encours est de 552.775.000 €, identifié sous les numéros ISIN XS2010039118 et XS2010039118 et dont les principales caractéristiques sont les suivantes (les « **Obligations HY Quatrim** ») :

Date d'émission	20 novembre 2019
Montant des engagements et devise	800.000.000 €
Encours au 30 septembre 2023 (nominal)	552.775.000 €
Taux d'intérêt	5,875% <i>per annum</i>
Période d'intérêts	Intérêts payables semi annuellement le 15 mai et le 15 novembre de chaque année
Amortissement	A terme – le 15 janvier 2024
Objet	<ul style="list-style-type: none"> - remboursement des montants dus au titre des facilités de crédit syndiquées existantes ; - remboursement et annulation des crédits bilatéraux existants ; - remboursement d'une partie des obligations EMTN existantes émises par CGP, directement ou indirectement ; - remboursement dans les conditions du Prospectus High Yield 2019, environ 195 millions d'euros de la facilité de crédit du Ségisor ; et - payer les frais et dépenses liés au refinancement.
Emetteur	Quatrim
Garants	<ul style="list-style-type: none"> - Casino Finance (383.680.000 €) - Distribution Casino France (164.000.000 €) - Monoprix (205.000.000 €) - Ségisor (47.194.662,56 €) - CPF (à hauteur des montants tirés) - CGP (à hauteur des montants tirés)
Date d'échéance	15 janvier 2024.
Droit applicable / Tribunaux compétents	<p>Droit de l'Etat de New York.</p> <p>Compétence des tribunaux de l'Etat de New York.</p>

Endettement financier de Monoprix

Engagements hors bilan sécurisés de Monoprix

Les engagements hors bilan sécurisés de Monoprix se présentent comme suit :

- i.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des Prêteurs RCF en garantie de tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit RCF (la « **Caution RCF Monoprix** ») ;
- ii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des prêteurs au titre du Crédit TLB contracté par CGP, à hauteur des sommes dues par Monoprix au titre du prêt intragroupe subséquent consenti par CGP à Monoprix pour un montant total en principal de 295.000.000 € (la « **Caution TLB Monoprix** ») ;
- iii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice de Regea en sa qualité de porteur des Obligations Regea (telles que définies ci-après) pour un montant total en principal de 120.000.000 € ;

1.1.2. Engagements hors bilan non sécurisés de Monoprix

Les engagements hors bilan sécurisés de Monoprix se présentent comme suit :

- i.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des prêteurs au titre du Crédit RCF contracté par Casino Finance résultant de l'acceptation d'une délégation imparfaite à hauteur d'un montant de 711.271.972,46 euros correspondant à une fraction de la créance dont Casino, Guichard-Perrachon est débitrice en garantie du Crédit RCF contracté par Casino Finance (les « **Créances Déléguées Monoprix** ») ;
- ii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim à hauteur des sommes dues par Monoprix au titre du prêt intragroupe subséquent consenti par Quatrim à Monoprix pour un montant total en principal de 205.000.000 € (la « **Caution Quatrim Monoprix** ») ;

Une caution personnelle consentie au bénéfice de Regea en sa qualité de porteur des Obligations Regea (telles que définies ci-après) pour un montant total en principal de 120.000.000 € ;

Endettement financier de Ségisor

L'endettement financier de Ségisor se présente comme suit :

- i.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des Prêteurs RCF en garantie de tout montant dû au titre du Crédit RCF mis à disposition de Casino Finance, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit RCF (la « **Caution RCF Ségisor** ») ;
- ii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice des prêteurs au titre du Crédit TLB contracté par CGP, sous réserve des limitations de garantie prévues dans le contrat de Crédit TLB (la « **Caution TLB Ségisor** ») ;

- iii. Une caution personnelle consentie au bénéfice des bénéficiaires économiques (*beneficial owners*) d'Obligations HY Quatrim à hauteur des sommes dues par Ségisor au titre du prêt intragroupe subséquent consenti par Quatrim à Ségisor pour un montant total en principal de 39.000.000 €.

ENDETTEMENT DES SOCIETES DU GROUPE CASINO DEVANT FAIRE L'OBJET D'UN PROTOCOLE DE CONCILIATION

Endettement financier de Monoprix Exploitation

L'endettement financier non-sécurisé de Monoprix Exploitation se présente comme suit :

- i. Un endettement au titre d'un financement opérationnel prenant la forme d'un contrat de crédit RCF du 6 juillet 2021, pour un montant maximal en principal de 130.000.000 €, intégralement tiré par Monoprix Exploitation, à maturité au 6 janvier 2026 (le « **Crédit RCF Monoprix Exploitation** ») ;
- ii. Un endettement au titre d'obligations émises par Monoprix Exploitation et intégralement souscrites par Regeera le 29 mars 2023 pour un montant nominal total de 120.000.000 €, portant intérêts au taux de 15,75% l'an, à maturité au 30 mars 2024 (les « **Obligations Regeera** ») ;
- iii. Un endettement au titre de financements opérationnels prenant la forme de (i) contrats d'affacturage avec les établissements Crédit Mutuel Factoring, Eurofactor et Edebex (le « **Factoring Monoprix Exploitation** »), et (ii) un découvert autorisé auprès de Société Générale pour un montant de 20.000.000 € (le « **Découvert Monoprix Exploitation** »).

Endettement financier de Monoprix Holding

Endettement financier non-sécurisé de Monoprix Holding

L'endettement financier de Monoprix Holding se présente comme suit :

- i. Un endettement au titre du Prêt LCL d'un montant total de 20.000.000 euros dont Monoprix Holding est co-emprunteur avec DCF à hauteur de 4.400.000 euros pour la quote-part empruntée par Monoprix Holding ;
- ii. Un endettement au titre d'un financement opérationnel prenant la forme d'un contrat de prêt consenti par la BRED le 12 juillet 2021 pour un montant en principal de 40.000.000 €, à maturité au 5 janvier 2024 (le « **Prêt BRED** ») ;
- iii. Un endettement au titre de financements opérationnels prenant la forme de découverts autorisés par les établissements BNPP pour un montant de 20.000.000 €, Caisse d'Epargne Ile-de-France pour un montant de 20.000.000 €, Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour un montant de 15.000.000 €, Crédit Lyonnais pour un montant de 5.000.000 € et Natixis pour un montant de 5.000.000 €, soit un montant total de 65.000.000 € (les « **Découverts Monoprix Holding** ») ;
- iv. Un endettement au titre de financements opérationnels prenant la forme d'une ligne de *reverse factoring* à hauteur d'un montant total de 91.500.000 euros (le « **Reverse Factoring Monoprix** »).

Engagements hors bilan non sécurisés de Monoprix Holding

L'engagement hors bilan de Monoprix Holding se présente comme suit :

- i.* Un endettement au titre d'une garantie à première demande émise par Monoprix Holding en garantie de la Ligne de Crédit Import HK consentie par BNP Paribas à hauteur d'un montant total de 70.000.000 dollars US ;
- ii.* Une caution personnelle consentie au bénéfice de Regera en sa qualité de porteur des Obligations Regera pour un montant total en principal de 120.000.000 euros.

Endettement financier de CDiscount

L'endettement financier de CDiscount se présente comme suit :

- i.* Un endettement au titre de contrats de prêt garanti par l'Etat consentis par BNPP, Caisse d'Epargne et de prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Crédit Lyonnais, HSBC France et Société Générale pour un montant de 60.000.000 €, à maturité au 8 juillet 2026 (le « **PGE CDiscount** ») ;
- ii.* Un endettement au titre d'un financement opérationnel prenant la forme d'un découvert de BNPP pour un montant de 20.000.000 €, de Caisse d'Epargne et de prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes d'un montant de 19.500.000 €, de Crédit Lyonnais d'un montant de 10.000.000 € et de Société Générale d'un montant de 20.000.000 €, soit un montant total de 69.500.000 € (les « **Découverts CDiscount** ») ;
- iii.* Un endettement au titre d'un financement opérationnel prenant la forme d'une ligne de *factoring* octroyée par LBPLF et Eurofactor (le « **Factoring Cdiscount** »).

ENDETTEMENT DES SOCIETES DU GROUPE CASINO AU TITRE DES FINANCEMENTS OPERATIONNELS **GROUPE CASINO EXISTANTS**

Endettement financier de Sédifrais

Endettement financier non-sécurisé de Sédifrais

L'endettement financier de Sédifrais se présente comme suit :

- i.* Un endettement au titre de financements opérationnels prenant la forme de contrats d'affacturage avec les établissements Crédit Mutuel Factoring, Eurofactor et Edebex (le « **Factoring Sédifrais** »).

Engagements hors bilan non sécurisés de Sédifrais

L'engagement hors bilan de Sédifrais se présente comme suit :

- i.* Une caution personnelle consentie au bénéfice de Regera en sa qualité de porteur des Obligations Regera (telles que définies ci-après), à hauteur des sommes dues par Sédifrais au

titre du prêt intragroupe subséquent consenti par Monoprix Exploitation à Sédifrais pour un montant total en principal de 30.000.000 €.

Endettement financier de Distribution Franprix

Endettement financier non sécurisé de Distribution Franprix

L'endettement financier de Distribution Franprix se présente comme suit :

- i. Un endettement au titre de financements opérationnels prenant la forme de contrats d'affacturage avec les établissements Crédit Mutuel Factoring, Eurofactor et Edebex (le « **Factoring Distribution Franprix** »).

Engagements hors bilan non sécurisés de Distribution Franprix

L'engagement hors bilan de Distribution Franprix se présente comme suit :

- i. Une caution personnelle consentie au bénéfice de Regera en sa qualité de porteur des Obligations Regera (telles que définies ci-après), à hauteur des sommes dues par Franprix au titre du prêt intragroupe subséquent consenti par Monoprix Exploitation à Franprix pour un montant total en principal de 30.000.000 €.

Endettement financier de FPLPH et ses filiales

Endettement financier de FPLP Finances

FPLP Finances est débitrice d'un endettement au titre d'un financement opérationnel prenant la forme d'un découvert de Banque Européenne – Crédit Mutuel d'un montant de 1.500.000 euros (le « **Découvert FPLP** »).

Endettement financier des autres sociétés opérationnelles

Chacune des sociétés ExtenC et Maas (filiale de Cdiscount) est débitrice au titre de contrats d'affacturage respectivement avec les établissements (i) LBPLF et Edebex, et (ii) LBPLF et Eurofactor (respectivement le « **Factoring ExtenC** » et le « **Factoring Maas** »).

Financements opérationnels au niveau de Distridyn

La société Distridyn, qui est la filiale pétrolière du Groupe Casino, est une *joint-venture* entre CGP et Cora.

Distridyn bénéficie :

- d'une ligne de *factoring* des établissements BPCE Factor, LBPLF et CALEF (le « **Factoring Distridyn** »).

Par un avenant du 28 juillet 2023, BPCE Factor, au nom du *pool* de factor, a confirmé maintenir cette ligne pour un montant de 330.000.000 € jusqu'au 31 décembre 2023.

Par un avenant du 9 octobre 2023, BPCE Factor, au nom du *pool* de factor, a confirmé maintenir cette ligne pour un montant de 330.000.000 € jusqu'au 30 avril 2024.

- d'une autorisation de découvert consentie par CACIB pour un montant total de 4.000.000 € (le « **Découvert Distridyn** »).

Lignes de crédit export au bénéfice d'EMC Distribution Limited

La société EMC Distribution Limited, filiale indirecte de Casino, Guichard-Perrachon de droit hongkongais, bénéficie de deux lignes de crédit import (*trade facility*) (i) d'un montant de 70.000.000 USD auprès de BNPP ; et (ii) d'un montant de 82.000.000 dollars US auprès de CACIB.

La société AMC bénéficie également d'une ligne de crédit import (*trade facility*) d'un montant de 3.000.000 de dollars US auprès de CACIB (les « **Lignes de Crédit Import HK** »).

Annexe 3 - Lettres de confirmation des Financements Opérationnels
Groupe Casino Existants (envoyées en juillet 2023)

De : **BNP Paribas**

A : **BTSG, Marc Sénéchal, Conciliateur**

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**

1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 31 July 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants**) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables aux Financements Opérationnels Existants), sans préjudice de l'alinéa 2 de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier ou des autres droits aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 30 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'**Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

Emprunteurs	Facilités	Exposition (USD)	Exposition (EUR ou équivalent EUR)
Cdiscount	PGE (part de 20% non garantie par l'état)		2 800 000 EUR
Cdiscount	Overdraft		20 000 000 EUR
Monoprix Holding	Reverse Factoring (PRIO/IRI)		91 500 000 EUR
Monoprix Holding	Overdraft		20 000 000 EUR
EMC Distribution Ltd	Reverse Factoring (Vendor Financing - Issuance of LCs)	70 000 000 USD	64 500 000 EUR
Distridyn	Overdraft (quote-part des engagements Distridyn)		6 000 000 EUR
Distribution Casino France	Reverse Factoring (PRIO/IRI)		95 000 000 EUR
	SOUS-TOTAL PGE (part de 20% non garantie par l'état)		2 800 000 EUR
	SOUS-TOTAL OVERDRAFT (dont quote-part des engagements Distridyn)		46 000 000 EUR
	SOUS-TOTAL REVERSE FACTORING	70 000 000 USD	251 000 000 EUR
	TOTAL FACILITES OPERATIONNELLES	70 000 000 USD	299 800 000 EUR

Cordialement,

BNP Paribas

 *Sophie Javary*

Par : Sophie Javary

 *Grégoire Mouchot*

Par : Grégoire Mouchot

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur
42 Rue de Lisbonne
75008 PARIS

Copie : **Casino Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 28 juillet 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants Non Confirmés

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants Non Confirmés**) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables aux Financements Opérationnels Existants Non Confirmés), sans préjudice de l'alinéa 2 de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier ou des autres droits aux termes des Financements Opérationnels Existants Non Confirmés (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant Non Confirmé tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant Non Confirmé au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 30 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (**l'Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino et étant entendu que, concernant le financement accordé à E.M.C Distribution Limited, une garantie de Monoprix Exploitation sera accordée dans les meilleurs délais.



3. La liste des Financement Opérationnels Existants Non Confirmés est la suivante :

Encours non confirmés (en EURm) à l'ouverture de la Conciliation - 24 avril 2023

Institution	Reverse factoring	Découvert	Total
	E.M.C. Distribution Limited	Distridyn (quote-part Casino)	
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	75 (*)	2	77

(*) Exposition de USD 85m au taux de change EUR/USD de 1.13

Cordialement,

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank



Par : Franck VALETTE
Authorized Signatory



Par : Arnaud TURQUIER
Authorized Signatory



BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Thevenot Partners
42 Rue de Lisbonne
75008 PARIS

Montrouge, le 26/07/2023

Référence :

Contrats d'affacturages n° 6841 – 6843 – 6844 – 6847 – 9596 - 9597

Chers Maîtres,

Nous nous permettons de revenir vers vous quant à votre courrier du 21 juillet 2023, relatif à la procédure de conciliation de la société CASINO datant du 25/05/2023.

Pour rappel, les entités concernées par le contrat d'affacturage sont les suivantes :

- SEDIFRAIS (SIREN :341.500.858)
- DISTRIBUTION CASINO France (SIREN : 428.268.023)
- MONOPRIX EXPLOITATION (SIREN : 552.083.297)
- DISTRIBUTION FRANPRIX (SIREN : 414.265.165)
- CDISCOUNT (SIREN : 424.059.822)
- MAAS (SIREN : 880.150.289)

Suite à vos différentes demandes, EUROFACTOR donne son accord sur les points suivants :

- Maintien du contrat d'affacturage pour un plafond de financement de 150M€ et de ses conditions de financement pendant la durée de la procédure jusqu'à la première des dates suivantes (i) le [30] septembre 2023 (étant la date cible (la Date Cible) de signature de l'accord de lock up par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'Accord de Lock Up), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.
- Maintien du contrat d'affacturage pendant une période de 3 ans à partir de la date de réalisation de la restructuration dans le cadre du mécanisme d'élévation selon les modalités suivantes :
 - ✓ Maintien des conditions financières telles que détaillées ci-dessous :
 - Commission d'affacturage : 0.08 %
 - Commission spéciale : EURIBOR 3 M+ 0.70 %
 - Le plafond de financement pour le contrat EUROFACTOR est de 150 M €.

- ✓ Cet accord est donné sous réserve du respect des conditions générales et particulières du contrat d'affacturage tel qu'existant à ce jour et de la réalisation de la restructuration dans les termes décrits par le Lock Up Agreement à venir.

- Notre positionnement relatif à la société DISTRIDYN fera l'objet d'une position commune exportée par le chef de file de syndication BPCE FACTOR.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

Nous vous prions d'agréer, Chers Maîtres, l'expression de nos salutations distinguées.

Frédéric MADALLE
Directeur Général adjoint

DocuSigned by:
 **Frédéric MADALLE**
FE2A248D997B4BF...

**Maître Aurélia Perdereau
SELARL THEVENOT PARTNERS
42 rue de Lisbonne 75008 PARIS**

**Maître Marc Sénéchal
SCP BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE**

Copie :

Casino, Guichard-Perrachon SA - 1 Cours Antoine Guichard - 42000 Saint-Etienne

Paris, le 26 juillet 2023

Par courriel

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. Suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants**) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables aux Financements Opérationnels Existantes), sans préjudice de l'alinéa 2 de l'article L.313-12 du Code Monétaire et Financier ou des autres droits aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. Maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 15 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (**l'Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.



3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

- CDISCOUNT : Découvert à hauteur de 19,5M€ maximum
Cette ligne est portée par le compte EUR 08970647805.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Frédérique DESTAILLEUR
Présidente du Directoire
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes



Me Aurélia Perdereau
SELARL Thevenot Partners
42, rue de Lisbonne
75008 Paris

Me Marc Sénéchal
SCP BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 Neuilly S/ Seine

Paris, le 26 juillet 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. Surseoir aux effets de la dénonciation intervenue le 29 juin 2023 des financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants**), sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions par ailleurs de réduire ou interrompre les Financements Opérationnels Existants au titre dudit article ou conformément aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. Maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 15 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (**l'Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

MONOPRIX HOLDING Découvert à hauteur de 20 millions maximum

Nous vous prions de croire, Chers Maîtres, en l'expression de nos salutations les meilleures.

Fabienne HELLMANN


Maître Aurélia Perdereau
SELARL THEVENOT PARTNERS
42 rue de Lisbonne 75008 PARIS
Maître Marc Sénéchal
SCP BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Copie :
Casino, Guichard-Perrachon SA
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 28 juillet 2023

Par Courriel

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère/cher Madame/Monsieur,

Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :

- a. Suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés au paragraphe 3 ci-dessous (les Financements Opérationnels Existants) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables aux Financements Opérationnels Existants), sans préjudice de l'alinéa 2 de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier ou des autres droits aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
- b. Maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023, dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 15 septembre 2023 (étant la date cible (la Date Cible) de signature de l'accord de lock up par toutes les parties concernées permettant la mise en oeuvre de la Restructuration (l'Accord de Lock Up), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 15 septembre 2023 (étant la date cible (la Date Cible) de signature de l'accord de lock up par toutes les parties concernées permettant la mise en oeuvre de la Restructuration (l'Accord de Lock Up), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

CASINO FINANCE : Découvert à hauteur de 15 M€ maximum

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

christian parysak

Directeur des risques, de la conformité et des contrôles permanents

De : **CIC CORPORATE, BECM, CIC LYONNAISE DE BANQUE** représentées par Eric Charpentier
Crédit Mutuel Factoring représenté par Philippe Mutin

A : **CIRI** : Pierre Olivier Chotard, Secrétaire Général

BTSG : Maître Marc Sénéchal , Conciliateur
Thevenot Partners Maître Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 28 Juillet 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.

La liste des Financements Opérationnels Existants concernés par votre demande est listée au paragraphe 3 ci – dessous.

1. Nous tenons tout d’abord à rappeler que par courriers en date du 25 avril 2023, Crédit Mutuel Factoring a confirmé sa décision de résilier les contrats d’affacturation du Programme 2 Factor visés au paragraphe 3 ci-dessous (les **Courriers de Résiliation**) avec prise d’effet dans un délai de 3 mois à compter de la première présentation des Courriers de Résiliation (les **Résiliations**).

Les Courriers de Résiliation se référaient en particulier aux échanges intervenus depuis le début de l’année et en dernier lieu lors de la réunion du 14 avril 2023 et réitérait la proposition de Crédit Mutuel Factoring de poursuivre le financement des créances sur les affiliés en envisageant l’optimisation de la volumétrie des créances correspondantes (avec exclusion des créances sur vos fournisseurs), en complément des précédents échanges sur la nécessaire fourniture d’une assurance-crédit. Les Courriers de Résiliation sont demeurés sans réponse.

Postérieurement, nous avons été informés de l’ouverture par le Tribunal de Commerce de Paris le 25 mai 2023 d’une procédure de conciliation au bénéfice de la société Casino Guichard-Perrachon SA et de certaines de ses filiales (la **Procédure de Conciliation**).

Dans le cadre de la Procédure de Conciliation, il a été demandé de maintenir l’encours global des financements opérationnels dans la perspective de la finalisation de la restructuration financière du Groupe Casino pour permettre l’implémentation de l’offre EPGC/Fimalac/Attestor du 15 juillet 2023.

2. Dans ce contexte, et pour permettre l’application du mécanisme de priorité prévu au « restructuring term sheet » du 27 juillet 2023, nous confirmons l’accord de nos établissements pour :
 - a. (i) suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants Non Dénoncés**) au terme du délai de préavis visé à l’article L. 313-12 du Code monétaire et financier et (ii) surseoir aux effets des Résiliations intervenues le 25 avril 2023 des financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants Dénoncés**), sans préjudice de l’alinéa 2 de l’article L. 313-12 du Code monétaire et financier ou des autres droits aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n’est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et

- b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023. Il est cependant précisé que, comme indiqué lors de nos différents échanges tant avec le Groupe Casino que sous l'égide conjointe des Conciliateurs et du CIRI, les financements Factor consentis sur le Programme 2 porteront sur les seules créances détenues sur la clientèle des Sociétés Concernées par nos contrats (des sociétés affiliés qui sont des franchisés, supermarchés, hypermarchés et magasins de proximité) (le **Programme 2 Maintenu**) ; et ce, dans la limite d'un Financement Global Maximum de 210 millions d'Euros (reprenant le Programme 1 et le Programme 2 Maintenu).

Par ailleurs et en tout état de cause, les Financements Opérationnels au titre du Programme 2 Maintenu nécessiteront au plus tard au 1^{er} septembre 2023 la fourniture d'une assurance-crédit identique à celle existante sur le Programme 1 liant Crédit Mutuel Factoring aux autres sociétés du Groupe Casino ; ladite assurance-crédit serait souscrite par Crédit Mutuel Factoring ou par la Société Concernée avec délégation du droit aux indemnités auprès d'un assureur crédit bénéficiant d'une notation d'au moins BBB- de Standard & Poor's Rating Services, une division de the McGraw-Hill Companies Inc. ou de Baa3 for Moody's Investors Services Limited. Les coûts de l'assurance-crédit seront à la charge de l'Entreprise.

Le Programme 2 Maintenu devra faire l'objet d'un avenant (avec réitération des sûretés existantes).

Nous précisons pour finir que les Financements Opérationnels sont maintenus dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 15 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (**l'Accord de Lock Up**)), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

En k€	AUTORISATIONS			
	contreparties	Banque	type de concours	Auto
Casino Finance	GE CIC	ligne bilaterale CT	5 000	non dénoncée
Distridyn (hors conciliation JV Cora)	GE CIC	FC	20 000	non dénoncée
CGP	total GE CIC		25 000	
Casino Finance	CIC SE	ligne bilaterale CT	5 000	
	total CIC SE		5 000	
Monoprix Holding	BECM	FC	15 000	non dénoncée
FPLP	BECM	FC	1 500	non dénoncée
	total BECM		16 500	
Diverses Filiales CGP	CREDIT MUT	Programme 1- Factor	60 000	Non dénoncé
	CREDIT MUT	Programme 2- Factor	150 000	Dénoncé
	total factor	Factor	210 000	
			256 500	

Cordialement,

**Pour CIC CORPORATE, BECM ,
CIC LYONNAISE DE BANQUE**

DocuSigned by:
 **Eric CHARPENTIER**
DB54706208264F6...

Eric Charpentier
Directeur Général

Pour CREDIT MUTUEL FACTORING

DocuSigned by:
 **Philippe MUTIN**
08AFD7AD9B1046B...

Philippe Mutin
Directeur Général

From: [FRANCOIS RIVORY Pascale](#)
To: [NDENIAU@groupe-casino.fr](#); [DLUBEK@groupe-casino.fr](#); [ALRAVALAIS@groupe-casino.fr](#); [EDARTIGUENAVE@groupe-casino.fr](#)
Cc: [senechal@btsg.eu](#); [Aurelia.PERDEREAU](#); [Pierre-Olivier.CHOTARD@dgtrésor.gouv.fr](#); [Julien.BRACO@dgtrésor.gouv.fr](#); [Pierre Launay](#); [ccf@btsg.eu](#); [\\$Project InternalCamondo](#); [MABILAT, Laurent \(LAM\)](#); [CHARPENTIER Eric](#); [MUTIN Philippe](#); [BENQUET Valérie](#); [BAILLAUD Jacques](#); [TIMMERMAN Théo](#); [TANFIN Marc](#); [MARESCHAL Hélène](#); [MILLOTTE Barbara](#)
Subject: Maintien des lignes opérationnelles Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale - Maintien des Lignes au 30 Septembre 2023
Date: lundi 31 juillet 2023 12:02:03
Attachments: [28_07_2023_maintien_lignes_financements_opérationnels.pdf](#)
[Summary.pdf](#)

Bonjour,

Nous faisons suite à l'envoi de la confirmation du maintien de nos lignes en date du 28/07/2023.
Notre Direction Générale a par le biais de ce courrier confirmé le maintien des lignes d'exploitation consenties au Groupe Casino jusqu'au 15/09 qui était, lors de nos discussions des 26 et 27 Juillet, la date cible de lock up et qui a été reportée au 30/09 des derniers échanges relatifs à la finalisation du term sheet dans l'après-midi du 27/07.
Compte tenu de la période de congés et pour éviter de devoir relancer un processus de signature, nous vous confirmons donc par la présente qu'il convient de remplacer la date du 15/09 par 30/09 dans le courrier joint.

Vous remerciant d'accuser de la bonne réception de ce message,

Et restant à votre disposition,

Bien à vous

Pascale François-Rivory
Responsable des Affaires Spéciales
Direction des Engagements Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale
61 Rue Taitbout
75009 Paris

Tel : +331 53 48 66 88

Mob : +336 79 70 63 87

De : FRANCOIS RIVORY Pascale

Envoyé : vendredi 28 juillet 2023 17:03

À : [NDENIAU@groupe-casino.fr](#); [DLUBEK@groupe-casino.fr](#); [ALRAVALAIS@groupe-casino.fr](#); [DARTIGUENAVE,ETIENNE](#) <[EDARTIGUENAVE@groupe-casino.fr](#)>

Cc : [senechal@btsg.eu](#); [aperdereau@thevenotpartners.eu](#); [Charles CLÉMENT-FROMENTEL](#) <[ccf@btsg.eu](#)>; [plaunay@thevenotpartners.eu](#); [\\$Project InternalCamondo](#) <[\\$ProjectInternalCamondo@freshfields.com](#)>; [MABILAT, Laurent \(LAM\)](#) <[Laurent.MABILAT@freshfields.com](#)>; [LBenshimon@HL.com](#); [Project_C](#) <[Project_C@hl.com](#)>; [MILLOTTE Barbara](#) <[barbara.millotte@creditmutuel.fr](#)>; [MARESCHAL Hélène](#) <[helene.mareschal@creditmutuel.fr](#)>; [BENQUET Valérie](#) <[valerie.benquet@cic.fr](#)>; [BAILLAUD Jacques](#) <[jacques.baillaud@cic.fr](#)>; [TIMMERMAN Théo](#) <[theo.timmerman@cic.fr](#)>; [TANFIN Marc](#) <[marc.tanfin@cic.fr](#)>; [LANOË Guillaume](#) <[guillaume.lanoe@cmfactoring.fr](#)>; [BOISSIER Bruno](#) <[bruno.boissier@factofrance.com](#)>; [BESSON Stéphanie](#) <[stephanie.besson@factofrance.com](#)>; [Bérangère Rivals](#) <[b.rivals@lr-avocats.fr](#)>; [CHARPENTIER Eric](#) <[eric.charpentier@creditmutuel.fr](#)>; [MUTIN Philippe](#) <[philippe.mutin@cmfactoring.fr](#)>

Objet : maintien des lignes opérationnelles Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale

Bonjour

Nous faisons suite à nos échanges et vous prions de trouver ci-joint lettre de confirmation de maintien des lignes régularisée par notre Direction Générale.

Nous reviendrons vers vous rapidement pour vous transmettre les termes et modalités relatives à la poursuite des concours Court Terme et d'Affacturage post changement de contrôle

Vous souhaitant une excellente journée et restant à votre disposition,

Bien à vous

Pascale François-Rivory

Responsable des Affaires Spéciales
Direction des Engagements Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale
61 Rue Taitbout
75009 Paris

Tel : +331 53 48 66 88
Mob : +336 79 70 63 87

Ce message et toutes les pièces jointes sont confidentiels et établis à l'intention exclusive de son ou ses destinataires. Si vous avez reçu ce message par erreur, merci d'en avertir immédiatement l'émetteur et de détruire le message. Toute modification, édition, utilisation ou diffusion non autorisée est interdite. L'émetteur décline toute responsabilité au titre de ce message s'il a été modifié, déformé, falsifié, infecté par un virus ou encore édité ou diffusé sans autorisation.

This message and any attachments are confidential and intended for the named addressee(s) only. If you have received this message in error, please notify immediately the sender, then delete the message. Any unauthorized modification, edition, use or dissemination is prohibited. The sender shall not be liable for this message if it has been modified, altered, falsified, infected by a virus or even edited or disseminated without authorization.

De : **La Banque Postale Leasing & Factoring**, Christophe Feignant, Directeur de la Relation Clients

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 28 juillet 2023

Objet : Contrat d'affacturage LBPLF / Groupe Casino du 21/09/21

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous vous confirmons notre accord pour surseoir aux effets de la dénonciation intervenue selon courriers recommandés avec accusé de réception en date du 31 mars 2023 du financement opérationnel mis à disposition du groupe Casino tel que visé au paragraphe 3 ci-dessous (le **Financement Opérationnel Existant**), sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions par ailleurs de réduire ou interrompre le Financement Opérationnel Existant au titre dudit article ou conformément aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas).

L'accord de LBPLF de surseoir aux effets de la dénonciation qui est intervenue est toutefois subordonné aux conditions suivantes qui sont cumulatives, à savoir :

- l'encours maximum de créances financées par LBPLF ne pourra pas être supérieur à la somme de 46 millions d'€ (quarante-six millions d'euros) étant précisé qu'en application du Financement Opérationnel Existant, aucun nouveau financement ne pourra intervenir avant la semaine 39 (du 25 au 29 septembre 2023) ;
- mise en place dans les meilleurs délais et au plus tard le 30 septembre 2023 d'une ligne d'affacturage qui se substituera au Financement Opérationnel Existant, et dont les principales modalités seront les suivantes :
 - montant maximum financé : 46 M d'€,
 - respect de l'unicité des débiteurs cédés,
 - sécurisation des encaissements,
 - limitation de l'encours financé sur les clients fournisseurs (facturations de Coops) à 20% de l'encours global,
 - Possibilité de notification des débiteurs cédés.

Sous réserve de ce qui précède, LBPLF accepte de maintenir l'application des termes et conditions régissant le Financement Opérationnel Existant, jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 30 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'**Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

- Contrat d'affacturage en date du 21/09/21 signé entre d'une part, LBPLF et, d'autre part, CASINO GLOBAL PARTNERSHIPS SAS, MONOPRIX, DISTRIBUTION CASINO FRANCE, CDISCOUNT, RELEVANC, MAAS.

Cordialement,

La Banque Postale Leasing & Factoring



Par : Christophe Feignant
Titre : Directeur de la Relation Clients

De : CREDIT LYONNAIS

A : BTSG
Thevenot Partners

Copie : Casino, Guichard-Perrachon SA
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 27 July 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants**) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables aux Financements Opérationnels Existants), sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions par ailleurs de réduire ou interrompre les Financements Opérationnels Existants au titre dudit article ou conformément aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 30 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'**Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financements Opérationnels Existants est la suivante :

Emprunteur	SIREN	Nature de ligne	Engagement au 24/04/2023
Monoprix Exploitation	552 083 298	RCF en pool	17 500
Monoprix Holding	775 705 601	PMT amortissable Facilité de Caisse	4 400 5 000
C Discount	424 059 822	PGE Facilité de Caisse	12 500 10 000
Distribution Casino France	428 268 023	PMT amortissable Escompte PERRENOT	15 600 18 536
Total LCL			83 536

Cordialement,

CREDIT LYONNAIS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. PIAR', is written over a horizontal line. The signature is somewhat stylized and overlaps the line.

Par : Nathalie PIAR
Titre : Responsable de Pôle Spécialisé
Conseil & Négociation Entreprises

Maître Aurélia Perdereau
SELARL THEVENOT PARTNERS
42 rue de Lisbonne 75008 PARIS

Maître Marc Sénéchal
SCP BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Copie :

Casino, Guichard-Perrachon SA
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Paris, le 27 juillet 2023

Par courriel

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. Suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants**) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier (ou stipulations équivalentes de droit étranger applicables aux Financements Opérationnels Existants), sans préjudice de l'alinéa 2 de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier ou des autres droits aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. Maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le 15 septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (**l'Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

➤ **MONOPRIX** : Découvert à hauteur de 5M€ maximum

Cette ligne est partagée entre MONOPRIX EXPLOITATION (compte EUR 04032192000, compte USD 04032192000) et MONOPRIX HOLDING (compte EUR 04091871000, compte USD 04091871001, Compte GBP 04091871002) conformément à la convention de cash-pooling en place

➤ **DISTRIDYN** : Découvert à hauteur de 10M€ maximum

Cette ligne est partagée entre les comptes EUR 04021638000, EUR 04021638002 et USD 04021638001

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Carlos HOLGUIN

Christophe CARLES

De : **SOCIETE GENERALE SUD OUEST**
Centre d'Affaires Régional Sud-Ouest Atlantique
140 Rue des Terres de Borde
33800 BORDEAUX

A : **BTSG**
Thevenot Partners

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne]

Date : [26] July 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les *Financements Opérationnels Existants*) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions par ailleurs de réduire ou interrompre les Financements Opérationnels Existants au titre dudit article ou conformément aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le [30] septembre 2023 (étant la date cible (la *Date Cible*) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'*Accord de Lock Up*), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :
CDISCOUNT SA : CAV N° 00425 00020277665 46
Facilité de Caisse de EUR 20 000 000

Cordialement,

SG SUD OUEST
Centre d'Affaires Régional Sud-Ouest Atlantique

Par : Jérôme MERY P/O Christian LARRIBE

Par : Marc ALIX

SG SUD OUEST

De : **SG – Centre d’Affaires Défense Etoile Entreprises**
Tour D2 – 17 bis Place des Reflets – TSA 83333
92030 LA DEFENSE Cedex

A : BTSG
Thevenot Partners

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne]

Date : 27 July 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listés au paragraphe 3 ci-dessous (les *Financements Opérationnels Existants*) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions par ailleurs de réduire ou interrompre les Financements Opérationnels Existants au titre dudit article ou conformément aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le [30] septembre 2023 (étant la date cible (la *Date Cible*) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'*Accord de Lock Up*), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

DISTRIDYN – Facilité de caisse – 5.000.000,00 €

38

Cordialement,

SG – Centre d’Affaires Défense Etoile Entreprises

~~Par : BENOIT PERRONNET
Titre : Directeur Clientèle Commerciale~~

**SOCIETE GENERALE
CENTRE D’AFFAIRES TOUR D2
DEFENSE ETOILE ENTREPRISES
1/ bis, Place des Renets
TSA 43333
92030 LA DEFENSE Cedex**

De : **SOCIETE GENERALE / PARIS CENTRE ENTREPRISES**

A : BTSG
Thevenot Partners [à compléter]

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne]

Date : July, 26th 2023

SOCIETE GENERALE
PARIS CENTRE ENTREPRISES
RUE DE BEAUMOUR
75003 PARIS

Ludovic DIDOT
Directeur Général

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chère Madame, Cher Monsieur,

1. Nous faisons référence au courrier que vous nous avez adressé le 21 juillet 2023.
2. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour :
 - a. suspendre notre droit de réduire ou interrompre les financements opérationnels mis à disposition du groupe Casino listées au paragraphe 3 ci-dessous (les **Financements Opérationnels Existants**) au terme du délai de préavis visé à l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions par ailleurs de réduire ou interrompre les Financements Opérationnels Existants au titre dudit article ou conformément aux termes des Financements Opérationnels Existants (et, de manière générale, sans préjudice de tout autre droit dont nous bénéficions en vertu de la loi ou de tout contrat, qui n'est pas suspendu et auquel nous ne renonçons pas) ; et
 - b. maintenir l'application des termes et conditions régissant chaque Financement Opérationnel Existant tels qu'applicables à ce Financement Opérationnel Existant au 24 avril 2023,

dans chaque cas jusqu'à la première des dates suivantes (i) le [30] septembre 2023 (étant la date cible (la **Date Cible**) de signature de l'accord de *lock up* par toutes les parties concernées permettant la mise en œuvre de la Restructuration (l'**Accord de Lock Up**), (ii) la date à laquelle l'Accord de Lock Up est conclu par toutes les parties concernées et devient effectif et (iii) la date à laquelle nous considérons (agissant raisonnablement) que l'Accord de Lock Up ne pourra pas être signé par toutes les parties concernées ou ne pourra pas devenir effectif.

Le présent accord ne sera effectif qu'à la condition que les Conciliateurs nous aient confirmé par écrit avant le 31 juillet 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

3. La liste des Financement Opérationnels Existants est la suivante :

Facilité de Caisse de 20 M€ (vingt millions d'euros) rattachée au compte de Monoprix Exploitation dont le compte est enregistré dans nos livres sous le numéro 03620 00020586473/62

Cordialement,

SOCIETE GENERALE – PARIS CENTRE ENTREPRISES

Par : LUDOVIC DINDIN
Titre : DIRECTEUR CLIENTELE COMMERCIALE

Ludovic DINDIN
Directeur clientèle commerciale

SOCIETE GENERALE
PARIS CENTRE ENTREPRISES
132 RUE REAUMUR
75002 PARIS

Annexe 4 - Lettres de confirmation des Financements Opérationnels
Groupe Casino Existants (envoyées en octobre 2023)

Casino Group Existing and New Operational Financing, Priority Right Quantum

Casino Group Existing Operational Financing at the Record Date	RCF	Overdraft	Committed Lines	Reverse Factoring	Factoring/mob. créances	Distridyn (QP Casino)	Sub Total	PGE Cnova (20% exposure)	Total
Groupe Crédit Agricole	204.0	15.0	78.5 ¹	75.0	150.0	38.0	356.5	2.5	359.0
BNP Paribas	165.1	40.0	-	251.0	-	6.0	297.0	2.8	299.8
Société Générale	150.0	40.0	-	-	-	3.0	43.0	2.3	45.3
CM-CIC	135.2	26.5	-	-	210.0	10.0	246.5	-	246.5
BPCE	110.0	60.0	105.0	-	-	94.0	259.0	1.9	260.9
La Banque Postale	69.6	-	-	-	46.0	73.0	119.0	-	119.0
Commercial Banks	833.9	181.5	183.5	326.0	406.0	224.0	1,321.0	9.5	1,330.5

Casino Group New Operational Financing needs		150.0	190.0	361.0	390.0	174.6	1,265.6	9.5	1,275.1
---	--	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	----------------	------------	----------------

New Operational Financing, Priority Right Quantum	RCF	Overdraft	Committed Lines	Reverse Factoring	Factoring/mob. créances	Ligne Backup de 175m (ex Distridyn)	Sub Total	PGE Cnova (20% exposure)	Total (Priority Right Quantum)	RCF at Closing	% elevated
Groupe Crédit Agricole ²	204.0	20.0	50.0	81.7	150.0	33.8	335.5	2.5	338.0	204.0	100.0%
BNP Paribas	165.1	40.0	-	224.5	-	6.0	270.5	2.8	273.3	165.1	100.0%
Société Générale	150.0	43.0	-	-	-	-	43.0	2.3	45.3	27.4	18.2%
CM-CIC	135.2	23.9	-	-	190.0	10.0	223.9	-	223.9	135.2	100.0%
BPCE	110.0	33.7	101.2	-	-	45.3	180.2	1.9	182.1	110.0	100.0%
La Banque Postale	69.6	-	-	-	46.0	69.2	115.2	-	115.2	69.6	100.0%
Commercial Banks	833.9	160.6	151.2	306.2	386.0	164.3	1,168.3	9.5	1,177.8	711.3	

Notes:

1. As envisaged by footnote 5 of the Restructuring Term Sheet, Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France will not be committed to anything with regards to its €10m RCF Monoprix participation, and if needed, the other entities of the Group Crédit Agricole will be able to replace this Casino Group Operational Financing in order to reinstate in full their RCF Loans. As such the €10m participation of Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France in the RCF Monoprix (as defined in the Restructuring Term Sheet), shall not constitute Casino Group Existing Operational Financing for the purposes of this Agreement

2. Includes CACIB, LCL et CALEF (excludes Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France)

De : BNP Paribas

A : BTSG, Marc Sénéchal, Conciliateur

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : Casino, Guichard-Perrachon SA
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 5 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la *Restructuration*) en date du 5 octobre 2023 (l'*Accord de Lock Up*) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 28 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le *Courrier*).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée au paragraphe 2 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

Classification : Internal

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

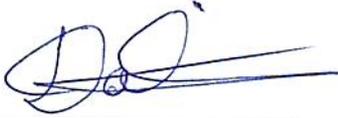
- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

CS

GM

BNP Paribas



Par : Christophe Dalmais
Titre : Global Head of Value Preservation Group



Grégoire Mouchot
Global Relationship Manager

Référence interne : n° 46597 DISTRIDYN

Société DISTRIDYN
MONSIEUR ALFRED SOTO
18 AVENUE WINSTON CHURCHILL
94220 CHARENTON LE PONT

LETTRE RECOMMANDEE AVEC A.R
Envoyée également par courriel

Charenton le 09 octobre 2023

Objet : Prorogation du préavis de résiliation

À l'attention de Monsieur Alfred SOTO

Monsieur,

Conformément à votre demande écrite par courrier daté du 13 septembre 2023, par lequel vous nous avez sollicités pour proroger le préavis de résiliation jusqu'à la plus proche des 2 dates suivantes (i) la date de réalisation de la restructuration du Groupe CASINO PERRACHON GUICHARD et (ii) le 31 mars 2024.

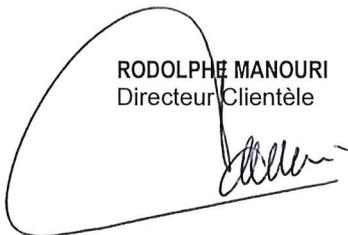
Nous comprenons que cette date de restructuration a été repoussée au plus tard au 30 avril 2024.

Par conséquent nous vous précisons, avec avis favorable des participants à la syndication, soit les sociétés LBPLF et CALF notre accord pour proroger la date de fin de préavis de la résiliation de votre contrat d'affacturage au 30 avril 2024 dans les mêmes conditions que l'avenant n°6 avec un plafond de financement à 330 000 000 €.

Cet accord sera matérialisé par un avenant N°7 qui vous sera adressé afin d'entériner cette décision. Il ne prendra effet définitivement que dans la mesure où les participants à la syndication auront acté juridiquement, par la signature d'un avenant à la syndication, la prorogation de la date de fin de préavis.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

RODOLPHE MANOURI
Directeur Clientèle



LENAIG REFLOC'H
Directrice Grands Comptes et International



De : **Crédit Agricole Corporate & Investment Bank**

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Thevenot Partners, Aurélie Perdereau, Conciliateur
42 Rue de Lisbonne
75008 PARIS

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 6 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants Non Confirmés

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 28 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
 2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
 3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée au point 2. du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (**Restructuring Effective Date**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.
- Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.
4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (**Accelerated Safeguards**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (**RCF Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (**TLB Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (**Quatrim Bonds**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou



- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes (b), (c) et (d) de la clause 10.2 de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank



Par : Franck VALETTE
Authorized Signatory



Par : Pol MINØR
Authorized Signatory



De : **Crédit Agricole Leasing & Factoring**

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur
42 Rue de Lisbonne
75008 PARIS

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 6 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ;
et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 26 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants (pour mémoire Contrats d'affacturages n° 6841 – 6843 – 6844 – 6847 – 9596 – 9597) qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée dans le courrier du 26 juillet 2023 (soit le 30 septembre 2023) soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (**Restructuring Effective Date**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (**Accelerated Safeguards**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (**RCF Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ;
ou
 - ii. les créanciers TLB (**TLB Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (**Quatrim Bonds**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement déchargés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

Eugénie AURANGE
Crédit Agricole Leasing & Factoring
Directrice Générale Adjointe

DocuSigned by:
Eugenie AURA
B05BD5D429694E6...



De : **Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes**
1, parvis Corto Maltese
CS 31271
33076 Bordeaux Cedex

A : **BTSG, Marc Sénéchal, Conciliateur**

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 10 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 27 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée à la fin du paragraphe 2 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (**Restructuring Effective Date**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (**Accelerated Safeguards**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (**RCF Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (**TLB Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (**Quatrim Bonds**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim



n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris, étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes

Ludovic RENAUD
Membre du Directoire - BDR
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes

Par : Ludovic RENAUD

Titre : Mandataire Pôle Banque de Développement Régional



Me Aurélia Perdereau
SELARL Thevenot Partners
42, rue de Lisbonne
75008 Paris

Me Marc Sénéchal
SCP BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 Neuilly S/ Seine

Paris, le 9 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 26 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1 (a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée à la fin du paragraphe 3 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du Groupe Casino (**Restructuring Effective Date**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (**Accelerated Safeguards**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (**RCF Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (**TLB Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (**Quatrim Bonds**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou



- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions de croire, Chers Maîtres, en l'expression de nos salutations les meilleures.

p.o.
Fabienne HELLMANN

De : **Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche**
17 rue des frères Ponchardier BP 147
42 012 Saint-Etienne Cedex 2

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 9 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 28 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée [à la fin du]/[au] paragraphe [B] du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

Caisse D'épargne Loire Drôme Ardèche

christian parysak

Par : Christian PARYSAK

Titre : Directeur des risques, de la conformité et des contrôles permanents

De : **CIC CORPORATE, BECM, CIC LYONNAISE DE BANQUE** représentées par **Eric Charpentier**
Crédit Mutuel Factoring représenté par **Philippe Mutin**

A : **CIRI** : Pierre Olivier Chotard, Secrétaire Général

BTSG, Marc Sénéchal, Conciliateur
Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 09 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) y compris aux Term Sheets portant sur les opérations de financement opérationnel qui y sont annexés ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 28 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée à la fin du paragraphe 2 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ;
ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

5. Concernant les contrats d'affacturage conclus entre Crédit Mutuel Factoring et Distribution Franprix, Sedifrais, Distribution Casino France et Monoprix Exploitation, un avenant à ces contrats sera signé dans les jours qui viennent afin que, durant la période allant de la date de signature de l'Accord de Lock Up et la *Restructuring Effective Date*, certaines dispositions du term sheet annexé à l'Accord de Lock Up s'appliquent à ces contrats d'affacturage, y compris les conditions d'assurance-crédit, les conditions du recours du factor sur les cédants, les conditions financières applicables à l'affacturage, les cas de défauts, les déclarations et garanties et les engagements des cédants. En parallèle sera négocié avec le Groupe Casino la documentation définitive devant être signée à la *Restructuring Effective Date* afin de mettre en place totalement les stipulations du term sheet annexé à l'Accord de Lock Up.
6. Pour finir et conformément aux engagements pris par le Management du Groupe Casino, nous vous confirmons que nos équipes dédiées se tiennent à la disposition des équipes Casino pour travailler d'ores et déjà à la bascule des prélèvements de SDD CORE vers B to B, afin de se donner les moyens d'atteindre notre objectif commun à horizon 24 mois.
7. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

[

**Pour CIC CORPORATE, BECM,
CIC LYONNAISE DE BANQUE**

DocuSigned by:
 **Eric CHARPENTIER**
DB54706208264F6...
Eric Charpentier
Directeur Général

Pour CREDIT MUTUEL FACTORING

DocuSigned by:
 **Philippe MUTIN**
08AFD7AD9B1046B...
Philippe Mutin
Directeur Général

De : **La Banque Postale Leasing & Factoring**, Christophe FEIGNANT, Directeur de la Relation Clients

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**

1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 9 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 28 juillet 2023 relatif au Financement Opérationnel Existant qui y est visé (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que :
 - o la date limite visée au point 2 (avant dernier paragraphe) du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.
 - o la date limite visée au point 2 (2^{ème} paragraphe) pour la mise en place de nouvelles modalités de fonctionnement du Financement Opérationnel Existant soit remplacée par le 13 octobre 2023.

Ces modifications ne seront effectives qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou

- iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou
- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

La Banque Postale Leasing & Factoring

Par : Christophe FEIGNANT
Titre : Directeur de la Relation Clients





De : **CREDIT LYONNAIS**

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 6 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 27 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée à la fin du paragraphe 2. du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes (b), (c) et (d) de la clause 10.2 de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
 - e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,
- étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

Crédit Lyonnais



Par : Loris SARTINI
Titre : Responsable de Pôle Spécialisé Conseils et Négociations

Maître Aurélia Perdereau
SELARL THEVENOT PARTNERS
42 rue de Lisbonne 75008 PARIS

Maître Marc Sénéchal
SCP BTSG
15, rue de l'hôtel de Ville
92522 NEUILLY-SUR-SEINE

Copie :

Casino, Guichard-Perrachon SA
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Paris, le 9 octobre 2023

Par courriel

Objet : Financements Opérationnels Existants

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ; et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 27 juillet 2023 ainsi que le courriel adressé le 1^{er} aout 2023 relatifs aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée conformément au i) du dernier paragraphe de la page 1 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

Concernant la ligne de découvert à hauteur maximum de 5 millions d'euros, nous vous précisons qu'elle bénéficie exclusivement à MONOPRIX HOLDING (et non pas à MONOPRIX HOLDING et MONOPRIX EXPLOITATION comme indiqué dans le Courrier).

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
- a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou
 - d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
 - e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

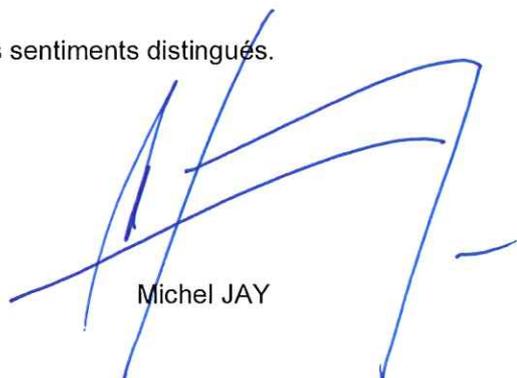
En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.



Carlos HOLGUIN



Michel JAY

De : **SOCIETE GENERALE SUD OUEST**
Centre d'Affaires Régional Sud-Ouest Atlantique
140 Rue des Terres de Borde
33800 BORDEAUX

A : **BTSG, Marc Sénéchal, Conciliateur**
Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 06 octobre 2023

Objet : **Financements Opérationnels Existants** *Ediscount*

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la *Restructuration*) en date du 5 octobre 2023 (l'*Accord de Lock Up*) ;
et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 26 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le *Courrier*).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée au paragraphe 2.b du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

-
4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ;
ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

SG SUD OUEST
Centre d'Affaires Régional Sud-Ouest Atlantique

Par : Jean-Marc ROQUES P/O Christian LARRIBE


Jean-Marc ROQUES
Directeur Clientèle Commerciale
Centre d'Affaires Régional
SG Sud-Ouest

De : **SG – Centre d’Affaires Défense Etoile Entreprises**
Tour D2 – 17 bis Place des Reflets – TSA 83333
92030 LA DEFENSE Cedex

A : **BTSG**, Marc Sénéchal, Conciliateur

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 6 octobre 2023

Objet : Financements Opérationnels Existants *Distribuer*

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la **Restructuration**) en date du 5 octobre 2023 (l'**Accord de Lock Up**) ;
et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 27 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le **Courrier**).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée au paragraphe 2 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (**Restructuring Effective Date**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (**Accelerated Safeguards**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (**RCF Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ;
ou
 - ii. les créanciers TLB (**TLB Creditors**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (**Quatrim Bonds**, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

SOCIETE GENERALE



Par : **BENOIT PERRONNET**

Titre : **DIRECTEUR CLIENTELE COMMERCIALE**

De : **SOCIETE GENERALE / PARIS CENTRE ENTREPRISES**

A : **BTSG, Marc Sénéchal, Conciliateur**

Thevenot Partners, Aurélia Perdereau, Conciliateur

Copie : **Casino, Guichard-Perrachon SA**
1 Cours Antoine Guichard
42000 Saint-Etienne

Date : 06 octobre 2023

Objet : **Financements Opérationnels Existants** *Planopie à Exploitation.*

Chers Maîtres,

1. Nous faisons référence :
 - a. à l'accord de *lock up* relatif à la mise en œuvre de la restructuration financière et de structure de capital du groupe Casino (la *Restructuration*) en date du 5 octobre 2023 (l'*Accord de Lock Up*) ;
et
 - b. au courrier que nous vous avons adressé le 26 juillet 2023 relatif aux financements opérationnels existants qui y sont visés (le *Courrier*).
2. Ce courrier vous est adressé conformément à l'article 9.1(a) de l'Accord de Lock Up.
3. Par les présentes, nous confirmons notre accord pour que la date limite visée au paragraphe 2 du Courrier soit remplacée par la date limite consistant en la première des dates suivantes : (a) le 30 avril 2024, (b) la date effective de restructuration du groupe Casino (*Restructuring Effective Date*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) et (c) la date à laquelle l'Accord de Lock Up prendrait fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up.

Cette modification ne sera effective qu'à la condition que vous nous ayez confirmé par écrit avant le 12 octobre 2023 le maintien par les assureurs crédit de leurs lignes au bénéfice du groupe Casino.

4. Nous pourrions, en vous le notifiant par email, mettre fin à nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier (sans aucune responsabilité à ce titre) à tout moment après la survenance d'un des cas suivants :
 - a. l'Accord de Lock Up prend fin conformément à l'article 13 de l'Accord de Lock Up ;
 - b. les sauvegardes accélérées (*Accelerated Safeguards*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up), ne sont pas ouvertes le 25 octobre 2023 ;
 - c.
 - i. les créanciers RCF (*RCF Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits renouvelables en date du 18 novembre 2019 (tel que modifié à tout moment) ;
ou
 - ii. les créanciers TLB (*TLB Creditors*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 2/3 des engagements totaux au titre du contrat de crédits en date du 1^{er} avril 2021 (tel que modifié à tout moment) ; ou
 - iii. les porteurs d'obligations Quatrim (*Quatrim Bonds*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) représentant en agrégé plus de 50% des obligations Quatrim n'ont pas adhéré à l'Accord de Lock Up au plus tard le 24 octobre 2023 ; ou

- d. les accords relatifs aux avenants du contrat intercréanciers existant en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) visés au Milestones No. 2 de l'annexe 19 de l'Accord de Lock Up et les waivers et avenants visés aux paragraphes [(b), (c) et (d) de la clause 10.2] de l'Accord de Lock Up n'ont pas été obtenus au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris ;
- e. les avenants au contrat intercréanciers en date du 20 novembre 2019 (*Existing ICA Amendments*, tel que ce terme est défini dans l'Accord de Lock Up) n'ont pas été signés par toutes les parties à cet avenant au plus tard à la date à laquelle les requêtes aux fins de solliciter l'ouverture des procédures de sauvegarde accélérée ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris,

étant précisé que vous vous êtes engagés à nous notifier le dépôt des requêtes visées aux paragraphes d et e ci-dessus dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous serons définitivement dégagés de nos engagements au titre du présent courrier et du Courrier dès réception par vous de la notification visée ci-dessus.

- 5. Le présent courrier n'emporte aucune modification des termes du Courrier autre que celle visée au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres termes de l'accord que nous avons donné dans le Courrier continueront donc de s'appliquer dans leur intégralité tels qu'ils y sont stipulés.

Nous vous prions d'agréer, chers Maîtres, l'expression de nos sentiments distingués.

SOCIETE GENERALE

Ludovic DINDIN
Directeur clientèle commerciale

Par : LUDOVIC DINDIN

Titre : DIRECTEUR CLIENTELE COMMERCIALE

Annexe 5 – Avenant à l'Accord Inter-Créanciers

AMENDMENT AGREEMENT TO THE EXISTING INTERCREDITOR AGREEMENT

THIS AMENDMENT AGREEMENT (the “**Agreement**”) **IS DATED 11 OCTOBER 2023 AND MADE BETWEEN** (together, the “**Parties**”):

1. **CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH as COMMON SECURITY AGENT;**
2. **CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH as SENIOR SECURED NOTES SECURITY AGENT;**
3. **CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK as SENIOR REVOLVING FACILITY AGENT;**
4. **CREDIT SUISSE (DEUTSCHLAND) AKTIENGESELLSCHAFT as SENIOR TERM FACILITY AGENT;**
5. **CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH as SENIOR SECURED NOTES TRUSTEE;**
and
6. **CASINO, GUICHARD-PERRACHON**, a *société anonyme à conseil d'administration* with a share capital of EUR 165,892,131.90, whose registered office is at 1, Cours Antoine Guichard, 42000 Saint-Etienne, France, registered with the Commercial Register of Saint-Etienne under number 554 501 171, as **COMPANY**.

WHEREAS:

1. Reference is made to:
 - (a) the intercreditor agreement entered into between, *inter alios*, Citibank, N.A., London Branch, as Common Security Agent and Senior Secured Notes Security Agent, Credit Agricole Corporate and Investment Bank as Senior Revolving Facility Agent, Credit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft as Senior Term Facility Agent, Citibank, N.A., London Branch as Senior Secured Notes Trustee and Casino, Guichard-Perrachon as Company, dated 20 November 2019 and as amended from time to time (the “**Existing Intercreditor Agreement**”); and
 - (b) the lock-up agreement entered into between, *inter alios*, (i) the Company, Casino Finance, Distribution Casino France, Casino Participations France, Quatrim, Monoprix, Ségisor, (ii) the Consortium Members including Vesa Equity Investment Sàrl and Fimalac (as such terms are defined therein), (iii) several investment funds having significant financial exposure in (x) the Revolving Facility Agreement and (y) the Senior Facilities Agreement and (iv) the Group’s main commercial banks, dated 5 October 2023 (the “**LUA**”).

2. In accordance with the provisions of Clause 25.1 (*Required consents*) of the Existing Intercreditor Agreement, Senior Creditors and Senior Secured Noteholders representing the relevant majorities set out below have authorised and instructed each relevant Senior Agent and Senior Secured Notes Trustee (as applicable) to amend the terms of the Existing Intercreditor Agreement in accordance with the provisions of this Agreement:
 - (a) Majority Lenders (as such term is defined in the Senior Facilities Agreement) acting in accordance with clause 38 (*Amendments and Waivers*) of the Senior Facilities Agreement;
 - (b) Majority Lenders (as such term is defined in the Revolving Facility Agreement) acting in accordance with clause 40 (*Amendments and Waivers*) of the Revolving Facility Agreement; and
 - (c) Senior Secured Noteholders holding at least a majority in aggregate of the principal amount of the Senior Secured Notes outstanding (the “**Majority Senior Secured Noteholders**”), acting in accordance with section 9.02 (*With consent of Holders*) of the Senior Secured Notes Indenture.
3. The required consents of Senior Creditors and Senior Secured Noteholders (as applicable) having been obtained (as set forth in clause 4 (*Consents and Instructions*)), the Common Security Agent and the Senior Secured Notes Security Agent are authorized and instructed to execute this Agreement pursuant to Clause 25.3 (*Effectiveness*) of the Existing Intercreditor Agreement.
4. In accordance with the above, the Parties have set out to execute this Agreement to amend the terms of the Existing Intercreditor Agreement.

IT IS AGREED AS FOLLOWS:

1. INTERPRETATION

In this Agreement (including its recitals), unless a contrary indication appears, capitalised terms and expressions shall have the meaning ascribed to them in the Existing Intercreditor Agreement or in the LUA, as the case may be, and the principles of construction set out in the Existing Intercreditor Agreement shall have effect as if set out in this Agreement.

2. THIRD PARTY RIGHTS

- (a) A person who is not a party to the Existing Intercreditor Agreement has no right under the Contracts (Rights of Third Parties) Act 1999 to enforce or enjoy the benefit of any term of this Agreement.
- (b) Subject to Clause 25 (*Consents, amendments and override*) of the Existing Intercreditor Agreement, the consent of any person who is not a party to this Agreement is not required to rescind or vary this Agreement at any time.

3. DEED

The Parties intend that this document shall take effect as a deed, notwithstanding that a party to it may only execute it under hand.

4. Consents and Instructions

By signing this Agreement, in accordance with Clause 25.3(b) (*Effectiveness*) of the Existing Intercreditor Agreement:

- (a) the Senior Revolving Facility Agent (acting on the instructions of the Majority Lenders (as such term is defined in the Revolving Facility Agreement) acting in accordance with clause 40 (*Amendments and Waivers*) of the Revolving Facility Agreement) hereby confirms to the Common Security Agent that the Majority Lenders (as such term is defined in the Revolving Facility Agreement) have consented to this Agreement and authorize and instruct the Common Security Agent to execute this Agreement;
- (b) the Senior Term Facility Agent (acting on the instructions of the Majority Lenders (as such term is defined in the Senior Facilities Agreement) acting in accordance with clause 38 (*Amendments and Waivers*) of the Senior Facilities Agreement) hereby confirms to the Common Security Agent that the Majority Lenders (as such term is defined in the Senior Facilities Agreement) have consented to this Agreement and authorize and instruct the Common Security Agent to execute this Agreement; and
- (c) the Senior Secured Notes Trustee hereby confirms that Senior Secured Noteholders of at least a majority in aggregate principal amount of the outstanding Senior Secured Notes have authorized and directed the Senior Secured Notes Trustee and each of the Security Agents to execute this Agreement in accordance with section 9.02 (*With consent of Holders*) of the Senior Secured Notes Indenture and, accordingly, the Senior Secured Notes Trustee hereby authorizes and instructs each of the Common Security Agent and the Senior Secured Notes Security Agent to execute this Agreement.

5. AMENDMENTS

The Parties, in accordance with the provisions of Clause 25 (*Consents, amendments and override*) of the Existing Intercreditor Agreement, agree that, with effect from the date hereof and (in respect of sub-paragraph (a) below only) subject to paragraph 6 (*Termination*) below:

- (a) Paragraph (a)(iv) of the definition of 'Enforcement Action' in Clause 1.1 (Definitions) of the Existing Intercreditor Agreement shall be deleted and reserved as follows:

~~"(a)(iv) the making of any demand against any member of the Group in relation to any Guarantee Liabilities of that member of the Group [*Intentionally left blank*]";~~
and

- (b) Clause 31 (*Governing law*) of the Existing Intercreditor Agreement shall be amended as follows:

"31. GOVERNING LAW

This Agreement and any non-contractual obligations arising out of or in

connection with it are governed by ~~English law~~French law.";

- (c) Clause 32 (*Enforcement*) of the Existing Intercreditor Agreement shall be amended as follows:

"32. ENFORCEMENT

32.1 Jurisdiction

~~(a) The courts of England~~Tribunal de Commerce de Paris will have exclusive jurisdiction to settle any dispute arising out of or in connection with this Agreement (including a dispute relating to the existence, validity or termination of this Agreement or any non-contractual obligation arising out of or in connection with this Agreement) (a "**Dispute**").

~~(b) The Parties agree that the courts of England are~~ Tribunal de Commerce de Paris is the most appropriate and convenient courts to settle Disputes and accordingly no Party will argue to the contrary.

~~(c) This Clause 32.1 is for the benefit of the Secured Parties only. As a result, no Secured Party shall be prevented from taking proceedings relating to a Dispute in any other courts with jurisdiction. To the extent allowed by law, the Secured Parties may take concurrent proceedings in any number of jurisdictions.~~

~~(d) Notwithstanding the foregoing, paragraph (c) above shall not apply in relation to any proceedings commenced by the Secured Parties against any Debtor incorporated in France (including whether that entity is a joint defendant with the other Debtors incorporated in France) and any such proceedings shall be commenced in the English courts pursuant to paragraphs (a) and (b) above."~~

32.2 Service of process

[Intentionally left blank]

~~(a) Without prejudice to any other mode of service allowed under any relevant law each Debtor (unless incorporated in England and Wales):~~

~~(i) irrevocably appoints GLN Representatives Limited as its agent for service of process in relation to any proceedings before the English courts in connection with this Agreement; and~~

~~(ii) agrees that failure by a process agent to notify the relevant Debtor of the process will not invalidate the proceedings concerned.~~

~~If any person appointed as an agent for service of process is unable for any reason to act as agent for service of process, the Company (on behalf of all the Debtors) must promptly (and in any event within five days of such event taking place) notify the Agents and appoint another agent on terms acceptable to each Senior Agent or, after the Senior Discharge Date, Senior Secured Notes Trustee or, after the Senior Secured Notes Discharge Date, the Second Lien Agent or, after the Second Lien Lender Discharge Date, the Second Lien Notes Trustee (each acting reasonably and in good faith). Failing this, each Senior Agent, the Senior Secured~~

Notes Trustee, Second Lien Agent or Second Lien Notes Trustee (as the case may be) may appoint another agent for this purpose.

(b) Each Debtor expressly agrees and consents to the provisions of this Clause 32 and Clause 31 (Governing law).”;

- (d) The governing law provisions of Schedule 1 (*Form of Debtor Accession Deed*) shall be amended as follows:

“This Agreement and any non-contractual obligations arising out of or in connection with it are governed by, ~~English law~~ French law.”;

- (e) The governing law provisions of Schedule 2 (*Form of Creditor/Agent Accession Undertaking*) shall be amended as follows:

“This Undertaking and any non-contractual obligations arising out of or in connection with it are governed by ~~English law~~ French law.”.

- (f) The governing law provisions of Schedule 3 (*Form of Debtor Resignation Request*) of the Existing Intercreditor Agreement shall be amended as follows:

“This letter and any non-contractual obligations arising out of or in connection with it are governed by ~~English law~~ French law.”; and

- (g) The governing law provisions of Schedule 4 (*Form of Second Lien Issuer/Borrower Accession Deed*) shall be amended as follows:

“This Agreement and any non-contractual obligations arising out of or in connection with it are governed by ~~English law~~ French law.”.

6. TERMINATION

The amendment set out in sub-paragraph (a) of paragraph 5 (*Amendments*) above (alone) shall automatically terminate (and the original provisions of paragraph (a)(iv) of the definition of “Enforcement Action” under the Existing Intercreditor Agreement shall automatically be reinstated) upon termination of the LUA (other than by reason of the occurrence of the Restructuring Effective Date). The Company shall promptly notify each of the Parties upon the occurrence of such automatic termination and reinstatement. For the avoidance of doubt, no other amendment set out in this Agreement shall terminate while the Existing Intercreditor Agreement (as amended by this Agreement) remains in full force and effect.

7. CONTINUING EFFECT

Except as varied by the terms of this Agreement, and unless and until terminated on or around the Restructuring Effective Date, the Existing Intercreditor Agreement and the other Debt Documents remain in full force and effect and any reference in any Debt Document to the “Intercreditor Agreement” or any provision thereof shall be construed as a reference to the Existing Intercreditor Agreement as amended by this Agreement.

8. BAIL-IN

Notwithstanding any other term of this Agreement, each Party acknowledges and accepts that any liability of any Party to any other Party under or in connection with this Agreement may be subject to Bail-In Action by the relevant Resolution Authority and acknowledges and accepts to be bound by the effect of:

- (a) any Bail-In Action in relation to any such liability, including (without limitation):
 - a. a reduction, in full or in part, in the principal amount, or outstanding amount due (including any accrued but unpaid interest) in respect of any such liability;
 - b. a conversion of all, or part of, any such liability into shares or other instruments of ownership that may be issued to, or conferred on, it; and
 - c. a cancellation of any such liability; and
- (b) a variation of any term of any this Agreement to the extent necessary to give effect to any Bail-In Action in relation to any such liability.

In this Clause:

"Article 55 BRRD" means Article 55 of Directive 2014/59/EU establishing a framework for the recovery and resolution of credit institutions and investment firms.

"Bail-In Action" means the exercise of any Write-down and Conversion Powers.

"Bail-In Legislation" means:

- (a) in relation to an EEA Member Country which has implemented, or which at any time implements, Article 55 BRRD, the relevant implementing law or regulation as described in the EU Bail-In Legislation Schedule from time to time;
- (b) in relation to the United Kingdom, the UK Bail-In Legislation; and
- (c) in relation to any state other than such an EEA Member Country and the United Kingdom, any analogous law or regulation from time to time which requires contractual recognition of any Write-down and Conversion Powers contained in that law or regulation.

"EEA Member Country" means any member state of the European Union, Iceland, Liechtenstein and Norway.

"EU Bail-In Legislation Schedule" means the document described as such and published by the Loan Market Association (or any successor person) from time to time.

"Resolution Authority" means any body which has authority to exercise any Write-down and Conversion Powers.

"UK Bail-In Legislation" means Part I of the United Kingdom Banking Act 2009 and any other law or regulation applicable in the United Kingdom relating to the resolution of unsound or failing banks, investment firms or other financial institutions or their affiliates (otherwise than through

liquidation, administration or other insolvency proceedings).

"Write-down and Conversion Powers" means:

- (a) in relation to any Bail-In Legislation described in the EU Bail-In Legislation Schedule from time to time, the powers described as such in relation to that Bail-In Legislation in the EU Bail-In Legislation Schedule;
- (b) in relation to the UK Bail-In Legislation, any powers under that UK Bail-In Legislation to cancel, transfer or dilute shares issued by a person that is a bank or investment firm or other financial institution or affiliate of a bank, investment firm or other financial institution, to cancel, reduce, modify or change the form of a liability of such a person or any contract or instrument under which that liability arises, to convert all or part of that liability into shares, securities or obligations of that person or any other person, to provide that any such contract or instrument is to have effect as if a right had been exercised under it or to suspend any obligation in respect of that liability or any of the powers under that UK Bail-In Legislation that are related to or ancillary to any of those powers; and
- (c) in relation to any other applicable Bail-In Legislation:
 - a. any powers under that Bail-In Legislation to cancel, transfer or dilute shares issued by a person that is a bank or investment firm or other financial institution or affiliate of a bank, investment firm or other financial institution, to cancel, reduce, modify or change the form of a liability of such a person or any contract or instrument under which that liability arises, to convert all or part of that liability into shares, securities or obligations of that person or any other person, to provide that any such contract or instrument is to have effect as if a right had been exercised under it or to suspend any obligation in respect of that liability or any of the powers under that Bail-In Legislation that are related to or ancillary to any of those powers; and
 - b. any similar or analogous powers under that Bail-In Legislation.

9. NO NOVATION

Each of the Parties confirms that the amendment of the Existing Intercreditor Agreement pursuant to this Agreement shall not constitute a novation of the Existing Intercreditor Agreement.

10. INVALIDITY

If any provision of this Agreement is or becomes prohibited or unenforceable in any jurisdiction, that shall not affect the validity or enforceability of any other provision hereof or the validity or enforceability of such provision in any other jurisdiction.

11. COUNTERPARTS

This Agreement may be executed in any number of counterparts and this has the same effect as if the signatures on the counterparts were on a single copy of this Agreement.

12. GOVERNING LAW

This Agreement and any non-contractual obligations arising out of or in connection with it are governed by and construed in accordance with the laws of England and Wales.

13. JURISDICTION

The provisions of clause 32.1 (*Jurisdiction*) of the Existing Intercreditor Agreement (in the form unamended by the amendments provided for in this Agreement) shall apply, *mutatis mutandis*, to this Agreement.

This Agreement has been entered into on the date stated at the beginning of this Agreement and executed as a deed by the Company and is intended to be and is delivered by it as a deed on the date stated at the beginning of this Agreement.

SIGNATURES

THE COMMON SECURITY AGENT

Acting on the instructions of the Senior Revolving Facility Agent, the Senior Term Facility Agent and the Senior Secured Notes Trustee



CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH

By: Erika Kolb
Title: Vice President

THE SENIOR SECURED NOTES SECURITY AGENT

Acting on the instructions of the Senior Secured Notes Trustee



CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH

By: Erika Kolb
Title: Vice President

THE SENIOR SECURED NOTES TRUSTEE

Acting on the instructions of Senior Secured Noteholders holding at least a majority in aggregate of the principal amount of the Senior Secured Notes



CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH

By:

Title: **Laura Hughes**
Vice President

THE SENIOR REVOLVING FACILITY AGENT

Acting on the instructions of the Majority Lenders (as defined in the Revolving Facility Agreement)



CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK

By:

Title:

Alexandre BAKLOUTI
Crédit Agricole CIB

Gabrielle AVELINE

THE SENIOR TERM FACILITY AGENT

Acting on the instructions of the Majority Lenders (as defined in the Senior Facilities Agreement)



Fátima Almeida
Authorised Signatory



Ian Croft
Authorised Signatory

CREDIT SUISSE (DEUTSCHLAND) AKTIENGESELLSCHAFT

By:

Title:

THE COMPANY

Executed as a DEED

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

By: David Lubek

Title: Authorised signatory

Annexe 6 – Etat de l'actif et du passif affecté de DCF à la date du Jugement d'Ouverture

1. Identification de la créance affectée						
Référence du contrat	Nom et date de signature du contrat	Catégorie de créance	Nature de la créance	Date de maturité	Valeur nominale	Devises
RCF 2025 - 2051M	<p>Cautionnement de Distribution Casino France en garantie du contrat de crédit syndiqué renouvelable (<i>Revolving Facility Agreement</i>) de droit français en date du 18 novembre 2019 conclu entre Casino, Guichard-Perrachon, Casino Finance et Monoprix en tant qu'emprunteurs, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank en tant qu'agent et Citibank N.A., London Branch en tant qu'agent des sûretés.</p> <p>Avenant n°1 au contrat de crédit syndiqué renouvelable en date du 5 février 2021</p> <p>Avenant n°2 au contrat de crédit syndiqué renouvelable en date du 3 mars 2021</p> <p>Avenant n°3 au contrat de crédit syndiqué renouvelable en date du 4 juin 2021</p>	Cautionnement d'un emprunt bancaire sécurisé	Sécurisé	<p>Tranche A : 16/07/2026 (31/05/2025 sile TLB à échéance août 2025 n'est pas remboursé ou refinancé à cette date)</p> <p>Tranche B : 31/10/2023</p>	2 051 420 169	€
TLB 2025 - 255M	<p>Garantie de Distribution Casino France au titre du contrat de crédits senior syndiqué (<i>Senior Facilities Agreement</i>) de droit anglais en date du 1 avril 2021 conclu entre Casino, Guichard-Perrachon en tant qu'emprunteur, Crédit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft en tant qu'agent et Citibank N.A., London Branch en tant qu'agent des sûretés</p> <p>Contrat de prêt intragroupe (<i>Intragroup Loan Agreement</i>) en date du 13 avril 2021 conclu entre Casino, Guichard-Perrachon en tant que prêteur et Distribution Casino France en tant qu'emprunteur</p>	Garantie d'un emprunt bancaire sécurisé	Sécurisé	31/08/2025	255 222 584	€
HY 2024 - 164M	<p>Garantie de Distribution Casino France au titre d'un contrat de souscription (<i>Indenture</i>) d'obligations <i>high yield</i> de droit New Yorkais en date du 20 novembre 2019 conclu entre Quatrim en tant qu'émetteur (<i>Issuer</i>) Citibank N.A., London Branch en tant que teneur de registre (<i>Registrar</i>) et Citibank N.A., London Branch en tant qu'agent (<i>Trustee</i>), identifié sous les codes ISIN XS2010039118 et XS2010038490</p> <p>Contrat de prêt intragroupe (<i>Intragroup Loan Agreement</i>) en date du 20 novembre 2019 conclu entre Quatrim en tant que prêteur et Distribution Casino France en tant qu'emprunteur</p>	Garantie d'obligations sécurisées	Non sécurisé	15/01/2024	164 000 000	€
TOTAL					2 470 642 753	

Annexe 7 – Contrat de TL Réinstallé

Annexe mise à disposition par l'Agent Centralisateur aux créanciers au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim sur présentation d'une preuve de détention de leur créance dans l'un de ces financements satisfaisante datant de 15 jours au plus par e-mail à l'adresse casino@is.kroll.com.

Annexe 8 – Termes et conditions des Nouveaux Financements Opérationnels Groupe Casino

Annexe mise à disposition par l'Agent Centralisateur aux créanciers au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim sur présentation d'une preuve de détention de leur créance dans l'un de ces financements satisfaisante datant de 15 jours au plus par e-mail à l'adresse casino@is.kroll.com.

Annexe 9 – Contrat de RCF Réinstallé

Annexe mise à disposition par l'Agent Centralisateur aux créanciers au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim sur présentation d'une preuve de détention de leur créance dans l'un de ces financements satisfaisante datant de 15 jours au plus par e-mail à l'adresse casino@is.kroll.com.

Annexe 10 – Nouvel Accord Inter-Créanciers

Annexe mise à disposition par l'Agent Centralisateur aux créanciers au titre du Crédit RCF, du Crédit TLB et des Obligations HY Quatrim sur présentation d'une preuve de détention de leur créance dans l'un de ces financements satisfaisante datant de 15 jours au plus par e-mail à l'adresse casino@is.kroll.com.

Annexe 11 – Plan d’Affaires du Consortium

	2024B	2025B	2026B	2027B	2028B	Σ 24-28
Revenues	12 055	10 499	10 922	11 234	11 477	56 188
Monoprix	4 626	4 980	5 236	5 467	5 673	25 981
Franprix	1 690	1 856	1 968	2 057	2 118	9 689
Convenience	1 704	1 812	1 836	1 860	1 857	9 068
HM/SM	2 330	-	-	-	-	2 330
Cdiscount	1 257	1 214	1 156	1 101	1 062	5 791
Other	448	637	727	749	767	3 328
EBITDA	126	450	638	789	920	2 923
Monoprix	182	228	295	389	470	1 563
Franprix	119	142	159	181	191	792
Convenience	63	65	99	134	145	505
HM/SM	(341)	(97)	(32)	(32)	-	(502)
Cdiscount	64	75	76	77	74	366
Other	40	37	41	41	41	200
Non cash EBITDA items	(85)	(46)	(42)	(42)	(42)	(257)
Cash EBITDA	41	404	596	747	878	2 666
Monoprix	152	207	278	372	453	1 461
Franprix	109	132	149	171	181	742
Convenience	33	55	89	124	135	435
HM/SM	(356)	(102)	(37)	(37)	(5)	(537)
Cdiscount	64	75	76	77	74	366
Other	40	37	41	41	41	200
APCO ⁽¹⁾	(264)	(291)	(71)	(51)	(51)	(728)
Net capex	(354)	(287)	(295)	(316)	(311)	(1 563)
Monoprix	(129)	(140)	(154)	(177)	(177)	(776)
Franprix	(33)	(38)	(33)	(34)	(32)	(171)
Convenience	(22)	(19)	(18)	(14)	(11)	(83)
HM/SM	(78)	-	-	-	-	(78)
Cdiscount	(65)	(64)	(66)	(67)	(69)	(331)
Other	(27)	(26)	(25)	(24)	(22)	(124)
Operational FCF	(578)	(174)	230	380	517	375
Monoprix	(17)	33	99	175	255	545
Franprix	60	84	111	132	144	531
Convenience	(26)	26	66	105	119	290
HM/SM	(510)	(136)	(54)	(39)	(7)	(745)
Cdiscount	(9)	7	8	7	2	15
Other	(76)	(188)	(0)	1	2	(262)

(1) Les autres produits et charges opérationnels excluent l'impact positif de la cession duprimètre HM/SM.

Le Consortium a élaboré un plan d'affaires 2024-2028 rendu public le 5 octobre 2023 dans le cadre de la signature de l'accord de lock-up relatif à la restructuration financière du Groupe Casino avec les créanciers sécurisés. Ce plan a été actualisé depuis afin de tenir compte (i) de l'atterrissage prévu pour 2023 et (ii) de la cession de la majeure partie du parc d'hypermarchés et de supermarchés dès le 2ème trimestre 2024. Le plan, qui a été construit enseigne par enseigne, repose sur les hypothèses présentées ci-après.

Monoprix :

- Adoption d'un positionnement prix EDLP et s'y tenir sur le long terme, en ligne avec la compétition et en s'adaptant aux différences territoriales
- Augmentation des dépenses marketing afin d'améliorer le positionnement marque de l'Enseigne et de promouvoir la stratégie EDLP
- Rénovation et réhumanisation des magasins permettant d'offrir une meilleure qualité de service et d'améliorer l'expérience client

- Relancer l'expansion de manière sélective et principalement via la franchise, en accélérant la conversion en franchise des magasins en propre lorsque cela est possible

Franprix :

- Rétention des franchisés existants et expansion dans de nouvelles métropoles des régions ARA et PACA
- Analyse magasin par magasin afin d'assainir le parc en fermant les magasins franchisés sous-performants

HM/SM :

- Cession dans son intégralité du parc d'hypermarchés et de supermarchés (intégrés et franchisés) dès le 2ème trimestre 2024
- Résiliation de tous les contrats d'affiliation et de franchise d'hypermarchés et de supermarchés au sein du réseau Distribution Casino France (DCF)
- Ajustement de la taille des effectifs du siège social et de la chaîne d'approvisionnement pour ne servir exclusivement que Casino Proximités

Convenience :

- Repositionnement des prix à la baisse et revue de l'assortiment en augmentant le poids des MDD
- Relancer l'expansion de manière sélective et principalement via la franchise, en accélérant la conversion en franchise des magasins en propre lorsque cela est possible

Cdiscount :

- Apporter les ressources nécessaires pour continuer le passage en Marketplace initié par le Groupe

En transverse, le plan prévoit un travail sur l'efficacité des fonctions supports, notamment amélioration des performances achats et adaptation des schémas logistiques.